



MONTREAL - P. D.
M. LE PERCEPTEUR DU
REVENU PROVINCIAL
445 ST-GABRIEL

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 12 FÉVRIER 1944

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, FEBRUARY 12TH, 1944

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.

5200—1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.

5200—1-52

Lettres patentes

"Associated Steel and Metals Corporation Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente décembre 1943, constituant en corporation: Louis Levin, marchand, John Michael Schlesinger, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Barnet Buckman, notaire public, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, faire le commerce et négoce de toutes sortes de produits en métal, de la machinerie, y compris du laiton, du fer, de l'acier et autres métaux, faire le commerce et négoce de toutes sortes de bouteilles, verres et verrerie, et de toutes sortes de rebuts, chiffons, caoutchouc et autres déchets, sous le nom de "Associated Steel and Metals Corporation Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trente décembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,

5491

P. FRENETTE.

Letters Patent

"Associated Steel and Metals Corporation Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1943, incorporating: Louis Levin, merchant, John Michael Schlesinger, advocate, both of the City of Montreal, and Barnet Buckman, notary public, of the City of Outremont, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, trade and deal in all kinds of metal products, machinery, including brass, iron, steel and other metals, trade and deal in all kinds of bottles, glass and glassware and in all kinds of junk, rags, rubber and other waste materials, under the name of "Associated Steel and Metals Corporation Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1943.

P. FRENETTE,

5491-o

Assistant-Deputy Attorney General.

**"C. E. Montminy, Ltée"
"C. E. Montminy Ltd."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de janvier 1944, constituant en corporation: Antonio Leclerc, teneur de livres, Jeanne Déchène, fille majeure, sténodactylo., tous deux de la cité de Québec, et Madeleine Marcoux, fille majeure, sténodactylo., de la cité de Lévis, tous trois du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter, exercer et faire le commerce de décoration extérieure tels que bannières, drapeaux, écussons, tentures de toutes sortes et sans limiter les objets qui entrent dans l'ornementation extérieure;

Fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter, exercer et faire le commerce de décoration intérieure tels que tapis, tentures, meubles, rideaux, couvertures de lits et en particulier tout ce que l'artisanat québécois produit, sans mettre de limites aux objets qui font partie de l'ornementation intérieure, sous le nom de "C. E. Montminy, Ltée" — "C. E. Montminy Ltd.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5492-o P. FRENETTE.

"Charles J. Lewis Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze janvier 1944, constituant en corporation: Charles J. Lewis, manufacturier, Myer Klugerman, dessinateur, et dame Katy Holzman Lewis, ménagère, épouse séparée de biens dudit Charles J. Lewis, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des robes, vêtements de sport, manteaux, costumes, robes de soirées pour dames et demoiselles, vêtements de toutes descriptions pour dames, robes et vêtements de toutes sortes pour enfants; et faire le commerce des lainages, soieries, cotonnades et toutes autres sortes de tissus, garnitures, ornements et tous autres étoffes, objets et commodités utilisés pour la fabrication de vêtements pour dames et enfants, sous le nom de "Charles J. Lewis Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le onze janvier 1944.

L'Assistant procureur-général suppléant,
5493 P. FRENETTE.

"Club de Yacht de Sillery"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres pa-

**"C. E. Montminy, Ltée"
"C. E. Montminy Ltd."**

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1944, incorporating: Antonio Leclerc, book-keeper, Jeanne Déchène, spinster, stenographer, both of the city of Quebec, and Madeleine Marcoux, spinster, stenographer, of the city of Lévis, all three of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, carry on and engage in the business of exterior decoration such as banners, flags, coats of arms, hangings of all kinds and without limit, all objects used in exterior decoration;

To manufacture, buy, sell, import, export, carry on and engage in the business of interior decoration such as carpets, hangings, furniture, curtains, bedspreads and in particular all that Quebec handcraft may produce, without limiting the objects used in interior decoration, under the name of "C. E. Montminy, Ltée" — "C. E. Montminy Ltd.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Charles J. Lewis Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1944, incorporating: Charles J. Lewis, manufacturer, Myer Klugerman, designer, and Dame Katy Holzman Lewis, housewife, wife separate as to property of the said Charles J. Lewis and by him duly authorized hereto, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail: ladies' and misses' dresses, sportswear, cloaks, suits, gowns, ladies' wear of any description whatsoever, children's clothing and wearing apparel of all kinds; and dealers in woollens, silks, cottons and all other kinds of fabrics, trimmings, ornaments and any other materials, objects and commodities used in the manufacture of ladies' and children's wearing apparel, under the name of "Charles J. Lewis Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Club de Yacht de Sillery"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth

tentes, en date du dix-neuvième jour de janvier 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Denis Trépanier, employé civil, Côte de l'Église, Sillery, Joseph-Édouard Laliberté, opérateur, usine de filtration, Chemin du Foulon, Sillery, et Gabriel Lemieux, mécanicien, Côte de l'Église, Sillery, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir, établir, organiser et maintenir un club ou une association dans le but d'encourager la navigation en bateau-moteur, les courses en canot-automobile, la navigation à voile et le yachting, la natation et autres sports, jeux, amusements et divertissements athlétiques et aquatiques, et construire, acquérir, aménager, meubler, maintenir et exploiter une maison de club dans la localité de Sillery ou ailleurs dans la province de Québec, pour l'usage et le bénéfice des membres, et y fournir des repas, rafraîchissements et des moyens de divertissement aux membres et à leurs amis, et construire un bassin privé d'atterrissage pour les membres et établir des terrains d'ancrage pour l'usage des membres, sous le nom de "Club de Yacht de Sillery".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt mille dollars (\$20,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Sillery, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour de janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5494-o P. FRENETTE.

"Colcourt Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre janvier 1944, instituant en corporation: Ernest William Mockridge, teneur de livres, résidant à Saint-Lambert, John Lawrence McCrory, résidant en la cité de Montréal et Cecil Bruce Cooke, résidant à Verdun, les deux derniers secrétaires, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre et autrement en disposer, sous le nom de "Colcourt Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix dollars (\$49,990), divisé en quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (4,999) actions d'une valeur au pair de dix dollars (\$10) chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, comté d'Hochelaga, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le quatre janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5495 P. FRENETTE.

day of January, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Denis Trépanier, civil employee, "côte de l'Église", Sillery, Joseph-Édouard Laliberté, operator, filtering plant, "chemin du Foulon", Sillery, and Gabriel Lemieux, mechanic, "côte de l'Église", Sillery, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote, establish, organize and maintain a club or an association for the purpose of encouraging motor-boat navigation, motor-boat races, sailing and yachting, swimming and other sports, games, athletic and aquatic amusements and entertainments, and to build, acquire, equip, furnish, maintain and operate a club-house in the locality of Sillery or elsewhere in the Province of Quebec, for the use and benefit of the members, and to supply meals, refreshments and means of entertainment to the members and their friends, and to construct a private landing basin for the members and establish anchorage premises for the use of said members, under the name of "Club de Yacht de Sillery".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty thousand dollars (\$20,000).

The head office of the corporation will be at Sillery, District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1944.

P. FRENETTE,
5494 Assistant Deputy Attorney General.

"Colcourt Mines Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1944, incorporating: Ernest William Mockridge, bookkeeper, residing at St. Lambert, John Lawrence McCrory, residing at Montreal City and Cecil Bruce Cooke, residing at Verdun, the two latter secretaries, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stone may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Colcourt Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred and ninety dollars (\$49,990.00), divided into four thousand nine hundred and ninety-nine (4,999) shares of the par value of ten dollars (\$10.00) each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the County of Hochelaga, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1944.

P. FRENETTE,
5495-o Assistant Deputy Attorney General.

"Compagnie Nationale d'Outils et de Machines, Limitée"

"National Fine Tools and Machinery Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour de janvier 1944, constituant en corporation: Roger Ménard, ouilleur, Armand Thibodeau, comptable, et André Lachance, ouilleur, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, produire, manufacturer, acheter, vendre, échanger, autrement disposer, posséder, détenir, importer, exporter et faire le commerce, de toutes sortes d'outils, machines, machineries, mécanisme, accessoires et pièces, coins, formes, matrices, dispositifs, fournitures, ustensils, nécessités domestiques, objets de sports, et autres objets quelconques pouvant être faits et fabriqués de métaux, alliage, bois, plastiques ou autres compositions chimiques;

Manufacturer, acheter, vendre, échanger, importer, exporter et faire le commerce de quincaillerie, sous le nom de "Compagnie Nationale d'Outils et de Machineries, Limitée"—"National Fine Tools and Machinery Company, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en mille quatre cent quatre-vingt-dix actions (1490) actions sans valeur au pair ou nominale et en sept (700) cents actions privilégiées de cinquante dollars (\$50) chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de dix mille neuf cent cinquante dollars (\$10,950);

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5496-o P. FRENETTE.

"Conserverie Dorion, Limitée"
"Dorion Preserving Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzisième jour de janvier 1944, constituant en corporation: Bernard Couvrette, Jules Dupré, tous deux de la cité d'Outremont, René Duranleau, de la cité de Montréal, Paul Duranleau, de la cité de Belœil, tous quatre avocats, et Adrienne Corbeil, fille majeure, comptable, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de la mise en conserves des produits et denrées alimentaires en général, confire des fruits ou des légumes, faire des confitures, gelées, gélatines, fabriquer du vinaigre, des sirops de toutes sortes, extraits, sauces, condiments et généralement tous aliments et produits propres à la consommation et tous produits d'épicerie, de laiterie, d'exploitation de fermes et d'entreprises agricoles et faire tous actes que la compagnie jugera utiles ou nécessaires pour l'exercice de telle industrie;

Vendre en gros et en détail, agir comme importateurs et exportateurs, agents manufacturiers ou agents à commission pour les denrées et produits ci-dessus mentionnés et pour toutes sortes de produits alimentaires ou autres ayant quelque

"Compagnie Nationale d'Outils et de Machines, Limitée"

"National Fine Tools and Machinery Company, Limited"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1944, incorporating: Roger Ménard, toolmaker, Armand Thibodeau, accountant, and André Lachance, toolmaker, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To make, produce, manufacture, buy, sell, exchange, otherwise dispose of, own, hold, import, export and deal in all kinds of tools, machines, machinery, mechanism, accessories and parts, wedges, forms, dies, devices, furniture, utensils, household requisites, sporting goods, and other objects whatsoever which may be made and manufactured from metal, alloy, wood, plastic or other chemical compounds;

To manufacture, buy, sell, exchange, import, export and deal in hardware, under the name of "Compagnie Nationale d'Outils et de Machineries, Limitée"—"National Fine Tools and Machinery Company, Limited".

The capital stock of the company is divided into one thousand four hundred and ninety (1490) shares without par or nominal value and into seven hundred (700) preferred shares of fifty dollars (\$50) each, and the amount with which the company will commence its operations is ten thousand nine hundred and fifty dollars (\$10,950).

Shares other than the preferred shares will be issued and allotted at the price to be fixed by the directors.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1944.

P. FRENETTE,
5496 Assistant Deputy Attorney General.

"Conserverie Dorion, Limitée"
"Dorion Preserving Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1944, incorporating: Bernard Couvrette, Jules Dupré, both of the City of Outremont, René Duranleau, of the City of Montreal, Paul Duranleau, of the City of Belœil, all four advocates, and Adrienne Corbeil, spinster, accountant, of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in the preserving of food products and foodstuffs in general, to preserve fruit or vegetables, make jams, jellies, gelatines, manufacture vinegar, syrups of all kinds, extracts, sauces, seasonings and, generally, any foods and products suitable for consumption, and any grocery, dairy, farm or agricultural products and to perform any acts which the company may deem useful or necessary for the carrying on of such business;

To sell, wholesale and retail, act as importers and exporters, manufacturers' agents or commission agents for the foregoing wares and products and for any kind of foodstuffs or other products in any way connected with the said industry or

rapport avec ladite industrie ou avec ledit commerce et faisant tous actes que la compagnie jugera utiles ou nécessaires pour l'exercice de tel commerce, sous le nom de "Conserverie Dorion, Limitée"—"Dorion Preserving Limited", avec un capital total de cent quarante-neuf mille dollars (\$149,000.00), divisé en mille quatre cent quatre-vingt-dix (1490) actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5497-o P. FRENETTE.

"Consolidated Concessions Incorporated"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du premier décembre 1943, constituant en corporation: Norman N. Genser, avocat, Thomas Nugent, marchand, et Tessy Frankel, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Posséder, exploiter, assurer le service et faire le commerce de concessions, d'inventions mécaniques ou promenades exploitées pour le divertissement du public en général, aux carnivals, lieux d'amusement et ailleurs, et posséder, exploiter, assurer le service et la direction de toutes autres machines mécaniques du même genre ou promenades pour l'amusement et le service du public; et dans les buts susdits, acheter, vendre et disposer de toute marchandise et tout aménagement qui pourraient être nécessaires à l'exécution des objets susdits, sous le nom de "Consolidated Concessions Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

Les pouvoirs accordés dans les présentes ne seront pas considérés comme autorisant la corporation à faire le commerce de machines automatiques ou autres machines de jeu prohibées par la loi.

Le siège social de la compagnie sera à Cartierville, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le premier décembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5498 P. FRENETTE.

"Excel Cotton Products Co."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit janvier 1944, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat, Mademoiselle Reyta Rumanek et Mademoiselle Sadye Shore, filles majeures, secrétaires, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre, manufacturer, exercer l'industrie et le commerce, en gros et en détail, comme marchands de coton, flanelle, lainages, couches de bébés, sous-vêtements, vêtements tricotés pour bébés, marchandises en cuir et en caoutchouc, marchandises caoutchou-

said business and incidental to any acts which the company may deem useful or required for carrying on the said business, under the name of "Conserverie Dorion, Limitée"—"Dorion Preserving Limited", with a total capital stock of one hundred and forty-nine thousand dollars (\$149,000), divided into fourteen hundred and ninety (1490) common shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Consolidated Concessions Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the first day of December, 1943, incorporating: Norman N. Genser, advocate, Thomas Nugent, merchant, and Tessy Frankel, spinster, secretary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To own, operate, service and deal in concessions, mechanical devices or rides operated for the amusement of the general public at carnivals, amusement places and elsewhere, and to own, operate, service and conduct any other similar mechanical machines or rides for the amusement and service to the public; and for the purpose of the foregoing, to buy, sell and dispose of such merchandise and equipment as may be necessary to carry out the foregoing objects, under the name of "Consolidated Concessions Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into Four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The powers herein granted shall not be considered as authorizing the corporation to deal in slot machines or other gambling machines prohibited by law.

The head office of the company will be at Cartierville, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of December, 1943.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Excel Cotton Products Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1944, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate, Miss Reyta Rumanek and Miss Sadye Shore, spinsters, secretaries, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To import, export, buy, sell, manufacture, to carry on the trade and business as wholesale and retail merchants of cottons, flannels, woollens, babies' diapers, underwear, babies' knitted garments, leather and rubber goods, rubberized goods, shower curtains, water-proof garments,

tées, rideaux de bain, vêtements imperméables, garnitures, draps, soie et autres tissus, vêtements de toutes descriptions pour enfants, gants, mitaines, chaussures et autres articles, produits, commodités et accessoires de même nature nécessaires ou convenables aux fins du commerce et agir comme agents, marchands à commission ou représentants et ouvrir des magasins, manufactures, boutiques, bureaux, entrepôts se rapportant aux affaires de la compagnie, sous le nom de "Excel Cotton Products Co.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en mille (1,000) actions ordinaires d'une valeur au pair de dix dollars (\$10) chacune et en cent (100) actions privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce huit janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5499 P. FRENETTE.

"H. J. McAdie Company Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept janvier 1944, constituant en corporation: Mark Edmund Gordon, avocat, Pierre Elliott Trudeau, stagiaire, et Robert John Forster, comptable, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands généraux, soit en gros ou en détail, de toutes sortes de matières premières utilisées dans la fabrication de la peinture, vernis, laque, caoutchouc, papier et autres industries semblables, et acheter, acquérir, louer, vendre, disposer de, fabriquer, produire, importer, exporter, échanger ou autrement négocier et faire le commerce, soit en gros ou en détail, d'articles, effets, commodités et marchandises d'aucune sorte et nature utilisés relativement à ces commerces, sous le nom de "H. J. McAdie Company Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$10,000, divisée en mille actions de dix dollars (\$10) chacune.

Les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement de la majorité des directeurs;

Le nombre de ses actionnaires ou membres, à l'exception des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et des personnes qui ayant été auparavant à l'emploi de la compagnie, étaient actionnaires de la compagnie pendant un tel emploi et ont continué de l'être après l'abandon d'un tel emploi, n'excédera pas vingt (20);

Tout appel au public pour souscrire à toutes actions ou débentures de la compagnie sera prohibé.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-sept janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5500 P. FRENETTE.

"Kinsmen Boysclubs of Montreal Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies

trimming, cloths, silk and other fabric textures, children's wearing apparel of every description, gloves, mitts, shoes, and other articles, products, commodities and accessories of the same nature necessary or convenient for the purposes of the business and to act as agents, commission merchants or representatives, and to open stores, factories, shops, offices, warehouses, in connection with the business of the Company, under the name of "Excel Cotton Products Co.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into one thousand (1000) shares of common stock of a par value of ten dollars (\$10.00) each and one hundred (100) preferred shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"H. J. McAdie Company Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of January, 1944, incorporating: Mark Edmund Gordon, advocate, Pierre Elliott Trudeau, stagiaire, and Robert John Forster, accountant, all of the City of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of general dealers, either wholesale or retail, in all kinds of raw materials used in the paint, varnish, lacquer, rubber, paper and other similar industries, and to buy, acquire, lease, sell, dispose of, manufacture, produce, import, export, exchange or otherwise deal, either wholesale or retail, with or in goods, wares, commodities and merchandise of every kind and nature for use in connection with such businesses, under the name of "H. J. McAdie Company Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$10,000.00, divided into one thousand shares of ten dollars (\$10.00) each.

The shares of the company shall not be transferred without the consent of a majority of the directors;

The number of its shareholders or members exclusive of persons who are in the employment of the company, and of persons who having been formerly in the employment of the company, were, while in such employment, and have continued after the termination of such employment, to be shareholders of the company, shall not exceed twenty (20);

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company shall be prohibited;

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Kinsmen Boysclubs of Montreal Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente décembre 1943, constituant en corporation sans capital-actions: Kenneth McKenzie, gérant, et Edward Sarsfield O'Shea, comptable du prix de revient, tous deux de la ville de Mont-Royal, Angus MacCormick, officier de fiducie, de la cité de Westmount, John Austin Murphy, avocat et conseil en loi du Roi, Benjamin Hinchcliffe Brown, engagé dans des œuvres sociales, Glen Archer, secrétaire de succursale, et Colin Thorne, agent de manufacturiers, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Organiser, former, acheter, ériger ou construire et administrer des clubs pour garçons comme des institutions charitables et éducatives dans le district de Montréal, sous le nom de "Kinsmen Boysclubs of Montreal Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de cent cinquante mille dollars (\$150,000).

Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce trente décembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5501 P. FRENETTE.

"L'Association des Propriétaires de la Cité de Rivière-du-Loup"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour de janvier 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Ernest Lacombe, Émile Dubé, rentiers, Jos. Gauthier, Irénée Gendron et Roland-L. Levesque, industriels, Cléophas Thibault, commerçant, Jean-Baptiste Marchand, commis, et Jean-Baptiste Voyer, agent d'assurances, tous de Rivière-du-Loup, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire tous actes, démarches, conventions, acquisitions, ventes ou transactions quelconques pouvant être dans l'intérêt des propriétaires fonciers de la cité de Rivière-du-Loup, sous le nom de "L'Association des Propriétaires de la Cité de Rivière-du-Loup".

Le montant auquel sont limités les biens de la corporation est de vingt mille dollars (\$20,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Rivière-du-Loup, district de Kamouraska.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5502-o P. FRENETTE.

"Le Comité des Chemins d'hiver de Nicolet"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de janvier 1944, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Onil Houle, commerçant, Napoléon Rousseau, entrepreneur de pompes funèbres, et Henri Béliveau, agent-vendeur Imperial Oil Co., tous trois de Nicolet, Émilien Mercier, marchand, et Ernest Lamothe, camionneur, tous deux de

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of December, 1943, to incorporate as a corporation without share capital: Kenneth McKenzie, manager, and Edward Sarsfield O'Shea, cost accountant, both of the Town of Mount Royal, Angus MacCormick, trust officer, of the City of Westmount, John Austin Murphy, advocate and King's Counsel, Benjamin Hinchcliffe Brown, social worker, Glen Archer, branch secretary, and Colin Thorne, manufacturers agent, of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To organize, form, purchase, build or construct and operate boys' clubs as charitable and educational institutions in the district of Montreal, under the name of "Kinsmen Boysclubs of Montreal Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00).

The head office of the corporation will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1943.

P. FRENETTE,
5501-o Assistant Deputy Attorney General.

"L'Association des Propriétaires de la Cité de Rivière-du-Loup"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Ernest Lacombe, Émile Dubé, annuitants, Jos. Gauthier, Irénée Gendron and Roland L. Levesque, manufacturers, Cléophas Thibault, trader, Jean-Baptiste Marchand, clerk, and Jean-Baptiste Voyer, insurance agent, all of Rivière-du-Loup, Province of Quebec, for the following purposes:

To perform any acts, take any steps, enter into any agreements, make any acquisitions, sales or transactions whatsoever, which may be in the interest of land-owners of the City of Rivière-du-Loup, under the name of "L'Association des Propriétaires de la Cité de Rivière-du-Loup".

The amount to which the property of the company is to be limited is twenty thousand dollars (\$20,000).

The head office of the corporation will be at Rivière-du-Loup, District of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1944.

P. FRENETTE,
5502 Assistant Deputy Attorney General.

"Le Comité des Chemins d'hiver de Nicolet"

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: J. Onil Houle, merchant, Napoléon Rousseau, funeral undertaker, and Henri Béliveau, agent-salesman Imperial Oil Co., all three of Nicolet, Émilien Mercier, merchant, and Ernest Lamothe, truckman, both of Saint-Grégoire-de-Nicolet, Conrad Deshaies, garage-

Saint-Grégoire-de-Nicolet, Conrad Deshaies, garagiste, et Georges Lacroix, agent-distributeur Pepsi-Cola, ces deux derniers de Sainte-Angèle-de-Laval, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Permettre aux hommes d'affaires, dans un but philanthropique et social, de faciliter les relations commerciales entre les villes et les villages compris dans la région de Nicolet, par l'ouverture et l'entretien des chemins d'hiver de la dite région, sous le nom de "Le Comité des Chemins d'hiver de Nicolet".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Nicolet, dans le district de Nicolet.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour de janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5503-o P. FRENETTE.

"Le Fonds de Pension des Employés du Syndicat de Québec Ltée"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour de janvier 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Côté, marchand, Roland Chagnon, comptable agréé, Alexandre Chaumette, surintendant, et Alexandre Vallière, comptable, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Administrer et soutenir un fonds de pension au bénéfice des officiers et employés du Syndicat de Québec Ltée et de ses compagnies subsidiaires et affiliées sans contribution des membres de la corporation, sous le nom de "Le Fonds de Pension des Employés du Syndicat de Québec Ltée".

Le revenu annuel provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est fixé à \$25,000.00.

Le bureau principal de la corporation sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5504-o P. FRENETTE.

"L'Orientation Nouvelle (Inc.)"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de janvier 1944, constituant en corporation sans capital-actions: André Laurendeau, publiciste, de la cité d'Outremont, Raymond Godin et Fernand Chaussé, avocat, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Étudier les questions sociales, économiques et politiques qui intéressent notre pays; sauvegarder et promouvoir les intérêts des citoyens en général, tant au point de vue municipal, provincial, que fédéral, en particulier étudier les dites questions dans leur rapport avec le mouvement politique, sous le nom de "L'Orientation Nouvelle (Inc.)".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt mille dollars (\$20,000.00).

keeper, and Georges Lacroix, distributing agent for Pepsi-Cola, these two latter of Sainte-Angèle-de-Laval, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To give business men, from a philanthropic and social viewpoint, the opportunity to facilitate commercial relations between the towns and villages comprised within the region of Nicolet, by the opening and maintaining of winter roads in the said region, under the name of "Le Comité des Chemins d'hiver de Nicolet".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is ten thousand dollars (\$10,000).

The head office of the corporation will be at Nicolet, in the district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1944.

P. FRENETTE,
5503 Assistant Deputy Attorney General.

"Le Fonds de Pension des Employés du Syndicat de Québec Ltée"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Lucien Côté, merchant, Roland Chagnon, chartered accountant, Alexandre Chaumette, superintendent, and Alexandre Vallière, accountant, all of the City and District of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To administer and maintain a pension fund for the benefit of the officers and employees of the "Syndicat de Québec Ltée" and of its subsidiary and affiliated companies, without any contribution from the members of the corporation, under the name of "Le Fonds de Pension des Employés du Syndicat de Québec Ltée".

The annual revenue proceeding from the immovable property which the corporation may acquire and possess, is fixed to \$25,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1944.

P. FRENETTE,
5504 Assistant Deputy Attorney General.

"L'Orientation Nouvelle (Inc.)"

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: André Laurendeau, publicist, of the city of Outremont, Raymond Godin and Fernand Chaussé, advocates, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To study the social, economic and political questions of interest to our country; to safeguard and promote the interests of citizens in general, both from a municipal and provincial as well as a federal viewpoint, in particular to study the said questions as regards the political movement, under the name of "L'Orientation Nouvelle (Inc.)".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty thousand dollars (\$20,000).

Le bureau principal de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5505-0 P. FRENETTE.

"Orpheum Theatres Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize janvier 1944, constituant en corporation: Herbert William Jackson, gérant, et Ernest William Mockridge, teneur de livres, tous deux de St-Lambert, Clifford George Meek, teneur de livres, et John Lawrence McCrory, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

S'occuper dans toutes ses branches respectives du commerce de propriétaires et de gérants de théâtres, y compris, sans limiter le sens général de ce qui précède, la production, l'exhibition, la présentation et la représentation de vues animées, opéras, pièces de théâtre et autres représentations théâtrales, musicales et dramatiques de toutes sortes et la présentation d'effets sonores et visuels par la télévision ou autres moyens semblables, sous le nom de "Orpheum Theatres Limited".

Le capital de la compagnie sera divisé en 1,500 actions privilégiées rachetables sans droit de vote non cumulatives à 6% d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 2,500 actions, catégorie "A", sans valeur nominale ou au pair, et 2,500 actions, catégorie "B", sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie exercera son commerce sera de \$40,000.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le treize janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5506 P. FRENETTE.

"Palmer's Salon Ltd"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de janvier 1944, constituant en corporation: Ariste Brossard, avocat, C.R., de la cité de Saint-Lambert, Lucien Roux, avocat, et Francine Gravel, sténographe, fille majeure, ces deux derniers de la cité de Montréal, tous trois de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de coiffeurs, barbiers, manucures, et les opérations qui consistent à donner des massages au corps et des bains de beauté, et tout autre commerce qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercé en même temps que les opérations précitées;

Acheter, vendre, faire le trafic, le commerce et le négoce de toutes sortes d'articles de fantaisie, parfums, articles pour les cheveux, divers articles de pharmacie, accessoires de barbiers et de coiffeurs, crèmes de beauté et pour la figure, lingerie, et tous matériels utilisés en rapport avec iceux et les manufacturer pourvu que rien de contenu dans les présentes ne soit interprété de manière à permettre à la compagnie de violer les dispositions de la Loi de pharmacie de Québec, mais la compagnie aura l'autorisation d'exercer

The head office of the corporation will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1944.

P. FRENETTE,
5505 Assistant Deputy Attorney General.

"Orpheum Theatres Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1944, incorporating: Herbert William Jackson, manager, and Ernest William Mockridge, bookkeeper, both of St. Lambert, Clifford George Meek, bookkeeper, and John Lawrence McCrory, secretary, both of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in and carry on in all their respective branches the business of theatre proprietors and managers, including, without limiting the generality of the foregoing, the production, exhibition, presentation and performance of motion pictures, operas, stage plays and other theatrical, musical and dramatic entertainments of all kinds and the presentation of sound and/or visual effects by television or other similar means, under the name of "Orpheum Theatres Limited".

The capital of the Company will be divided into 1,500 6% Non-Cumulative Non-Voting Redeemable Preferred Shares of the par value of \$100 each, and 2,500 Class A Shares without nominal or par value, and 2,500 Class B Shares without nominal or par value, and the amount with which the Company will carry on its business will be \$40,000.00.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1944.

P. FRENETTE,
5506-0 Assistant Deputy Attorney General.

"Palmer's Salon Ltd"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1944, incorporating: Ariste Brossard, advocate, K.C., of the city of Saint Lambert, Lucien Roux, advocate and Francine Gravel, stenographer, spinster, these two latter of the City of Montreal, all three of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of hairdressers, barbers, manicurists, and the operations which consist in giving body massage and beauty-baths, and any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the foregoing operations;

To buy, sell, traffic, trade and deal in all kinds of fancy goods, perfumes, articles for the hair, various pharmaceutical goods, barbers' and hairdressers' accessories, beauty and face creams, lingerie, and all materials used in connection with the same and to manufacture them provided that nothing herein contained shall be interpreted as permitting the company to violate the provisions of the Quebec Pharmacy Act, but the company shall be authorized to exercise any non-prohibited power or any power expressly permitted by

aucun pouvoir non prohibé ou expressément permis par la dite Loi, y compris dans ou se rapportant aux objets ci-dessus mentionnés, sous le nom de "Palmer's Salon Ltd", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5507-o P. FRENETTE.

"Summerlea Golf & Country Club Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze janvier 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Herbert William Jackson, gérant, domicilié à St-Lambert, Alexander Gordon Yeoman, domicilié en la cité de Montréal, et William Patrick Creagh, domicilié en la ville de Mont-Royal, les deux derniers étant stagiaires, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir, organiser, établir, diriger, exploiter et administrer un club de golf et de récréation (country club) pour le bénéfice et l'avantage de ses membres et leurs invités, sous le nom de "Summerlea Golf & Country Club Inc."

Le montant des biens immobiliers que le club peut posséder est limité à cinq cent mille dollars (\$500,000) par année.

Le siège social du club sera en la cité de Lachine, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce douze janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5508 P. FRENETTE.

"C. Barber Cartage Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze janvier 1944, constituant en corporation: Clifford Barber, charretier, de la cité de St-Lambert, Aimé Sydney Bruneau, avocat, C.R., et John Applin, commis, tous deux de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, le 1er janvier 1944, comme une firme en exploitation, le commerce de transport général, de camionnage, déplacement, entreposage, livraison de colis, de charbon et de combustible, exercé par C. Barber, de la cité de St-Lambert, Province de Québec;

Faire le commerce de transport général, de camionnage, déplacement, entreposage et livraison de colis, et acheter, vendre et faire le commerce du charbon, du bois et autre combustible, sous le nom de "C. Barber Cartage Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de St-Lambert, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quinze janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5510 P. FRENETTE.

the said Act, included in or connected with the above mentioned objects, under the name of "Palmer's Salon Ltd", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Summerlea Golf & Country Club Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Herbert William Jackson, manager, residing at St. Lambert, Alexander Gordon Yeoman, residing at Montreal City, and William Patrick Creagh, residing at the Town of Mount Royal, the two latter being law clerks, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote, organize, establish conduct, operate and manage a golf and country club for the benefits and advantages of its members and their guests, under the name of "Summerlea Golf & Country Club Inc."

The amount of immovable property which the Club may hold is limited to five hundred thousand dollars (\$500,000) per annum.

The head office of the Club will be at the City of Lachine, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"C. Barber Cartage Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1944, incorporating: Clifford Barber, carter, of the City of St. Lambert, Aimé Sydney Bruneau, advocate, K.C., and John Applin, clerk, both of the City of Westmount, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase as a going concern as of the 1st day of January 1944, the general cartage, trucking, moving, storage, parcel delivery, coal and fuel business carried on by C. Barber of the City of St. Lambert, in the Province of Quebec;

To carry on a general cartage, trucking, moving, storage and parcel delivery business, and to buy, sell and deal in coal, wood and other fuel, under the name of "C. Barber Cartage Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of St. Lambert, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Craftmills Novelties Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt janvier 1944, constituant en corporation: Harry M. Adelstein, agent, Dame Queenie Marcovitch, secrétaire, fille majeure, et Samuel Greenblatt, avocat, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre et en général faire le commerce, tant en gros qu'en détail, de nouveautés, menus articles, vêtements, marchandises sèches, lainages, et tous autres tissus semblables finis et inachevés, qui peuvent être importés ou exportés, et en général faire le commerce d'importateurs et d'exportateurs d'iceux, sous le nom de "Craftmills Novelties Limited", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000), divisé en cinq cents (500) actions ordinaires de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5511 P. FRENETTE.

"Henry L. Hanson Co. of Canada Ltd"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit janvier 1944, constituant en corporation: Lloyd A. Davis, Stanley H. Davis et Harry E. Davis, marchands, des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de ferronnerie;

Manufacturer, produire, vendre et faire le commerce, soit en gros ou en détail, de quincaillerie, d'abrasifs, d'outils, de coutellerie, verrerie et articles semblables;

Faire le commerce de mécaniciens, et tenir, entretenir et exploiter des ateliers, et préparer, fabriquer, monter, manufacturer, assembler des outils, des poinçons, des moules, des pièces de machines et des accessoires;

Faire le commerce d'entrepreneurs généraux et de sous-entrepreneurs, sous le nom de "Henry L. Hanson Co. of Canada Ltd", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huit janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5512 P. FRENETTE.

Lettres patentes supplémentaires**"Pan-America Banana Producers Association Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-six

"Craftmills Novelties Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1944, incorporating: Harry M. Adelstein, agent, Dame Queenie Marcovitch, secretary, spinster of the full age of majority, and Samuel Greenblatt, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, and generally deal, both wholesale and retail, in novelties, small ware, clothing, dry goods, woollen goods, and all other kindred textile goods finished and unfinished, which can or may be imported or exported, and to carry on generally the business of importers and exporters of same, under the name of "Craftmills Novelties Limited", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five hundred (500) common shares of ten dollars (\$10.00) each.

The chief place of business of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1944.

P. FRENETTE,
5511-o Assistant Deputy Attorney General.

"Henry L. Hanson Co. of Canada Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1944, incorporating: Lloyd A. Davis, Stanley H. Davis and Harry E. Davis, merchants, of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell and deal in hardware;

To manufacture, produce, sell and deal, either wholesale or retail, in hardware, abrasives, tools, cutlery, glassware and allied articles;

To carry on the business of machinists, and to keep, maintain and operate machine shops, and to prepare, make, set up, manufacture, assemble tools, dies, molds, machine parts and accessories;

To carry on the business of general contractors and of sub-contractors, under the name of "Henry L. Hanson Co. of Canada Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of January, 1944.

P. FRENETTE,
5512-o Assistant Deputy Attorney General.

Supplementary Letters Patent**"Pan-America Banana Producers Association Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of January, 1944, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to "Pan-

janvier 1944, à la compagnie "Pan-America Banana Producers Association Limited", ratifiant un règlement a) augmentant son capital de \$20,000 à \$300,000 par la création de 2,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et énumérant les privilèges qui seront attachés auxdites actions privilégiées; b) diminuant le nombre de ses directeurs de cinq (5) à trois (3).

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-six janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5509 P. FRENETTE.

America Banana Producers Association Limited", ratifying a by-law a) increasing its capital from \$20,000.00 to \$300,000.00 by the creation of 2,800 preferred shares of a par value of \$100.00 each, and enumerating the privileges which shall be attached to the said preferred shares; b) reducing the number of its directors from five (5) to three (3).

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1944.

P. FRENETTE,
5509-o Assistant Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 353

No. 353

Québec, le 2 février 1944.

Quebec, February 2, 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant la modification des périodes de prohibition quant à la chasse de la loutre, le vison, la martre, le pékan, le loup-cervier et le chat sauvage.

Concerning the amendment of the close seasons as regards the hunting of otter, mink, marten, fisher, lynx and raccoon.

Attendu qu'il y a lieu de modifier certaines périodes de prohibition quant à la chasse à certains animaux à fourrure fixées par l'article 6 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941;

Whereas it is expedient to amend certain close seasons as regards the hunting of certain fur-bearing animals fixed by section 6 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

Vu le paragraphe 4 de l'article 65 de la même loi;

In accordance with paragraph 4 of section 65 of the same Act;

Il est ordonné en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

It is consequently ordered, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

1.—Qu'il soit défendu de chasser, tuer ou prendre:

1.—That it be forbidden to hunt, kill or take:

1.—la loutre, du premier jour de mars d'une année au quatorzième jour de novembre de la même année, inclusivement;

1.—Otter, from the first day of March of any year to the fourteenth day of November of the same year, inclusively;

2.—le vison et la martre, du premier mars au 31 octobre de chaque année, inclusivement;

2.—Mink and marten, from the first day of March to the 31st of October of each year, inclusively;

3.—le pékan, le loup-cervier et le chat sauvage, du 16 mars au 31 octobre de chaque année, inclusivement;

3.—Fisher, lynx and raccoon, from the 16th of March to the 31st of October of each year, inclusively;

et que les périodes de prohibition fixées par l'article 6 de la Loi de la chasse, chapitre 153 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, soient modifiées en conséquence.

and that the close seasons fixed by section 6 of the Game Laws, chapter 153 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, be consequently amended.

A. MORISSET,
5513-o Greffier du Conseil Exécutif.

A. MORISSET,
5513 Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 354

Number 354

Québec, le 2 février 1944.

Quebec, February 2nd, 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant les prix des permis pour le commerce des fourrures dans la province.

Respecting the prices of licenses for the fur trade in the Province.

Attendu qu'en vertu de l'article 31 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec (1941), il est loisible au Lieutenant-gouverneur en Conseil de fixer le prix des permis pour la chasse, l'achat et la vente des animaux à fourrure ou toutes parties de ces animaux pour les fins du commerce;

Whereas, in virtue of section 31 of Chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec (1941), the Lieutenant-Governor in Council may fix the price of hunting licenses, licenses for the buying and selling of fur-bearing animals or any part of such animals, for commercial purposes;

Attendu qu'il importe de fixer les prix de ces permis de façon à ce qu'ils soient en rapport avec l'importance de ce commerce et afin d'en assurer un meilleur contrôle sous les conditions actuelles;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries, que les arrêtés ministériels numéro 576, du 5 avril 1928, et numéro 1003 du 9 juin 1928 soient abrogés et que les prix des permis pour toute personne qui désire faire le commerce des fourrures dans cette province soient à l'avenir comme suit:

- 1—*Permis de magasin*, pour toute personne résidente faisant le commerce des fourrures dans un local fixe et déterminé.\$ 25.00
- 2—*Permis de commerçants de fourrures ambulants*, pour toute personne qui achète ou vend, pour elle-même ou pour d'autres comme agent ou mandataire avec salaire ou à commission ou autrement, lorsqu'elle est résidente de la province. 100.00
- 3—*Permis de commerçants de fourrures non-résidents*, à l'exception de ceux qui achètent, pour l'exportation seulement, des fourrures brutes aux enchères publiques. 200.00
- 4—*Permis de commerçants de fourrures repassées*. 10.00
- 5—*Permis de tanneur ou teinturier de fourrures*, pour toute personne résidente qui prépare, teint, repasse ou rase les fourrures. 10.00

A. MORISSET,

5514-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 398

Québec, ce 5 février 1944.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans l'île de Montréal et le territoire compris dans un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

Attendu que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), les parties patronales et ouvrières ci-après mentionnées ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Chambre de Construction Inc., de Montréal;
L'Association des Marchands détaillants du Canada inc., Conseil de la Province de Québec;
"The Master Plumbers' Association of Montreal and Vicinity";
"The Canadian Automatic Sprinkler Association";
"The Insulation Contractors Association";

Et, D'AUTRE PART:

Le Conseil des Syndicats des Métiers de la Construction de Montréal;
"The Building and Construction Trades Council of Montreal and Vicinity";

Whereas it is expedient to fix the prices of such licenses in such manner that they be in keeping with the importance of such business, and so as to insure a better control thereof, under present conditions;

It is therefore ordered, upon recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries, that Orders in Council number 576 of April 5th, 1928, and number 1003 of June 9th, 1928, be repealed and that the prices of licenses for any person desiring to carry on the fur trade in this Province, be, in future, as follows:

- 1—*Store license*, for any person residing and carrying on the fur trade in any fixed and determined locality.\$ 25.00
- 2—*Travelling Fur-Traders' License*, for any person who buys or sells, for himself or others, as agent or mandatory, for a salary, on commission or otherwise, when same is a resident of the Province. 100.00
- 3—*Non-resident Fur-Traders' License*, excepting those who purchase undressed furs at public auction, for exportation only. 200.00
- 4—*Fur-Traders' License—Glazed Furs*. 10.00
- 5—*Fur-Tanners' or Fur-Dyers' License*, for any resident person who dresses, dyes, glazes or shaves furs. 10.00

A. MORISSET,

5514

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 398

Quebec, February 5, 1944.

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the Island of Montreal and that territory comprised in a radius of fifteen (15) miles from its limits.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the contracting parties hereinafter enumerated have presented to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Builders' Exchange Inc.;
The Retail Merchants Association of Canada Inc., Quebec Provincial Board;
The Master Plumbers' Association of Montreal and Vicinity;
The Canadian Automatic Sprinkler Association;
The Insulation Contractors Association;

And, ON THE OTHER PART:

"Le Conseil des Syndicats des Métiers de la Construction de Montréal";
The Building and Construction Trades Council of Montreal and Vicinity;

L'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'appareils de chauffage inc.;

"The United Association of Journeymen Plumbers and Steamfitters of the United States and Canada, Local Union 144";

"The United Association of Sprinkler Fitters of the Province of Quebec, Local 379";

pour les employeurs et les salariés des métiers et de l'industrie visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 27 novembre 1943;

Attendu que les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

Attendu que les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu que des objections ont été formulées et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

Attendu que les taux de salaires déterminés dans ladite requête ont été approuvés par le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 27 novembre 1943:

I.—*Juridiction territoriale*:—La juridiction territoriale du présent décret comprend:

a.—L'Ile de Montréal et le territoire compris dans un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

b.—Toute la province de Québec constitue la juridiction territoriale du présent décret en ce qui touche l'industrie des ascenseurs, l'industrie du fer structural, les métiers de mécanicien de machines génératrices à vapeur, de chaudronnier et de poseur d'acier d'armature.

Toutefois, le présent décret ne s'applique pas dans les endroits où une convention collective de travail rendue obligatoire régit actuellement les mêmes métiers.

II.—*Juridiction professionnelle*:—a.—Le présent décret s'applique à tous les travaux de construction, de bâtiment et de génie, aux travaux exécutés par les jardiniers-paysagistes (excepté le travail d'entretien), aux travaux de routes, comprenant l'installation, la réparation et la démolition.

b.—Le présent décret ne régit pas les salariés permanents tels que définis par la Loi de la convention collective. Il ne s'applique pas à tout travail de construction dans les cimetières.

Il ne régit pas les travaux exécutés sur les systèmes de chauffage direct à l'eau chaude par les mécaniciens de machines génératrices à vapeur; cette exemption n'affecte pas toutefois les travaux mentionnés au paragraphe "a" de l'article XVIII du présent décret.

c.—En dehors de l'Ile de Montréal, le présent décret n'est pas applicable aux journaliers (ouvriers non qualifiés) et il ne régit que les travaux de construction dont le coût, salaires et matériaux compris, s'élève à \$25,000.00 ou plus.

d.—Les taux de salaires minima déterminés par le décret sont réduits de 25% sur tous les travaux de réparation à des immeubles utilisés

"L'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'appareils de chauffage inc.";

The United Association of Journeymen Plumbers and Steamfitters of the United States and Canada, Local Union 144;

The United Association of Sprinkler Fitters of the Province of Quebec, Local 379;

for the employers and the employees of the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on November 27, 1943;

Whereas the provisions of the said request have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of the working conditions in the industry and the trades concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request;

Whereas the provisions of the Act, concerning the publication of notices, have been duly observed;

Whereas objections have been set forth and they were submitted to the contracting parties for consideration;

Whereas the rates of wages determined in the said request have been approved by the Regional War Labour Board of Quebec;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, that the said request be accepted, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), with, however, the following new provisions to be substituted to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on November 27, 1943:

I.—*Territorial jurisdiction*:—The territorial jurisdiction of the present decree comprises:

a.—The Island of Montreal and that area comprised in a radius of fifteen (15) miles from its limits.

b.—The entire Province of Quebec shall constitute the territorial jurisdiction of the present decree in respect of the elevator trades, the structural steel trade, the trade of steam generating mechanics, boiler-makers and re-inforcing steel erectors.

However, the present decree shall not apply in such places where a ratified collective labour agreement actually governs the same trades.

II.—*Professional jurisdiction*:—a.—The present decree shall apply to and be effective on all engineering construction and building operations, landscape work (with the exception of maintenance landscape work), road work, and covering erection, repair and demolishing work.

b.—The present decree shall not apply to permanent employees as defined by the Collective Agreement Act. It shall not govern building operations performed in cemeteries.

It shall not apply to work performed on direct water heating systems by steam generator mechanics, this exemption, however, does not include operations mentioned in subsection "a" of section XVIII of the present decree.

c.—Outside the Island of Montreal, the present decree shall not apply to common workers and it shall govern but those building operations with a cost, including wages and material, of \$25,000.00 or over.

d.—The minimum wage rates fixed in this decree shall be reduced by 25% for repair works performed on buildings used as residences with a

comme résidence, et dont l'évaluation municipale n'exécède pas \$15,000., si le coût total de ces travaux sur un même immeuble, au cours d'une même année, à compter de la mise en vigueur du présent décret ne dépasse pas \$500 (salaires et matériaux compris).

Dispositions spéciales:—1.—Nonobstant toute autre disposition, les cités et villes et les corporations municipales ne sont pas assujetties aux dispositions du présent décret, pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent, pour ce qui est également des travaux de construction, de réfection ou d'entretien, d'aqueduc, d'égout, de pavage, de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas, cependant, aux entrepreneurs ou aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales.

2.—Les compagnies de chemins de fer à vapeur ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemins de fer.

III.—*Taux minima de salaires:*—Les taux minima de salaires suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après:

Métiers	Taux horaire	Trades	Wages rates per hour
Couvreurs d'amiante (autres que les mécaniciens en tuyauterie d'isolation)...	\$ 0.75	Asbestos coverers, other than pipe insulating mechanics.....	\$ 0.75
Briqueurs et poseurs de blocs de ciment	1.00	Bricklayers and cement block layers.....	1.00
Calafats (construction).....	0.60	Caulkers (construction).....	0.60
Charpentiers, menuisiers, mécaniciens (millwrights) dans la construction, y compris les opérations suivantes: formes à béton (boutique ou chantier), posage de paravents (bois ou métal), châssis, fenêtre, "weatherstrips", bardeaux de bois, et les murs recouverts de bardeaux de bois ou de composition, division en acier et d'ameublement, tel que, comptoirs et tablettes (fixes ou mobiles) y compris le posage de planchers de bois franc.....	0.90	Carpenters, joiners and millwrights on construction and including the following operations: Concrete forms (yard or job), the erection of screens (wood or metal), sashes, windows, weatherstrips and shingles, siding, wood or composition, steel partitions and equipment such as counters and shelving, movable or immovable and including hardwood floor laying.....	0.90
Finisseurs de ciment.....	0.75	Cement finishers.....	0.75
Poseurs d'acier d'armature de béton.....	0.70	Concrete re-inforcing steel erectors.....	0.70
Poseurs de liège isolateur.....	0.75	Cork insulation setters.....	0.75
Électriciens—Compagnons.....	0.95	Electricians—journeymen.....	0.95
Électriciens—Entrepreneurs.....	1.10	Electricians—contractors.....	1.10
Préposés aux grues.....	0.85	Enginemen—(hoisting).....	0.85
Préposés aux malaxeurs à vapeur.....	0.75	Enginemen—(steam mixers).....	0.75
Préposés aux malaxeurs à gazoline.....	0.70	Enginemen—(gas mixers).....	0.70
Préposés aux compresseurs.....	0.70	Enginemen—(compressor).....	0.70
Chauffeurs (construction).....	0.65	Firemen—(construction).....	0.65
Porteurs d'oiseau.....	0.60	Hod carriers.....	0.60
Journaliers (ouvriers non-qualifiés).....	0.55	Labourers—(common).....	0.55
Contremaîtres jardiniers-paysagistes.....	0.60	Landscape foremen.....	0.60
Jardiniers-paysagistes (non-qualifiés).....	0.50	Landscape workmen (common).....	0.50
Poseurs de lattes en métal.....	0.90	Lathers (metal).....	0.90
Poseurs de lattes en bois ou en tout autre matériel.....	0.80	Lathers (wood and all other material)...	0.80
Poseurs de lattes en bois au mille.....	4.00	Lathers-wood (by the thousand).....	4.00
Poseurs de linoleum, de murelume ou de caoutchouc, tuiles et feuilles, cireurs et polisseurs et poseurs de tuiles en asphalte.....	0.65	Linoleum and murelume, tile and sheet, rubber, tile and sheet, waxers and polishers and asphalt tile laying.....	0.65
Aides et apprentis.....	0.50	Helpers and apprentices.....	0.50
Préposés aux bouilloires (travail de plancher seulement).....	0.70	Kettlemen (flooring only).....	0.70
Poseurs de marbre.....	1.00	Marble setters.....	1.00
Maçons—pierre (y compris tailleurs sur le chantier).....	1.00	Masons (stone) including cutters on the job.....	1.00

municipal estimation not exceeding \$15,000., if the total cost of the works on any one building, during any one year from the coming into force of the present decree, does not exceed \$500., (wages and material included).

Special provisions:—1.—Notwithstanding any other provision, the cities and towns and the municipal corporations are not governed by the provisions of the present decree inasmuch as repair or maintenance work on their own buildings are concerned; inasmuch, also, as construction, rebuilding or maintenance works on aqueducts, sewers, pavings, sidewalks and other similar works performed on their immediate control are concerned. The exemption does not apply, however, to contractors or sub-contractors carrying on the same works on their behalf or by the job for the said cities, towns or municipal corporations.

2.—Steam railroad companies are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies.

III.—*Schedule of Wages:*—The following minimum wage rates shall be payable:

Métiers	Taux horaire	Trades	Wages rates per hour
Poseurs de planchers en mastic.....	0.80	Mastic floor layers.....	0.80
Finisseurs de planchers en mastic.....	0.65	Mastic floor finishers.....	0.65
Peintres, décorateurs.....	0.80	Painters—decorators.....	0.80
Peintres, au pistolet.....	0.85	Painters—spraymen.....	0.85
Vitriers.....	0.80	Glaziers.....	0.80
Plâtriers (travaux ordinaires ou d'orne- mentation).....	1.00	Plasterers (plain or ornamental).....	1.00
Couvreurs, composition et gravier.....	0.65	Roofers, composition and gravel.....	0.65
Préposés aux bouilloires.....	0.55	Kettlemen.....	0.55
Gréeurs.....	0.65	Riggers.....	0.65
Poseurs de métal en feuilles, couvreurs- ardoise, tuiles, asphalte et bardeaux au- tres que ceux en bois, y compris le posage des divisions en acier et les tablettes.....	0.90	Sheet metal, mechanics, slate, asphalt, tile, shingle (other than wood) and in- cluding toilet steel partitions and shelv- ing.....	0.90
Préposés aux pelles à vapeur, à gazoline ou à l'électricité, par semaine.....	50.00	Shovel operators (steam, gas, electricity), per week.....	50.00
Lorsqu'ils sont employés moins de 44 heures dans une semaine.....	1.10	When employed less than 44 hours dur- ing the week.....	1.10
Poseurs de tuiles.....	0.90	Tile setters.....	0.90
Poseurs de terrazo.....	0.90	Terrazzo layers.....	0.90
Préposés aux machines à polir le terrazo (humide).....	0.60	Terrazzo polishing machine operators (water polishing).....	0.60
Préposés aux machines à polir le terrazo (sec).....	0.70	Terrazzo polishing machine operators (dry).....	0.70
Chauffeur de camion—transport général et remorquage.....	0.50	General trucking, cartage and hauling....	0.50
Charretiers, conducteurs d'attelage double	0.50	Carters, teamdrivers.....	0.50
Par semaine		Per week	

Vérificateurs du matériel et pointeurs (sans limite de la durée journalière du travail).....	25.00	Material checkers and time keepers (with- out daily limitation as to hours of work).....	25.00
Surveillants (sans limite de la durée jour- nalière du travail).....	20.00	Watchmen (without daily limitation as to hours of work).....	20.00
Surveillants employés également comme chauffeurs et devant posséder un certi- ficat de 4ième classe (sans limite de la durée journalière du travail).....	30.00	Watchmen employed also as firemen re- quiring 4th class certificate—(without daily limitation as to hours of work)....	30.00
Hommes de cour (sans limite de la durée journalière du travail).....	25.00	Yardmen—do.....	25.00

IV.—a.—*Fer structural*:—Toute opération exécutée sur l'emplacement de toute construction existante ou future, comportant l'installation (ou fabrication) de fer structural, de réservoirs et autres travaux avec métal laminé et l'installation de bouilloires et réservoirs portatifs, est rémunérée au taux horaire minimum de quatre-vingt-quinze (0.95) cents.

Toute démolition ou démontage de fer structural et de métal laminé est rémunérée au même taux que l'installation.

Toutefois, l'installation de réservoirs et de bouilloires portatives de moins de deux tonnes est considérée comme du travail de gréage et rémunérée au taux horaire minimum de soixante-cinq (0.65) cents.

Il ne peut y avoir qu'un apprenti par sept (7) travailleurs en fer structural employés sur tout chantier ou un apprenti si le nombre de travailleurs en fer structural employés est inférieur à sept (7).

b.—*Machines génératrices à vapeur*:—*Étendue du travail*:—Le travail du mécanicien de machines génératrices à vapeur comprend toute opération relative au montage de toute machinerie employée pour la production de force motrice, au moyen de vapeur ou de combustion; il comprend également, sans enfreindre les lignes générales tracées ci-haut, le montage des structures en acier, le posage d'accessoires sur des bases ou supports, le posage ou le roulage de conduits, l'installation et l'alignement d'acces-

IV.—a.—*Structural steel*:—All operations performed on the site of any proposed or existing structure involving the erection (or fabrication) of structural steel, tank or other plate work and the placing and installation of portable boilers and tanks shall be remunerated at a wage rate of not less than ninety-five cents (\$0.95) per hour.

The demolition or dismantling of structural steel and plate work shall bear the same rate as the erection thereof.

However, the installation of portable tanks and boilers under two tons in weight is to be considered in the "rigging" class and remunerated at a wage rate of not less than sixty-five cents (\$0.65) per hour.

It is permissible to use apprentices on the basis of one for every seven structural iron workers employed on job, or one apprentice when the number of structural iron workers employed is less than seven.

b.—*Steam generation*:—*Scope of work*:—The operation of steam generator mechanics shall comprise all work involved in the erection of all equipment used in the generation of steam and (or) fuel burning and without impairing the foregoing generality shall include work as the erection of steel, the placing of equipment on foundations or supports, the fitting or rolling of tubes, the installation and lining up of reciprocating and rotating equipment such as fans, motors, pumps, pulverizers, stokers, etc. and

soires à mouvement alternatif ou rotatif, tels que les éventails, les moteurs, les pompes, les pulvérisateurs, les brûleurs, etc., et le posage et l'assemblage de toutes pièces sous pression ou non.

Les aides peuvent aider ces mécaniciens dans les différentes opérations concernées, mais ils doivent toujours travailler sous la surveillance d'un mécanicien expérimenté. Dans cette catégorie, il peut y avoir un (1) aide pour chaque mécanicien employé.

Le démontage des accessoires ci-haut mentionnés pour fins de réinstallation rapporte le même taux que le montage.

Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, les préposés à l'installation des foyers mécaniques (stokers) dans les fournaies dont la surface horizontale de chauffe est de vingt (20) pieds ou moins ont droit à un salaire horaire de 0.75 et leur durée de travail est de cinquante-cinq (55) heures par semaine, sans limitation journalière. Les aides sont rémunérés à raison de 0.55 l'heure. Dans cette catégorie, il peut y avoir un (1) aide pour chaque ouvrier qualifié.

c.—*Chaudronniers*:—Le travail des chaudronniers comprend, sans enfreindre les dispositions des paragraphes "a" et "b" du présent article, la fabrication de conduits d'échappement de fumée, de trémies (hoppers), de soutes à charbon, de chargeurs automatiques (conveyors), de réservoirs et de tout métal laminé.

Dans cette catégorie, il y a un (1) aide par cinq (5) ouvriers qualifiés.

d.—*Taux de salaires*:—Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Métiers	Salaires horaires
Peintres (fer structural).....	\$ 0.80
Travailleurs en fer structural (toutes catégories).....	0.95
Chaudronniers, monteurs et mécaniciens de machines génératrices à vapeur...	0.95
Aides chaudronniers, monteurs et mécaniciens de machines génératrices à vapeur.....	0.70
e.— <i>Apprentissage</i> :—Le salaire des apprentis est le suivant par rapport aux taux mentionnés ci-haut:	
1ère année.....	50%
2ième année.....	75%

V.—*Travaux de peinture et de décoration*:—Tout ouvrage préparatoire fait par des peintres et décorateurs est sujet aux taux minima de salaires établis pour ces métiers.

VI.—*Durée régulière du travail*:—a.—Avec les exceptions ci-après spécifiées, les heures de travail des ouvriers de métier qualifiés sont les suivantes: huit (8) heures par jour, réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et quatre (4) heures le samedi, entre 8.00 a.m. et midi, le tout devant constituer une durée maximum hebdomadaire de quarante-quatre (44) heures.

b.—Les jardiniers paysagistes, les préposés aux pelles et les préposés aux "sonnettes" (pile driver), de même que leurs compagnons de travail, les conducteurs d'attelage double, les préposés au transport général, au charroiyage et au remorquage, vu la nature saisonnière de leur travail, peuvent être employés sur une base maximum hebdomadaire de cinquante-cinq (55) heures, sans limitation quotidienne de la durée du travail.

the fitting and assembling of all pressure and non-pressure parts.

Helpers may assist such mechanics in the various operations involved but they shall at all time work under the supervision of the mechanic. The ratio of helpers to mechanics in this category of work shall be one to one.

The demolition of the above equipment or the dismantling thereof for the purpose of reinstallation shall bear the same rate as erection.

Notwithstanding the provisions of preceding sub-sections, workers installing stokers in furnaces with a horizontal heating surface of 20 feet or less shall be paid an hourly rate of 0.75 and their weekly duration of labour shall be 55 hours without daily limitation; their helpers shall be paid 0.55 per hour and the ratio of helpers to skilled workers shall be one to one.

c.—*Boiler Makers*:—The operations of boiler makers shall include, without impairing the provisions of subsections "a" and "b" of the present section, the erection of steel smoke-stacks, hoppers, bunkers, conveyors, tanks and other plate work.

The ratio of helpers to apprentices in this category of work shall be one to five mechanics.

d.—*Rates of wages*:—The following are the minimum rates of wages for each one of the trades hereinafter mentioned:

Trades	Hourly rates
Painter (structural steel).....	\$ 0.80
Structural iron erectors (all categories).	0.95
Boiler makers, erectors and including steam generator mechanics.....	0.95
Helpers— boiler makers, erectors and steam generator mechanics.....	0.70
e.— <i>Apprentices</i> :—The wage rates of the apprentices are the following with regard to the rates hereabove mentioned:	
1st year.....	50%
2nd year.....	75%

V.—*Painting and decorating*:—All preparatory work done by painters and decorators shall be subject to the minimum wage rate established for those trades.

VI.—*Regular duration of labour*:—a.—With the exceptions elsewhere herein referred to, the maximum hours of work in respect of skilled tradesmen shall be eight (8) per day, between eight (8) o'clock in the forenoon to five (5) o'clock in the afternoon on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays and four (4) between eight (8) o'clock in the forenoon and noon on Saturdays, the whole to constitute a maximum of forty-four (44) hours per week.

b.—Landscape workmen, shovel operators and pile drivers men with associated crews, team drivers, general trucking, cartage and hauling employees, on account of the seasonal nature of their work, may be employed on a weekly maximum basis of fifty-five hours, without daily limitation.

c.—Toutefois, là où le nombre maximum hebdomadaire des heures de travail est limité, par loi ou convention, à quarante-quatre (44) heures, les préposés aux pelles doivent recevoir un minimum de cinquante dollars par semaine.

d.—Les travailleurs sur planchers en mastic, les finisseurs de ciment, les poseurs de terrazzo, vu la nature des opérations qu'ils exécutent, ne sont pas assujettis aux heures spécifiées pour le commencement et la cessation du travail et peuvent travailler une heure supplémentaire, chaque jour, aux taux réguliers, lorsque l'employeur le juge nécessaire.

e.—La durée maximum de travail des journaliers (ouvriers non-qualifiés) est de neuf (9) heures par jour et de cinquante (50) heures par semaine.

VII.—Les équipes doubles ou supplémentaires ne sont pas sujettes aux heures spécifiées dans le présent décret pour le commencement et la cessation du travail. Elles ne doivent pas cependant travailler plus de huit (8) heures par jour et de quarante-quatre (44) heures par semaine, dans le cas d'ouvriers de métier qualifiés ou d'apprentis, et plus de neuf (9) heures par jour et de cinquante (50) heures par semaine, dans le cas de journaliers (ouvriers non-qualifiés). Telles équipes doivent recevoir les taux de salaire réguliers.

VIII.—*Poseurs de tuiles et de feuilles de linoleum, de murelume et de caoutchouc, cirleurs et polisseurs et poseurs de tuiles d'asphalte*.—Les travaux dans ces métiers, en raison des exigences incontrôlables, sont sur une base maximum hebdomadaire de quarante-huit (48) heures, sans limitation de la durée journalière du travail et ne sont pas sujets aux heures de commencement et de cessation du travail. Toutefois, tout travail exécuté en plus des quarante-huit (48) heures par semaine doit être rémunéré à raison de salaire et demi. Dans ces métiers, il est permis d'employer un aide ou apprenti par ouvrier qualifié sur chaque chantier; l'aide ou l'apprenti doit toujours assister ledit ouvrier qualifié.

IX.—*Construction de routes*.—Vu que la construction de routes a un caractère saisonnier, à cause de la température, et quelle ne peut être faite avec sécurité que du mois de mai au mois de septembre inclusivement, les équipes de salariés y travaillant sont employées sur une base maximum hebdomadaire de soixante (60) heures sans limitation quotidienne de la durée du travail.

Les taux pour travail supplémentaire ne sont exigibles que pour le travail exécuté en plus de ce nombre d'heures.

X.—Les heures de travail mentionnées dans le présent décret sont basées sur l'heure solaire ou l'heure avancée, suivant l'heure en vigueur dans la localité où les travaux sont exécutés.

XI.—*Travail supplémentaire*.—a.—Tout travail exécuté par un ouvrier qualifié, un apprenti ou un journalier (ouvrier non-qualifié), en plus des heures régulières ou en dehors des limites horaires déterminées dans le présent décret, est considéré comme du travail supplémentaire.

b.—Tout travail supplémentaire est rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier.

c.—Toutefois, le travail supplémentaire exécuté entre minuit et 8.00 a.m. est rémunéré au taux de salaire double.

d.—Tout travail exécuté le premier de l'An, le Vendredi saint, la fête de la reine Victoria, la St-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Action de Grâce,

c.—However, where the maximum weekly hours of work are restricted by law or agreement to forty-four, the minimum wage rate for shovel operators shall be \$50.00 per week.

d.—Mastic floor workmen, cement finishers, and terrazzo workmen, due to the nature of their operations, shall not be subject to specified hours of starting and finishing and may be employed one hour extra per day, at single rate, when the employer considers same necessary.

e.—The maximum hours of work in respect of common labourers shall be nine (9) per day and fifty per week (50).

VII.—Double or extra shifts of workmen shall not be subject to specified hours of starting and finishing. They shall not, however, exceed eight (8) hours per day and forty-four (44) hours per week in the case of skilled tradesmen and apprentices or in the case of labourers of nine (9) hours per day and fifty (50) hours per week. Such double or extra shifts of workmen shall operate at regular rates.

VIII.—*Linoleum and Murelume, tile and sheet, rubber, tile and sheet, wazers and polishers, and asphalt tile laying*.—Operations in this trade, due to uncontrollable requirements, shall be on a forty-eight-hour maximum weekly basis, without daily limitation and without respect to specific hours of starting and finishing. However, all work in excess of forty-eight hours per week shall bear a rate of time and one half the regular rate. One helper or apprentice to each mechanic shall be allowed on each job, either of whom must always assist the mechanic.

IX.—*Road construction*.—Whereas the construction of roads is seasonal in character due to untoward weather conditions, and can only be executed with safety from the months of May until September inclusively, all crews of workmen so engaged shall be employed on a maximum weekly basis of 60 hours, without daily limitation.

Overtime rates shall be exigible only on work performed in excess of that maximum.

X.—The hours herein specified shall mean standard time or daylight saving time, depending on which time may be in force in the locality where the work is executed.

XI.—*Overtime work*.—a.—Work performed by a skilled worker, an apprentice or a labourer in excess of the regular hours, or outside the limit of hours determined by the present decree, shall be considered as overtime work.

b.—Overtime work shall be paid at the rate of time and one half based on the regular rate.

c.—However, overtime work performed between 12.00 (midnight) and 8.00 a.m. shall be paid double time.

d.—Work done on New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, St. John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, Immaculate Con-

l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, la Noël et les dimanches, doit être rémunéré au taux de salaire double.

XII.—Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir, tel que par congédiement ou suspension, directement ou indirectement, un ouvrier catholique qui s'absente du chantier un jour de fête d'obligation catholique.

XIII.—Tout travail urgent, qui, pour des raisons jugées suffisantes, ne peut être exécuté en deça des limites horaires déterminées ci-haut pour le commencement et la cessation du travail, peut être fait en d'autres périodes de la journée aux taux réguliers, pourvu que le comité paritaire en soit avisé. Toutefois, ledit travail supplémentaire demeure toujours sujet à la limite de huit (8) heures par jour et de quarante-quatre (44) heures par semaine. Cependant, lorsque tel permis est émis en exécution de la Loi relative à la limitation des heures de travail, pour cinq (5) nuits consécutives, ou plus, les dimanches exceptés, la durée du travail pourra être de neuf (9) heures par équipe, le tout ne devant pas excéder quarante-cinq (45) heures par semaine, entre 8.00 p.m. le lundi et 8.00 a.m. le samedi, au taux de salaire régulier.

XIV.—Tout contrat intervenu entre un employeur et un ou plusieurs employés sur une base de travail à la pièce ou à forfait ou pour un prix fixe est de nul effet et est défendu, à l'exception des contrats pour lattage en bois.

XV.—Dans tous les métiers où un matériel est substitué au produit régulier et reconnu, comme par exemple une brique en verre au lieu d'une brique en terre glaise ou en argile, le taux du salaire du métier approprié doit s'appliquer. Les hommes de métier employés temporairement à un autre travail doivent continuer à recevoir le taux de salaire de leur propre métier.

XVI.—Les frais de transport plus élevés que les taux réguliers de la Compagnie des Tramways de Montréal doivent être payés par l'employeur, dans le cas de travaux exécutés dans la juridiction territoriale du décret.

XVII.—*Industrie des ascenseurs*.—Les dispositions spéciales suivantes s'appliquent à cette industrie:

1.—La juridiction territoriale du décret, en ce qui touche l'industrie de l'ascenseur, est la suivante:

i) — *Région de Montréal*:

Limite sud.—La frontière américaine.

Limite est.—Une ligne imaginaire du nord au sud passant à un point situé à 25 milles à l'ouest de la cité de Québec.

Limite ouest.—La ligne de séparation des provinces d'Ontario et de Québec jusqu'à la ville de Hawkesbury et une ligne se dirigeant vers le nord partant des limites ouest de la ville de Hawkesbury.

ii) — *Région de Hull*:

Toute la partie ouest de la province de Québec à partir d'une ligne imaginaire du nord au sud des limites ouest de la ville de Hawkesbury.

iii) — *Région de Québec*:

Toute la partie est de la province de Québec, d'une ligne imaginaire du nord au sud passant à un point situé à 25 milles à l'ouest de la cité de Québec.

2.—*Classification du travail*.—a.—Le montage et l'assemblage de machineries et d'accessoires d'ascenseurs électriques, hydrauliques, à vapeur et à courroie, de dresseurs électriques, d'ascenseurs de résidence, à l'air comprimé ou mus à main, d'escalateurs, d'escaliers électriques, de

ception Day, All Saints' Day, Ascension Day and Sundays shall be paid double time.

XII.—No employer shall have the right to punish or threaten to punish by discharge or suspension, directly or indirectly, a catholic worker absenting himself from work on a catholic holiday.

XIII.—All urgent work which, for sufficient reason, cannot be executed within the daily periods of labour hereinbefore specified for starting and finishing, may be done at regular wage rates at other periods of the day provided the Parity Committee be notified, subject always to a maximum of eight (8) hours per day and forty-four (44) hours per week. However, where such permit is issued under the Law respecting the Limiting of Working Hours for five (5) consecutive nights or more, excluding Sundays, nine (9) hours per shift may be worked, the whole not to exceed forty-five (45) hours per week, between 8.00 p.m. Monday and 8.00 a.m. Saturday, at straight time.

XIV.—All contracts entered into by an employer and one or more employees on a piece-work or labour contract basis or for a fixed price are invalid and forbidden (with the exception of contracts for wood lathing).

XV.—In all trades where any substitute material is erected in place of the regular and recognized commodity such as for instance a glass brick for a brick of clay or shale—the appropriate trade wage rate per hour shall apply. Tradesmen temporarily employed at other work shall continue to be paid the wage rate of their own trade.

XVI.—Travelling expenses within the territorial jurisdiction of this decree, in excess of the regular car fare of the Montreal Tramways Company shall be paid by the employer.

XVII.—*Elevator construction*.—The following special provisions shall govern this trade:

1.—The territorial jurisdiction of the present decree, in the elevator industry, shall be as follows:

i) — *Montreal Region*:

Southern Boundary.—The American border.

Eastern Boundary.—A line running due North and South from a point 25 miles due West of the city of Quebec.

Western Boundary.—The boundary line between the Province of Ontario and the Province of Quebec, as far as the town of Hawkesbury and a line running due North from western limits of the town of Hawkesbury.

ii) — *Hull Region*:

All the western section of the Province of Quebec from a line running due North and South of the western limits of the town of Hawkesbury.

iii) — *Quebec Region*:

All the eastern section of the Province of Quebec, from a line running due North and South of a point twenty-five (25) miles due West of the City of Quebec.

2.—*Classification of work*.—a.—The erecting and assembling of all elevator machinery and accessories, to wit: electric, hydraulic, steam, belt elevators, electric dumb waiters, residence elevators, compressed air and hand power elevators, escalators, electric stairways, organ consoles, and

consoles d'orgue et d'ascenseurs d'orchestre, ainsi que le montage et l'assemblage des entrées, portes et barrières d'ascenseurs, et

b.—Le travail de réparation en général et de modernisation effectué sur les appareils énumérés dans l'alinéa "a" du présent paragraphe.

c.—Le service à contrat, pour examen régulier ou l'entretien des appareils énumérés dans l'alinéa "a" du présent paragraphe, pour une période minimum d'un (1) mois.

3.—*Heures de travail*:—La journée régulière est de huit (8) heures, entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m., du lundi au vendredi inclusivement, et de quatre (4) heures le samedi, entre 8.00 a.m. et midi. Tout autre travail exécuté entre 5.00 p.m. et 8.00 a.m. et après midi le samedi, est rémunéré à raison de salaire double excepté pour les cas prévus dans les paragraphes 5 et 7.

4.—Le travail exécuté le dimanche et les jours de fêtes, tel que stipulé ci-après, est considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire double.

5.—Lorsqu'il s'agit de rappels (call backs) sur le service à contrat, après les heures régulières à l'exception des dimanches et jours de fêtes, les employés reçoivent salaire et demi.

6.—Lorsqu'il s'agit de rappels (call backs) sur le service à contrat, les dimanches et jours de fêtes, les employés reçoivent salaire double.

7.—Pour le service à contrat, là où l'employeur a un contrat dans un immeuble seulement ou dans des immeubles adjacents, pour l'examen et l'entretien d'un assez grand nombre d'ascenseurs pour garantir l'emploi continu d'un ou plusieurs hommes pendant seize (16) heures, les salariés ne reçoivent pas les taux pour travail supplémentaire entre 4.00 p.m. et minuit, excepté les dimanches.

8.—Les salariés reçoivent une rémunération équivalente à cinquante-deux (52) heures par semaine pour quarante-huit (48) heures d'ouvrage. Il y a deux équipes travaillant chacune pendant huit (8) heures, une devant être employée huit (8) heures durant le jour et l'autre huit (8) heures jusqu'à minuit. Les jours de fêtes, un employé travaille (8) heures durant le jour, il n'y a pas d'équipe de nuit et les salariés travaillent alternativement les jours de fêtes, c'est-à-dire qu'un travaille un jour de fête et l'autre le suivant. Le travail exécuté le dimanche est considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire double.

9.—*Taux de salaires*:—Les taux minima de salaires jusqu'au 31 décembre, 1944, sont les suivants:

i)—*Région de Montréal*:

	<i>l'heure</i>
Travaux de construction, réparation et modernisation:	
Mécanicien.....	\$ 1.00
Aide.....	0.70
Travaux de service à contrat et d'inspection à contrat:	
Mécanicien.....	\$ 0.90
Aide.....	0.63

ii)—*Région de Hull*:

	<i>l'heure</i>
Travaux de construction, réparation et modernisation:	
Mécanicien.....	\$1.00
Aide.....	0.70
Travaux de service à contrat et d'inspection à contrat:	
Mécanicien.....	\$ 0.90
Aide.....	0.63

orchestra elevators; also the erecting and assembling of all elevator entrances and their doors, gates and appliances, and

b.—General repairs and modernization work on apparatus enumerated in paragraph "a" of the present subsection.

c.—Contract service for regular examination or care of apparatus enumerated in paragraph "a" of the present subsection for a period of not less than one (1) month.

3.—*Hours of work*:—The regular working day shall consist of eight (8) hours, between 8.00 a.m. and 5.00 p.m., Monday to Friday inclusively, and four (4) hours on Saturday, between the hours of 8.00 a.m. and 12.00 noon. All other time worked between the hours of 5.00 p.m. and 8.00 a.m. also after 12.00 noon on Saturdays, must be paid for at double time excepting as provided for in subsections 5 and 7.

4.—Work performed on Sunday and legal holidays, as designated hereinafter, shall be called as overtime and paid for at double the rate of single time.

5.—Call backs on contract service on overtime except Sundays and legal holidays, shall be paid at the rate of time and one half.

6.—Call backs on contract service on Sundays or legal holidays as designated hereinafter shall be paid for at double the rate of single time.

7.—On contract service where the employer has a contract in one building only or adjacent buildings, for the examination and care of enough elevators to warrant keeping a man or men working continuously for sixteen (16) hours, the men will not be paid overtime between the hours of 4.00 p.m. and 12 midnight except on Sundays.

8.—The men shall receive fifty-two (52) hours per week for forty-eight (48) hours of work. There shall be two shifts, one working eight (8) hours during the day and the other eight (8) hours to 12 midnight. On holidays, one shift shall work eight (8) hours during the day, there being no night shift, the men taking the holidays alternately, one shift working one holiday and another shift working the next. Work performed on Sunday shall be classed as overtime and paid for at double the rate of single time.

9.—*Rates of wages*:—The minimum rates of wages until December 31st, 1944, shall be as follows:

i)—*Montreal Region*:

	<i>per hour</i>
On construction, repair and modernization work:	
Mechanic.....	\$ 1.00
Helper.....	0.70
On contract service and contract inspections:	
Mechanic.....	\$ 0.90
Helper.....	0.63

ii)—*Hull Region*:

	<i>per hour</i>
On construction, repair and modernization work:	
Mechanic.....	\$ 1.00
Helper.....	0.70
On contract service and contract inspections:	
Mechanic.....	\$ 0.90
Helper.....	0.63

iii)—Région de Québec:

l'heure

Travaux de construction, réparation et modernisation:

Mécanicien.....\$ 0.90

Aide.....0.63

Travaux de service à contrat et d'inspection à contrat:

Mécanicien.....0.81

Aide.....0.57

10.—Fêtes légales:

i)—Région de Montréal:—Le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le 24 mai, le 1er juillet, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce, la fête de l'Armistice et le jour de Noël. Aucun travail ne doit être exécuté le jour de la fête du Travail, à l'exception du travail d'urgence.

ii)—Région de Hull:—Le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le 24 mai, la fête civique à Ottawa (pour les employés de cette ville), le 1er juillet, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce, le jour de Noël.

iii)—Région de Québec:—Le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le 24 mai, le 1er juillet, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce, la fête de l'Armistice et le jour de Noël.

11.—Emploi des aides:—a.—Le nombre total des aides employés ne doit pas excéder le nombre des mécaniciens, sur aucun chantier; cependant les employeurs peuvent avoir autant d'aides qu'ils le désirent, sous la surveillance d'un mécanicien, pour la démolition de vieilles machineries, de matériel d'ascenseurs, de monte-charge, etc. et pour tout travail de fondation.

b.—Pour remplacer les cables d'installations d'ascenseurs, l'employeur peut avoir deux aides par mécanicien.

12.—Inspection:—Toute inspection d'ascenseurs, de dressoirs électriques, etc., énumérés au paragraphe 2 du présent article (classification du travail) doit être faite par un compagnon.

13.—Les taux sont en vigueur à compter de la ratification du décret pour tous les contrats, sans exception.

14.—Définitions:—a.—Le travail de construction est défini, par les présentes, comme étant le montage et l'assemblage des appareils énumérés au paragraphe 2 et la démolition de ces appareils.

b.—Le travail de réparation comprend les réparations en général sur les appareils énumérés au paragraphe 2.

c.—Le travail de modernisation comprend tout travail exécuté sur les appareils énumérés au paragraphe 2 dans un édifice occupé afin d'y apporter les dernières améliorations.

d.—Le travail de service à contrat comprend le travail régulier d'examen ou d'entretien des appareils énumérés au paragraphe 2 exécuté à contrat pour une période minimum d'un mois.

e.—Les contrats d'inspections sont ceux obtenus d'une compagnie d'assurance pour l'inspection d'un groupe d'ascenseurs et le rapport sur leur état.

XVIII.—Règlements spéciaux relatifs aux métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage, poseur de gicleurs automatiques, soudeur en tuyauterie et préposés à l'isolement, aides et apprentis:

a.—Le présent décret s'applique à tout travail assujéti à la Loi des mécaniciens en tuyauterie, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173) et au règlement numéro 1341 de la cité de Montréal, et à toute installation de tuyauterie, fixe ou mobile, pour quelque usage que ce soit, nécessitant l'habileté et la compétence d'un méca-

iii)—Quebec Region:

per hour

On construction, repair and modernization work:

Mechanic.....\$ 0.90

Helper.....0.63

On contract service and contract inspections:

Mechanic.....0.81

Helper.....0.57

10.—Legal holidays:

i)—Montreal Region:—New Year's Day, Good Friday, the 24th of May, July 1st, Labour Day, Thanksgiving Day, Armistice Day and Christmas Day. No work shall be performed on Labour Day excepting emergency work.

ii)—Hull Region:—New Year's Day, Good Friday, May 24th, Ottawa Civic Holiday (for employees of this city), July 1st, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day.

iii)—Quebec Region:—New Year's Day, Good Friday, May 24th, July 1st, Labour Day, Thanksgiving Day, Armistice Day, Christmas Day.

11.—Use of helpers:—a.—The total number of helpers employed shall not exceed the number of mechanics on any one job, except that the employers may use as many helpers as best suits their convenience, under the direction of a mechanic in wrecking old plants, hoisting material and on foundation work.

b.—When removing old and installing cables in existing elevator installations, the employer may use two helpers to one mechanic.

12.—Inspection:—All inspections of elevators, dumb-waiters, etc., designated under 2, classification of work, must be made by a journeyman.

13.—Rates are effective upon the passing of the Order in Council on all contracts without exception.

14.—Definitions:—a.—Construction work is hereby defined as work performed in the erection and assembly of all apparatus enumerated in sub-section 2, also the demolition of same.

b.—Repair work is hereby defined as general repairs on apparatus enumerated in sub-section 2.

c.—Modernization work is hereby defined as any work performed on apparatus enumerated in sub-section 2 in an occupied building to bring the equipment up-to-date.

d.—Contract service is hereby defined as any contract obtained for the regular examination or care of apparatus enumerated in sub-section 2 for a period of not less than one month.

e.—Contract inspection is hereby defined as a contract obtained from an Insurance Company to inspect a group of elevators and report on their condition.

XVIII.—Special regulations respecting plumbing, pipe, sprinkler and steamfitting, pipe welding and insulation trades, helpers and apprentices:

a.—The present decree shall apply to and be effective in all work executed, governed by the Pipe Mechanics' Act (Chapter 173, R.S.Q. 1941) and by By-law No. 1341 of the City of Montreal, and to any pipe installation, whether movable or immovable, for what use soever, requiring the ability and skill of a pipe mechanic, executed in

nicien en tuyauterie exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur de toute bâtisse, y compris les travaux d'installation, de réparation et de rénovation.

Il s'applique également à tous les employeurs et employés exécutant des travaux de tous genres avec du liège ou de l'amiante, pour fins de congélation, de chauffage ou d'isolement, se rattachant au métier de mécanicien en tuyauterie.

b.—*Taux minima de salaires*:—Les taux minima de salaires suivants doivent être payés aux salariés des métiers ci-après mentionnés:

Métiers	Salaire horaire
Compagnons en plomberie et chauffage	\$ 0.95
Ajusteurs de gicleurs	0.97
Aides ajusteurs de gicleurs	0.50
Soudeurs en tuyauterie	0.95
Compagnons juniors:—1ère année	0.65
Apprentis—1ère année	0.35
Apprentis—2ième, 3ième et 4ième année	0.40
Journaliers	0.55
Mécaniciens en isolement de tuyauterie	0.97
Apprentis mécaniciens en isolement de tuyauterie:	
1ère année	0.47
2ième année	0.62
3ième année	0.77

Un boni de vie chère additionnel de \$0.05 l'heure doit être payé en plus des taux horaires ci-haut, excepté dans le cas de travail supplémentaire. Ledit boni de vie chère devra être incorporé au salaire de base à compter de la première période de paye commençant le ou après le 15 février 1944, conformément aux dispositions de l'arrêté en conseil fédéral C.P. 9384.

c.—*Durée du travail*:—La durée maximum du travail des ouvriers qualifiés est de huit (8) heures par jour, répartis entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et de quatre (4) heures réparties entre 8.00 a.m. et midi, le samedi, le tout devant constituer un maximum de 44 heures par semaine.

d.—*Travail supplémentaire*:—1.—Tout travail exécuté le Jour de l'An, le Vendredi-Saint, la fête de la Reine Victoria, la St-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâces, le jour de Noël, la fête de l'Immaculée Conception, la Toussaint, le jour de l'Ascension et les dimanches, sera rémunéré au taux de salaire double.

2.—Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi et ne peut être exécuté que si le Comité paritaire en a été avisé.

3.—Tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et minuit ou le samedi après-midi est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

4.—Tout travail exécuté entre minuit et 8.00 a.m. doit être rémunéré au taux minimum de salaire double.

e.—1.—Une allocation de \$2.00 par journée de travail de huit (8) heures ou de \$1.00 par demi-journée de quatre (4) heures sera payée à titre de frais de transport et de table et logement, aux ajusteurs de gicleurs demeurant dans la cité de Montréal, pour tout travail exécuté en dehors d'un rayon de dix (10) milles de l'île de Montréal.

2.—Les frais de pension et de transport des plombiers et des poseurs d'appareils de chauffage engagés dans la cité de Montréal pour exécuter des travaux en dehors de la juridiction territoriale du présent décret, doivent être payés par l'employeur, en sus des taux réguliers.

f.—Pendant les cinq mois de l'été, c'est-à-dire du 1er mai au 1er octobre, et pourvu qu'il y ait entente entre l'employeur et les salariés, la durée journalière du travail peut être de 9 heures

or outside any building, including installations, repairs and renovations.

It shall also apply to all employers and employees engaged in all forms of frost, heat, insulation, cork and asbestos work with regard to the pipe mechanic's trade.

b.—*Minimum wage rates*:—The following minimum wage rates shall be paid to the employees of the trades hereinafter mentioned:

Trade	Hourly rates
Journeyman in plumbing and heating	\$ 0.95
Sprinkler fitters	0.97
Sprinkler fitters helpers	0.50
Pipe welders	0.95
Junior journeymen:—1st year	0.65
Apprentices—1st year	0.35
Apprentices—2nd, 3rd, 4th year	0.40
Labourers	0.55
Insulation mechanics	0.97
Apprentices insulation mechanics:	
1st year	0.47
2nd year	0.62
3rd year	0.77

An additional .05c per hour cost of living bonus shall be paid over and above the above hourly rates except on overtime work. The said cost of living bonus shall be added to the basic wages from the first pay period beginning on or after February 15, 1944, pursuant to the provisions of the Federal Order in Council P.C. 9384.

c.—*Duration of labour*:—The maximum hours of work in respect of skilled tradesmen, shall be eight (8) per day between 8.00 a.m. and 5.00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday and four (4) between 8.00 a.m. and 12.00 noon, on Saturday, the whole to constitute a maximum of forty-four (44) hours per week.

d.—*Overtime work*:—1.—All work executed on New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, St. John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, Immaculate Conception Day, All Saints' Day, Ascension Day and Sundays shall be paid double time.

2.—Overtime work shall only be performed when Parity Committee has been notified and shall be paid time and one half.

3.—All work performed between 5.00 p.m. and midnight and any work performed on Saturday after 12.00 noon shall be considered as overtime work and paid at the rate of time and one half.

4.—Work performed between 12.00 midnight and 8.00 a.m. shall be paid at the minimum rate of double time.

e.—1.—Sprinkler fitters living in the City of Montreal but working outside a radius of ten (10) miles from the Island of Montreal shall receive an extra \$2.00 per day of eight (8) hours of work or an extra \$1.00 per half-day of four (4) hours, to cover transportation fees and room and board expenses.

2.—Boarding and transportation costs of plumbers and steamfitters hired in the City of Montreal to work outside the territorial jurisdiction of the present decree, shall be paid by the employer in excess of the regular rates.

f.—During the five summer months, that is from May 1st to October 1st, and provided it be agreed upon between employer and employees, the daily duration of work may be of 9 hours on

les lundi, mardi, mercredi, jeudi et de 8 heures le vendredi, pourvu que le nombre des heures de travail, au taux régulier, n'excède pas 44 heures par semaine.

g.—Pour les fins du présent décret, les limites de la cité de Montréal sont les suivantes: au nord, la rivière des Prairies, au sud, le fleuve St-Laurant, douze milles à l'est de la Place d'Armes et douze milles à l'ouest de la Place d'Armes.

h.—1.—Pour tous travaux exécutés en dehors des limites de la cité de Montréal, dans le territoire couvert par la juridiction territoriale du présent décret les salariés doivent être aux limites ci-haut mentionnées aux heures régulières du commencement et de la fin de la journée de travail.

2.—Les employés travaillant en dehors des limites de la cité de Montréal doivent se rendre auxdites limites à l'heure spécifiée pour le commencement des heures de travail; à l'expiration des heures de travail, l'employeur doit reconduire ces employés auxdites limites.

3.—Dans le cas de travaux exécutés en dehors des limites de la cité, on peut varier les heures de commencement et de cessation du travail en vue de les adapter aux heures des services de transport public, pourvu que lesdites heures ne dépassent pas quarante-quatre (44) dans une semaine.

i.—Apprentissage:—1.—L'employeur a le droit d'employer un (1) apprenti pour chaque compagnon ou compagnon junior et pas plus d'un (1) compagnon junior par trois (3) compagnons seniors, par boutique.

Lorsqu'il y a cinq (5) compagnons, il peut y avoir deux (2) compagnons juniors et subséquemment un (1) compagnon junior par cinq (5) compagnons additionnels employés.

2.—Pour les travaux d'amiante et d'isolement, il n'y a qu'un apprenti par cinq ouvriers qualifiés.

3.—Pour pratiquer le métier de mécanicien en tuyauterie, l'apprenti doit avoir un certificat d'apprenti émis par les autorités provinciales, en vertu du chapitre 173 des Statuts refondus de Québec 1941, et conformément au règlement numéro 1341 de la cité de Montréal.

j.—Les taux spécifiés dans le présent article sont applicables à tout travail du mécanicien en tuyauterie exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur de l'atelier.

k.—Période d'apprentissage:—La période complète d'apprentissage est la suivante:

Ouvriers en isolement de tuyauterie.....	3 ans
Mécaniciens en tuyauterie.....	4 ans

Note:—Une année d'apprentissage pour les mécaniciens en tuyauterie comprend 2,200 heures de travail; pour les ouvriers en isolement, elle comprend 2,288 heures de travail ou 52 semaines de 44 heures chacune.

l.—La durée du travail des apprentis est la même que celle des compagnons.

m.—Tout travail supplémentaire exécuté par un journalier ou un apprenti doit être rémunéré aux taux spécifiés ci-dessus pour les ouvriers qualifiés.

XIX.—Apprentissage: — a.—Aucun apprenti des métiers de la construction ci-après mentionnés ne doit commencer son apprentissage avant d'avoir seize (16) ans ou après avoir dépassé vingt-trois (23) ans, à l'exception des travailleurs en structure métallique qui ne doivent pas commencer leur apprentissage avant d'avoir vingt (20) ans ou après avoir dépassé vingt-cinq (25) ans.

Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and 8 hours on Fridays, provided that the total amount of working hours at the regular rates does not exceed 44 hours per week.

g.—For the purpose of the present decree, the limits of the City of Montreal are designated as being the following: At the North, Prairie River, at the South, the St. Lawrence River, twelve (12) miles East of Place d'Armes and twelve (12) miles West of Place d'Armes.

h.—1.—For work outside the city limits of Montreal, but within the territorial jurisdiction of the present decree, men are to be at the city limits as mentioned in the preceding subsection at the regular starting and finishing time.

2.—Workmen operating beyond the limits of the City of Montreal shall be at the said limits at the regular starting time and at the regular finishing time the employer shall take them to the said limits.

3.—For work outside the City limits, the hours of starting and finishing may be varied to suit the time of leaving and returning of public transportation convenience from and to city limits, providing the hours do not exceed 44 hours per week.

i.—Apprenticeship:—1.—The employer shall have the right to hire one (1) apprentice to each journeyman or junior journeyman and not more than one (1) junior journeyman to three (3) senior journeymen per shop.

When five (5) journeymen are employed, two (2) junior journeymen may be employed and one (1) junior journeyman to each five (5) additional journeymen employed.

2.—In the asbestos and insulation trades, only one (1) apprentice shall be hired to each five (5) mechanics.

3.—To perform the pipe mechanic's trade, the apprentice shall hold a certificate of apprentice from the provincial authorities (chapter 173, R.S.Q., 1941) and under by-law No. 1341 of the City of Montreal.

j.—The rates mentioned in the present section are applicable to any work performed by the pipe mechanic in or outside the shop.

k.—Apprenticeship period:—The full period of apprenticeship shall be as follows:

Insulation system worker.....	3 years
Pipe mechanics.....	4 years

Note:—One year of apprenticeship for pipe mechanics shall comprise 2,200 hours of work; for insulation mechanics, it shall comprise 2,288 hours of work or 52 weeks of 44 hours each.

l.—The duration of labour of the apprentice shall be the same as for journeymen.

m.—Overtime work performed by a labourer or an apprentice shall be paid on the same basis as provided above for skilled workers.

XIX.—Apprenticeship: — a.—No apprentice in any of the building trades hereinafter mentioned shall begin his apprenticeship before being 16 years old, or after 23 years, with the exception of metallic structure workers who shall not begin their apprenticeship before 20 years or after 25 years of age.

b.—Tous les noms des apprentis doivent être inscrits dans un registre rédigé à cette fin par le Comité paritaire des métiers du bâtiment chargé de la mise à exécution du présent décret et dont le siège social est dans la cité de Montréal.

c.—Tout employeur professionnel, que ce soit une personne, une association ou une corporation, a le droit d'engager un apprenti dans un ou plusieurs des métiers dans lesquels tel apprenti est intéressé; de plus, tel employeur professionnel a le droit d'employer un (1) apprenti par dix (10) compagnons, dans les métiers ci-après mentionnés.

Toutefois, les dispositions précédentes ne s'appliquent pas aux métiers d'électricien, de mécanicien en tuyauterie, de ferblantier-couvreur et d'ouvrier en isolement de tuyauterie.

d.—En ce qui concerne le métier d'électricien, il est permis d'employer un apprenti pour chaque compagnon.

e.—Pour pratiquer le métier d'électricien, l'apprenti doit avoir un certificat d'apprenti émis par les autorités provinciales en vertu du chapitre 172 des Statuts refondus de Québec 1941.

f.—Dans les métiers de ferblantier et de couvreur, il peut y avoir un (1) apprenti pour chaque trois (3) ouvriers qualifiés. Tout travail urgent ou spécial qui, pour des raisons jugées suffisantes, ne peut être exécuté sur une base d'un (1) apprenti par trois (3) ouvriers qualifiés, peut être fait sur la base d'un (1) apprenti par équipe de trois (3) ouvriers qualifiés ou fraction de telle équipe. Aucun apprenti ne doit travailler à l'exécution de travaux à contrat à moins qu'il ne soit sous la direction d'un ouvrier qualifié de son métier.

g.—Aucun employeur professionnel n'est tenu de garder à son emploi un apprenti exécutant un travail non satisfaisant. L'employeur a également le droit de renvoyer un apprenti, si ce dernier donne des preuves évidentes qu'il porte une attention insuffisante à son travail ou ne se conforme pas aux coutumes du métier.

h.—Période d'apprentissage:—La période complète d'apprentissage est la suivante:

Métiers	Période d'apprentissage Années
Briqueur.....	4
Charpentier-menuisier.....	4
Électricien.....	4
Maçon.....	4
Poseur de marbre.....	4
Plâtrier.....	4
Ferblantier, poseur de tuile, ardoise, asphalte et bardeaux.....	4
Peintre, peintre au pistolet, vitrier, décorateur.....	4
Couvreur—ardoise et tuile.....	4
Jardinier-paysagiste.....	4
Finisseur de ciment.....	3
Poseur de lattes—bois et métal.....	3
Couvreur—composition.....	2

i.—Taux de salaires:—Les taux de salaires payés aux apprentis sont fixés suivant le pourcentage du salaire minimum légal payé aux ouvriers qualifiés des différents métiers; ce pourcentage de rémunération est déterminé comme suit:

1.—Pour les métiers de quatre (4) années d'apprentissage:	
1 ^{ère} année.....	30%
2 ^{ème} année.....	45%
3 ^{ème} année.....	60%
4 ^{ème} année.....	75%

b.—All apprentices' names shall be inscribed in a register kept specially for this purpose by the Joint Committee of the Building Trades administering the present decree, the corporate seat of which is in Montreal.

c.—Any professional employer, whether a person, an association or a corporation, shall have the right to hire an apprentice in one or more trades in which such apprentice is interested; moreover, such professional employer shall have the right to employ one (1) apprentice for each 10 journeymen in the trades hereunder mentioned.

The foregoing provisions do not however apply to the electrical trade, the trades of pipe mechanic, sheet metal worker, roofer and pipe insulating mechanic.

d.—As for the electrical trade, one apprentice to each journeyman may be employed.

e.—To carry on the electrician's trade, the apprentice shall hold an apprentice certificate issued by the provincial authorities under chapter 172 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

f.—In the sheet metal and roofing trades any professional employer shall have the right to employ one (1) apprentice for each three (3) skilled workers. Any urgent or special work which, for sufficient reason, cannot be performed on the basis of one (1) apprentice for three (3) skilled workers, can be performed on the basis of one (1) apprentice for each shift of three (3) skilled workers or fraction thereof. No apprentice shall be allowed to work on a contract job otherwise than under the supervision of a competent mechanic in his particular trade.

g.—No professional employer is compelled to keep in his employ an apprentice whose work is unsatisfactory. The employer shall also have the right to discharge an apprentice if the latter gives evident proof of insufficient care in his work or does not abide by the general customs required for trade apprentices.

h.—Period of apprenticeship:—The full period of apprenticeship shall be as follows:

Trades	Period of apprenticeship years
Bricklayers.....	4
Carpenters-joiners.....	4
Electricians.....	4
Masons.....	4
Marble setters.....	4
Plasterers.....	4
Sheet metal workers, tile, slate, asphalt and shingle setters.....	4
Painters, spraymen, glaziers, decorators.....	4
Roofers—slate and tile.....	4
Landscape workmen.....	4
Cement finishers.....	3
Lathers—wood and metal.....	3
Roofers—composition.....	2

i.—Wage rates:—Rates of wages paid to apprentices shall be fixed according to the percentage of legal minimum wages paid to qualified workmen of the various trades; such percentage of remuneration is determined as follows:

1.—For the trades requiring four (4) years of apprenticeship:	
1st year.....	30%
2nd year.....	45%
3rd year.....	60%
4th year.....	75%

Métiers	Période da'pprentissage Années	Period of apprenticeship years
2.—Pour les métiers de trois (3) années d'apprentissage:		2.—For the trades requiring three (3) years of apprenticeship:
1ère année.....	45%	1st year..... 45%
2ième année.....	60%	2nd year..... 60%
3ième année.....	75%	3rd year..... 75%
3.—Les apprentis-paysagistes reçoivent les taux minima suivants:		3.—Apprentice-landscape workmen shall be paid the following minimum wage rates:

	l'heure		per hour
1ère année.....	\$ 0.35	1st year.....	\$ 0.35
2ième année.....	0.35	2nd year.....	0.35
3ième année.....	0.40	3rd year.....	0.40
4ième année.....	0.40	4th year.....	0.40

4.—Les apprentis ferblantiers et couvreurs reçoivent les taux suivants:

1ère année.....	\$ 0.35
2ième année.....	0.40
3ième année.....	0.50
4ième année.....	0.60

4.—Apprentice-sheet metal workers and roofers shall receive the following rates:

1st year.....	\$ 0.35
2nd year.....	0.40
3rd year.....	0.50
4th year.....	0.60

Cependant les pourcentages ci-haut ne s'appliquent pas à l'apprentissage des métiers dont la rémunération est antérieurement prévue dans le présent décret.

However, the above percentages shall not apply to the apprenticeship of the trades for which a remuneration has been herein previously provided.

j.—Aucun contrat individuel d'apprentissage pour les métiers mentionnés ci-haut n'est valide à moins qu'il ne soit conforme aux dispositions du décret.

j.—No individual apprenticeship contract for the hereinabove mentioned trades shall be accepted as valid unless it be in conformity with the provisions of the present decree.

h.—La durée du travail des apprentis est la même que celle des ouvriers qualifiés.

k.—The duration of labour of apprentices shall be similar to that of skilled workers.

l.—L'apprenti doit rendre de bons et loyaux services à son employeur durant sa période d'apprentissage; il doit prendre soin des outils et du matériel fournis par son employeur.

l.—The apprentice shall furnish good and loyal services to his employer during his period of apprenticeship; he shall take care of tools and material furnished by his employer.

m.—Tout travail supplémentaire exécuté par un apprenti doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au taux régulier des apprentis.

m.—Overtime made by an apprentice shall be paid time and one half of the regular wages of the apprentices.

n.—L'employeur doit faire de son mieux pour enseigner à ses apprentis le métier auquel ils se destinent.

n.—The employer shall do his utmost to instruct his apprentices in the trades in which the latter are working.

o.—Les apprentis qui ont fréquenté une école technique ou une école de métier doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et au résultat de leurs examens.

o.—Apprentices having attended a technical or trades school shall receive a credit in proportion to the duration of their studies and to the result of their examinations.

XX.—*Boni de vie chère*.—Le Comité paritaire à être formé pour surveiller la mise à exécution de la convention lorsque cette dernière sera rendue obligatoire par décret, aura tous les pouvoirs nécessaires pour exiger le paiement de l'indemnité de vie chère prévue par l'arrêté en conseil C.P. 9384, conformément aux dispositions de l'arrêté en conseil C.P. 1774, lorsque ladite indemnité sera établie par l'autorité compétente pour les métiers de la construction et de la mécanique du district de Montréal, l'autorisation d'insérer cette disposition ayant été donnée par le Conseil national du travail en temps de guerre d'Ottawa.

XX.—*Cost of living bonus*.—The Parity Committee to be established for the administration of this agreement when made legal and obligatory shall be vested with full authority to supervise and enforce the payment of the cost of living bonus provided for in Order in Council P.C. 9384, pursuant to the provisions of Order in Council P.C. 1774, if, when and as established by the appropriate authority for building and constructional engineering trades workmen of the District of Montreal, the necessary sanction for this stipulation having been granted by the National War Labour Board of Ottawa.

XXI.—Lors de la ratification de la présente convention, le comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

XXI.—On the ratification of the present labour agreement, the existing Parity Committee organized to carry out the previous labour agreement in the territorial jurisdiction contemplated by the present decree, shall remain in office and supervise the carrying out of the present decree until a new committee be formed which shall succeed to and be vested in all the assets and rights of the former committee and shall assume all the liabilities of the former Committee under the said previous decree.

XXII.—*Durée du décret*.—Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en

XXII.—*Duration of the decree*.—The present decree shall become effective on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall

vigueur jusqu'au 31 décembre 1944. Si nécessaire, il continuera d'être en force pour une période additionnelle de trente jours, pour permettre l'adoption d'un arrêté ministériel en remplacement de l'arrêté ministériel rendant cette convention légale.

5538-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

remain in effect until the 31st day of December 1944, and shall, if necessary, continue in effect for a further period of thirty days thereafter, pending the adoption of an Order in Council to replace the Order in Council legalising this agreement.

5538-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Action en séparation de biens

Province de Québec, District de St-François, Cour Supérieure, N° 4060. Dame Jeannette Camirand, épouse commune en biens de James Roadnight, mécanicien, tous deux de la Cité de Sherbrooke, district de St-François, demanderesse; vs ledit James Roadnight, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 25 janvier 1944.

Sherbrooke, ce 26 janvier 1944.
Les procureurs de la demanderesse.
5534-o PANNETON & BOISVERT.

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of St. Francis, Superior Court, No. 4060. Dame Jeannette Camirand, wife common as to property of James Roadnight, mechanic, both of the City of Sherbrooke, district of St. Francis, Plaintiff; vs the said James Roadnight, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 25th. day of January 1944.

Sherbrooke, January 26, 1944.
PANNETON & BOISVERT,
Attorneys for Plaintiff.

Avis divers

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 29 janvier 1944, les règlements de l'"Hôpital Bourg", tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 18 décembre 1943, ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 1er février 1944.

5520-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

Canada, Province de Québec, District de Québec.

"J.-B. LALIBERTÉ INC."

"Il est résolu que le règlement suivant soit adopté comme règlement N° 1-A de la compagnie, savoir:

Règlement N° 1-A

Qu'il soit et il est, par le présent règlement N° 1-A, édicté et décrété comme suit, savoir:—

Le règlement N° 1 (règlements généraux) section 3 intitulé: "Directeurs" est amendé en remplaçant à la première ligne le mot "trois" par le mot "neuf".

Adopté unanimement,
Le secrétaire,
EDMOND LALIBERTÉ.

Copie conforme.
Québec, ce 2 février 1944.
[Sceau]

5530-o

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 3 février, 1944.

Aujourd'hui, à cinq heures et quart de l'après-midi, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative, et, cette Chambre s'yof

Notice is given that by Order in Council dated the 29th of January, 1944, the by-laws of "Hôpital Bourg", as adopted at the general meeting held the 18th December, 1943, have been approved, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the 1st February, 1944.

5520 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec.

"J.-B. LALIBERTÉ INC."

It is resolved that the following by-law be adopted as By-law No. 1-A of the company, to wit:

By-law No. 1-A

Be it and it is, by the present By-law No. 1-A, enacted and decreed as follows, to wit:—

By-law No. 1 (general by-laws) section 3, entitled "Directors" is amended by replacing in the first line, the word "three" by the word "nine".

Unanimously adopted.
EDMOND LALIBERTÉ,
Secretary.

True Copy.
Quebec, February 2nd, 1944.
[Seal]

5530

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 3rd of February, 1944.

This day, at a quarter passed five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House

étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

- 2 Loi concernant l'arbitrage des différends entre les services publics et les salariés à leur emploi.
- 3 Loi instituant une commission de relations ouvrières.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."
5529-0

AVIS DE RACHAT

L'HÔPITAL LAVAL

Émission de \$425,000. — 4%,
datée du 1er octobre 1935

Avis est par les présentes donné que conformément aux termes et dispositions de l'acte de fiducie et hypothèque relatif à l'émission d'obligations ci-dessus mentionnée, tel que signé en faveur du Trust Général du Canada, fiduciaire, le 7 août 1935 devant M^{re} P.-A. Angers, notaire à Québec, sous le numéro 9325 de ses minutes, l'Hôpital Laval rachètera, en date du 1er avril 1944, au prix de 101% de leur valeur nominale, toutes les obligations présentement en cours faisant partie de son émission au montant de \$425,000.00 portant intérêt au taux de 4% et datée du 1er octobre, 1935.

Les détenteurs desdites obligations sont donc requis de présenter leurs titres le 1er avril 1944, aux bureaux de la Banque Canadienne Nationale dans la province de Québec ou au bureau de la Banque de Montréal, à Toronto, où ils sont domiciliés, afin d'en obtenir le paiement aux conditions stipulées ci-dessus. Toutes les obligations ainsi présentées pour rachat devront être accompagnées du coupon d'intérêt N° 18 échéant le 1er octobre 1944, et de ceux subséquents.

Après le 1er avril 1944, toutes les obligations qui n'auront pas été présentées pour paiement cesseront de porter intérêt.

Avis est également donné par les présentes que pour satisfaire aux conditions de son acte de fiducie, l'Hôpital Laval déposera le ou avant le 1er avril 1944, entre les mains du Trust Général du Canada, fiduciaire de ladite émission, les fonds nécessaires pour assurer le paiement de toutes les obligations en cours, plus les intérêts dus jusqu'au 1er avril 1944.

Québec, 11 février 1944.

Par ordre:

5527-6-2-0

L'HÔPITAL LAVAL.

Avis est, par les présentes, donné que La Compagnie d'Assurances Alliance Canadienne, constituée en corporation en 1937 par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Assurances de Québec, ayant réassuré tout son passif avec La Compagnie d'Assurances Alliance Canadienne, constituée en corporation en 1943 par une loi spéciale du Parlement du Canada et autorisée à faire affaires dans la Province, s'adressera au Lieutenant-gouverneur en Conseil le 1er jour de juin 1944 pour obtenir la remise des valeurs déposées avec le Trésorier de la Province.

Avis est de plus donné que tous les créanciers, éventuels ou actuels, qui s'opposeraient à la remise des valeurs de La Compagnie d'Assurances

being present, the Clerk of the Crown on Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- 2 An Act respecting the Arbitration of Disputes between Public Services and their Employees.
- 3 An Act to constitute a Labour Relations Board.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"In His Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills".
5529-0

NOTICE OF REDEMPTION

L'HÔPITAL LAVAL

Issue of \$425,000.00, 4%,
dated October 1st, 1935

Notice is hereby given by "L'Hôpital Laval", hereinafter called the Corporation, that in accordance with the right reserved unto itself by the Trust Deed of Hypothec, Mortgage and Pledge executed by said Corporation in favour of General Trust of Canada, August 7th, 1935, before P. A. Angers, N. P., the Corporation will redeem before maturity, namely on the first of April, 1944 (April 1st, 1944) all its above mentioned bonds dated October 1st, 1935 and which will then be outstanding, at the price of 101% of their nominal value, together with interest accrued to the redemption date, upon presentation and surrender of said bonds, at the offices of Banque Canadienne Nationale, in the province of Quebec or at the office of the Bank of Montreal in Toronto, together with, thereto attached, all interest coupons maturing October 1st, 1944 and subsequently.

Notice is further given by the Corporation that it will deposit with the Trustee, in conformity with the said Trust Deed, on or before the date fixed for their redemption, the funds required for the redemption of its bonds in principal and interest accrued, as above stated, and that, in consequence of such deposit, such bonds will cease to bear interest as from the redemption date, namely April 1st, 1944.

Québec, February 11th, 1944.

5527-6-2-0

L'HÔPITAL LAVAL.

Notice is hereby given that the Canadian Alliance Insurance Company, incorporated in 1937 by letters-patent issued in virtue of the Quebec Insurance Act, having reinsured all its liabilities with the Canadian Alliance Insurance Company, incorporated in 1943 by a Special Act of the Parliament of Canada and authorized to do business in the Province, will apply to the Lieutenant-Governor-in-Council on the 1st day of June 1944 for the release of its securities deposited with the Treasurer of the Province.

Notice is hereby further given that all claimants, contingent or actual, opposing the release of the securities of the Canadian Alliance Insur-

Alliance Canadienne, constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Assurances de Québec, doivent produire leur opposition au bureau de l'inspecteur des assurances, département des assurances, Hôtel du Gouvernement, Québec, le ou avant le 1er jour de juin 1944.

Daté à Montréal, ce 7ième jour de février 1944.

LA COMPAGNIE D'ASSURANCES ALLIANCE
CANADIENNE,

(constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Assurances de Québec),

[Sceau]
5537

Par le secrétaire,
J.-H. CHANDLER.

ance Company incorporated by letters-patent issued in virtue of the Quebec Insurance Act must file their opposition with the Inspector of Insurance, Department of Insurance, Parliament Buildings, Quebec, on or before the 1st day of June 1944.

Dated at Montreal, this 7th day of February, 1944.

CANADIAN ALLIANCE INSURANCE COMPANY,

(incorporated by letters-patent issued in virtue of Quebec Insurance-Act)

[Seal]
5537-o

J. H. CHANDLER,
Secretary.

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Commis de Lac Mégantic", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 26 janvier 1944.

Le siège social de l'association est situé à Lac Mégantic, district de Saint-François, province de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
5552-o JEAN BRUCHESI.

The formation of an association, under the name of "Association des Commis de Lac Mégantic", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession has been authorized by the Provincial Secretary, on January 26th, 1944.

The principal place of business of the association will be at Lake Megantic, District of Saint Francis, Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
5552 Under Secretary of the Province.

Bureaux-Chef

Avis vous est par les présentes donné que H. J. McAdie Company Ltd., incorporée par lettres patentes en vertu de l'Acte des compagnies de Québec le 17 janvier, 1944, ayant son bureau-chef dans la cité de Montréal, a établi son bureau au N° 1100 de la rue Craig Est, dans ladite cité de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 1er jour de février, 1944.

Le président,
5521-o H. J. McADIE.

Province de Québec, district de Montréal.

Avis est, par les présentes, donné que la "Laval Realities Co.", un corps constitué par lettres patentes de la province de Québec, en date du 6 décembre, 1943, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau-chef à 4961 Chemin de la Reine Marie, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 19ième jour de janvier, 1944.

[Sceau]

LAVAL REALTIES Co.,
Par la secrétaire,
5522-o AMANDA RICHARD.

Avis de la situation du bureau principal de la Compagnie Thomas Duhamel, Limitée.

Avis est donné que la compagnie Thomas Duhamel, Limitée constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec (1ère partie) en date du vingt-troisième jour de septembre, mil neuf

Chief-Offices

Notice is hereby given that H. J. McAdie Company Ltd., incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies' Act on the 17th of January, 1944, having its head office in the City of Montreal, has established its office at No. 1100 Craig Street East, in said City of Montreal.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal this 1st day of February, 1944.

H. J. McADIE,
5521-o President.

Province of Quebec, District of Montreal.

Notice is hereby given that "Laval Realities Co.", a body incorporated by letters patent of the Province of Quebec, bearing date December 6th, 1943, and having its head office in the City of Montreal, has established its said head office at 4961 Queen Mary Road, Montreal, Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 19th day of January, 1944.

[Seal]

LAVAL REALTIES Co.,
per AMANDA RICHARD,
5522 Secretary.

Notice of the situation of the Head Office of the Company Thomas Duhamel, Limitée.

Notice is given that the company "Thomas Duhamel, Limitée" incorporated by letters patent issued under the Quebec Companies' Act (Part I) bearing date the twenty-third day of September, one thousand nine hundred and forty-

cent quarante-trois et ayant son bureau principal en la cité de Québec a établi son bureau au numéro civique 429 de la 4e Avenue.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce deuxième jour de février, mil neuf cent quarante-quatre.

5525-o Le président,
THOMAS DUHAMEL.

Avis vous est par les présentes donné que The Montreal Horse Show Ltd.—Le Concours Hippique de Montréal Ltée, incorporé par Lettres Patentes en vertu de l'Acte des Compagnies de Québec le 24 décembre, 1943, ayant son bureau chef dans la Cité de Montréal, a établi son bureau au N° 606, rue Cathcart, dans ladite Cité de Montréal.

A compter de la date du présent Avis, ledit bureau sera considéré par la Compagnie comme étant son bureau chef.

Daté à Montréal, ce septième jour de février, 1944.

5526-o Le Président,
H. J. O'CONNELL.

three and having its head office in the city of Quebec, has established its office at civic number 429 4th Avenue.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this second day of February, one thousand nine hundred and forty-four.

5525 ✓ THOMAS DUHAMEL,
President.

Notice is hereby given that The Montreal Horse Show Ltd.—Le Concours Hippique de Montréal Ltée, incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies' Act on the 24th of December, 1943, having its head office in the City of Montreal, has established its office at No. 606 Cathcart Street, in said City of Montreal.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal this 7th day of February, 1944.

5526-o H. J. O'CONNELL,
President.

Chartes—Abandon de

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q. 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Calumet Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes en date du treize juillet 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 janvier 1944, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce 17 janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q. 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Glenwool Products Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du six juin 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 janvier 1944, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce 21 janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q. 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de

✓ Charters—Surrender of

✓ Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Calumet Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated by letters patent dated the thirteenth day of July, 1937.

Notice is also given that from and after the 31st day of January, 1944, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of January, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

✓ Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Glenwool Products Limited", incorporated by letters patent dated the sixth day of June, 1932.

Notice is also given that from and after the 31st day of January, 1944, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of January, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

✓ Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company

la charte de la compagnie "Montrose Realty Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du sept décembre 1922.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31 janvier 1944, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce 21 janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5543 P. FRENETTE.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Eugène Bois Limitée" (Eugène Bois Limited), constituée en corporation par lettres patentes en date du premier jour de février 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour de janvier 1944, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce 21ème jour de janvier 1944.

L'Assistant-Procureur Général Suppléant,
P. FRENETTE.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "L'Immeuble Ploermel, Limitée"—"The Ploermel Realty, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du deuxième jour d'août 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du 31ème jour de décembre 1943, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce 31ème jour de décembre 1943.

L'Assistant-Procureur Général Suppléant,
5544-o P. FRENETTE.

"Montrose Realty Company Limited", incorporated by letters patent dated the seventh day of December, 1922.

Notice is also given that from and after the 31st day of January, 1944, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of January, 1944.

P. FRENETTE,
5543-o Assistant Deputy Attorney General.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q. 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Eugène Bois Limitée" (Eugène Bois Limited), incorporated by letters patent, bearing date the first day of February 1940.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of January, 1944, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of January, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "L'Immeuble Ploermel, Limitée"—"The Ploermel Realty, Limited", incorporated by letters patent dated the second day of August, 1927.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of December, 1943, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1943.

P. FRENETTE,
5544 Assistant Deputy Attorney General.

Commission du Service Civil de la Province de Québec

LA COMMISSION DU SERVICE CIVIL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Prolongation des règlements temporaires de la Commission du Service Civil de la Province de Québec, approuvée par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, le 10 février 1944, en vertu de l'arrêté en conseil portant le numéro 459.

Les règlements temporaires de la Commission du Service Civil de la Province de Québec, approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil le 16 septembre 1943, par arrêté en conseil portant le numéro 2645, expirant le premier décembre 1943 et prolongés jusqu'au 15 février 1944 par arrêté en conseil du 26 novembre 1943,

Civil Service Commission of the Province of Quebec

CIVIL SERVICE COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Prolongation of the temporary regulations of the Civil Service Commission of the Province of Quebec, approved by the Lieutenant-Governor in Council, the 10th February, 1944, in virtue of the Order in Council bearing No. 459.

The temporary regulations of the Civil Service Commission of the Province of Quebec, approved by the Lieutenant-Governor in Council the 16th September, 1943, by Order in Council bearing No. 2645, expiring the first of December 1943 and prolonged to the 15th February, 1944 by Order in Council of the 26th November,

portant le numéro 3612 sont prolongés du 15 février 1944 jusqu'au 18 mars 1944.

Québec, ce 10 février 1944.

Le président,

AYME LAFONTAINE.

Les commissaires,

MARC BOYER,

A.-B. ASTLE.

5551-o

1943, bearing No. 3612 are prolonged from the 15th of February, 1944, to the 18th March, 1944.

Quebec, this 10th February, 1944.

AYME LAFONTAINE.

President.

MARC BOYER,

A. B. ASTLE,

Commissioners.

5551

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis est, par le présent, donné que "La Commission des Écoles Catholiques des Trois-Rivières" s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session, (1944), pour obtenir la passation d'une loi amendement, quant à ladite Commission, la Loi de l'Instruction Publique de la Province de Québec, (Statuts refondus de Québec, 1941, et amendements), et les statuts qui la concernent, savoir: 21 Geo. V, chap. 66, 22 Geo. V, chap. 61 et 25-26 Geo. V, chap. 56, et spécialement pour demander:

(a) Un amendement à l'article 125 de la Loi de l'Instruction publique, relatif au cens électoral, accordant le droit de vote aux électeurs, même s'ils n'ont pas acquitté leurs contributions scolaires;

(b) Un amendement à l'article 154 de la même Loi, tel que modifié pour ladite Commission par l'article 4 du Statut 21 George V, chap. 66, permettant d'établir dans la municipalité scolaire, pour les fins de l'élection des commissaires, divers arrondissements et bureaux de votation;

(c) Le droit, pour son secrétaire-trésorier, de préparer des listes électorales pour chaque arrondissement de votation, suivant le rôle d'évaluation en vigueur;

(d) Le droit de faire nommer autant de sous-officiers-rapporteurs et de greffiers d'élection qu'il y aura de bureaux de votation pour l'élection des Commissaires;

(e) Le droit pour le président de l'élection des commissaires de voter pour l'un des candidats au cas seulement d'un partage égal de votes entre plusieurs candidats;

(f) Le droit de déterminer que ceux qui sont qualifiés comme électeurs à raison de plusieurs propriétés situées dans différents arrondissements de votation, n'auront le droit de vote que dans l'arrondissement de leur résidence, s'ils sont résidents, et dans l'arrondissement jugé le plus convenable par le secrétaire-trésorier, s'ils sont non-résidents;

(g) Le droit de réduire le terme d'office pour lequel son président aura été choisi;

(h) Le droit de modifier le traitement attribué à son président et d'attribuer un traitement à chacun des commissaires;

(i) Un amendement à l'article 118 de la Loi de l'Instruction publique tel que remplacé pour ladite commission par l'article 2 du Statut 21 George V, chap. 66, relatif aux modifications de la Loi de l'Instruction publique qui devront régir ladite commission.

Les Trois-Rivières, 18 janvier 1944.

Le Président,

S. CARIGNAN.

Le Secrétaire-Trésorier,

J.-U. GRÉGOIRE.

5373-3-4-o

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Three Rivers Catholic School Commission will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, (1944) for the passing of an Act amending, as regards the said Commission, the Education Act of the Province of Quebec, (Revised Statutes of Quebec, 1941, and amendments), and the statutes concerning it, namely: 21 Geo. V, chap. 66, 22 Geo. V, chap. 61 and 25-26 Geo. V, chap. 56, and in particular to request:

(a) An amendment to section 125 of the Education Act, respecting the right to vote, granting the right to vote to electors, even if they have not paid their school contributions;

(b) An amendment to section 154 of the same Act, as amended for the said Commission by section 4 of the Statute 21 George V, chap. 66, permitting the establishing of several districts and polling-stations in the School Municipality, for the election of commissioners;

(c) The right, for its secretary treasurer, to prepare the electoral lists for each polling district, according to the valuation roll in force;

(d) The right to appoint as many deputy returning-officers and poll-clerks as there may be polling-stations for the election of commissioners;

(e) The right for the Presiding-Officer of the election of commissioners to vote for one of the candidates, only in the case of an equal number of votes among several candidates;

(f) The right to determine that those who are qualified electors due to owning one or more properties in various polling-districts, shall be entitled to vote only in the district of their residence, if they be residents, and in the district deemed the most suitable by the secretary treasurer, if they be non-residents;

(g) The right to shorten the term of office for which its president shall have been chosen;

(h) The right to modify the salary accorded to its president and to grant a salary to each of the commissioners;

(i) An amendment to section 118 of the Education Act as replaced, for the said Commission, by section 2 of the Statute 21 George V, chap. 66, respecting amendments to the Education Act which shall govern the said Commission.

Les Trois-Rivières, January 18, 1944.

S. CARIGNAN,

President.

J. U. GRÉGOIRE,

Secretary Treasurer.

5373-3-4

Canada, Province de Québec, District de Québec Canada, Province of Quebec, District of Quebec

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Dame M. Hilda Belleau, de la cité de Québec, province de Québec, veuve de feu Joseph Dumas, en sa qualité de tutrice à sa fille mineure Yvette Dumas, Wilfrid Therrien, rentier, du village de St-Charles, comté de Bellechasse, et Joseph-Arthur Dumas, mécanicien, de la cité de Québec, province de Québec, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente session, pour demander la passation d'une loi aux fins de légaliser les ventes faites par Joseph Arthur Dumas à Wilfrid Therrien, en date du 13 juillet 1941 et du 14 août 1941 et de faire disparaître la prohibition d'aliéner affectant les immeubles légués à Joseph Arthur Dumas et à Yvette Dumas par feu Jean Boucher et feu Félicitée Tanguay, par leurs testaments respectifs.

Québec, 26 janvier 1944.

Le procureur des pétitionnaires,
5408-4-4-o

PAUL ROY. 5408-4-4

AVIS DE BILL PRIVÉ

Avis est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la Législature de Québec, de l'assentiment du bureau du Collège des Chirurgiens-Dentistes de la Province de Québec, Augustin J. Lacoursière, de la cité de Montréal, présentera une pétition introductive d'un bill privé à l'effet d'autoriser le Collège des Chirurgiens-Dentistes de la Province de Québec à lui remettre sa licence pour l'exercice de la chirurgie dentaire aux conditions posées par le bureau du Collège.

Montréal, 12 janvier 1944.

Le procureur d'Augustin J. Lacoursière,
5332-3-4-o

ÉLIE BEAUREGARD.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Québec s'adressera à la Législature Provinciale, lors de sa présente session, pour obtenir certaines modifications à sa charte, la loi 19 George V, chapitre 95, et aux différentes lois qui la modifient, sur les matières suivantes:

Pour demander l'autorisation d'emprunter \$100,000.00 pour la construction de pavages permanents et \$50,000.00 pour la réfection des pavages; \$250,000.00 pour la construction d'un édifice à l'usage du Bureau d'Hygiène de la Cité; \$10,000.00 pour construire des résidences pour les opérateurs de la chloration de l'eau; \$500,000.00 pour améliorer l'eau de boisson et l'aqueduc de la cité; \$50,000.00 pour construire deux raccords entre les conduites de 30 et 40 pouces, pour l'aqueduc de la cité; pour fixer à trois ans le terme d'office des membres du Conseil; pour demander l'abolition de la taxe personnelle ou capitation; pour que l'effet du décret sur les immeubles vendus pour taxes municipales et scolaires soit étendu à l'usufruit et aux substitutions non ouvertes; pour donner à la Cité des pouvoirs plus étendus lorsqu'il s'agit de réglementer l'inspection et la vente des aliments; pour obtenir des pouvoirs additionnels de réglementation au sujet de la municipalisation et de l'enlèvement de la neige; pour modifier le mode d'adoption des règlements; pour augmenter la contribution de la Cité à la construction des trottoirs; pour augmenter le pouvoir d'emprunt annuel de la Cité lorsqu'il s'agit d'introduire l'eau de l'aqueduc et de

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Dame M. Hilda Belleau, of the City of Quebec, Province of Quebec, widow of the late Joseph Dumas, in her quality of tutrix to her minor daughter, Yvette Dumas, Wilfrid Therrien, annuitant, of the Village of St-Charles, County of Bellechasse, and Joseph Arthur Dumas, mechanic, of the City of Quebec, Province of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, for the passing of a Bill to legalize the sales made by Joseph Arthur Dumas to Wilfrid Therrien, bearing date July 13th, 1941, and August 14th, 1941, and to cancel the prohibition to dispose of, affecting the immovables bequeathed to Joseph Arthur Dumas and to Yvette Dumas by the late Jean Boucher and the late Félicitée Tanguay, by their respective wills.

Quebec, January 26th, 1944.

PAUL ROY,
Attorney for the petitioners.

NOTICE OF PRIVATE BILL

Notice is hereby given that at the coming Session of the Quebec Legislature, with the consent of the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, Augustin J. Lacoursière, of the city of Montreal, will present a petition introductory of a private bill for the purpose of authorizing the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to grant the Petitioner his license to the practice of dentistry, at such conditions that have been imposed by the Board of said College.

Montreal, January 12th, 1944.

ÉLIE BEAUREGARD,
5332-3-4-o Attorney for Augustin J. Lacoursière.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Quebec will apply to the Provincial Legislature, at its present session, for certain amendments to its charter, the Act 19 George V, chapter 95, and the various acts amending it, on the following matters:

To request the authorization to borrow \$100,000 for the construction of permanent pavings and \$50,000 for the rebuilding of pavings; \$250,000 for the erection of a building for the use of the Health Department of the City; \$10,000 to build houses for those in charge of the chloration of the water; \$500,000 to improve the drinking water and waterworks of the city; \$50,000 to build two connections between the 30 and 40 inch mains, for the City's waterworks; to fix the term of office of the members of the Council to three years; to request the abolishing of the personal or head tax; to extend the effect of a Sheriff's sale of immovables sold for municipal and school taxes to the usufruct and substitutions not yet open; to give the City greater scope in regulating the inspection and sale of foodstuffs; to obtain additional powers regulating the removal of snow by the City; to amend the mode of adoption of by-laws; to increase the City's contribution towards the building of sidewalks; to increase the City's power to borrow annually as regards the installation of waterworks and the laying of sewers in the streets of the city; for certain additional powers respecting the pension fund of the constables and firemen of the City:

poser le drainage dans les rues de la cité; pour demander certains pouvoirs additionnels concernant le fonds de pension des constables et des pompiers de la cité; pour demander l'autorisation d'établir un fonds de pension et de retraite contributaire pour les employés des services extérieurs; pour demander l'octroi de certaines commutations de taxes; pour donner des pouvoirs additionnels à la Commission d'Urbanisme; pour demander l'autorisation d'emprunter pour construire une ou plusieurs maisons de logements afin de faire disparaître les taudis; pour amender la loi concernant la Cour du Recorder de la Cité; et tous autres amendements concernant la bonne administration des affaires de la Cité.

Québec, 24 janvier, 1944.

Les avocats de la Cité de Québec,
5407-4-4-o PELLETIER & GODBOUT.

Avis est par les présentes donné que la Caisse de Remboursement, constituée en corporation par la loi 3 Édouard VII, chapitre 121, et amendements, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa session actuelle, pour obtenir une loi la constituant en compagnie mutuelle d'assurance-vie sous le nom de "Caisse Nationale d'Économie (Assurance-Vie)" et la soumettant aux dispositions de la Loi des Assurances de Québec.

Montréal, 9 février 1944.

Les Procureurs de la requérante,
5528-6-4-o LAURENDEAU & LAURENDEAU.

Avis est, par les présentes, donné que la ville de Mont-Royal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session (1944), pour obtenir l'adoption d'une Loi pour amender sa charte en pourvoyant à l'ouverture des bureaux de scrutin à ses élections municipales à 8 heures du matin au lieu de 7 heures du matin; pour obtenir la retraite et l'élection de la moitié de son conseil municipal par rotation à chaque année, ainsi que la confirmation de l'abolition d'une servitude et d'une restriction de construction affectant certaines propriétés dans la ville présentement utilisées à des fins manufacturières.

Mont-Royal, le 7 février 1944.

Les procureurs de la ville de Mont-Royal,
MACDOUGALL, MACFARLANE, SCOTT & HUGESSEN.

Bureau: Boisvert & Corriveau,
80, St-Pierre, Québec,
Agents.

5531-6-4

for authorization to establish a contributory pension and superannuation fund for outside service employees; for the granting of certain commutation of taxes; for the granting of additional powers to the Town Planning Commission; for authorization to borrow for the construction of one or several dwelling houses so as to do away with the hovels; for amendment to the Act respecting the Recorder's Court of the City; and for all other amendments concerning the good administration of the affairs of the City.

Quebec, January 24th, 1944.

PELLETIER & GODBOUT,
5407-4-4 Attorneys for the City of Quebec.

Notice is hereby given that the Caisse de Remboursement, incorporated by the law 3 Edward VII, Chapter 121, and amendments, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an act incorporating it as a mutual life insurance company under the name of "Caisse Nationale d'Économie (Assurance-Vie)" and making it subject to the provisions of the Quebec Insurance Act.

Montreal, 9th February 1944.

LAURENDEAU & LAURENDEAU,
5528-6-4-o Solicitors for applicant.

Notice is hereby given that the Town of Mount Royal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at the current (1944) session for the passing of an Act to amend its Charter by providing for the opening of pools at its municipal elections at 8.00 a.m. instead of 7.00 a.m.; for the retirement and election of one-half of its municipal council by rotation each year and for confirmation of the extinguishment of a servitude and building restriction affecting certain property in the Town now used for factory purposes.

Mount Royal, February 7th, 1944.

MACDOUGALL, MACFARLANE, SCOTT & HUGESSEN,
Attorneys for the Town of Mount Royal.

Office: Boisvert & Corriveau,
80 St. Peter, Quebec,
Agents.

5531-6-4-o

Département des Affaires municipales

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Québec, le 27 janvier 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du canton Bagot, dans le comté de Chicoutimi, le troisième jour de janvier 1944, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Department of Municipal Affairs

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, January 27th, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Whereas, by resolution passed by the municipal council of the Township of Bagot, in the County of Chicoutimi, on the third day of January, 1944, it hath been shown to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du canton Bagot, dans le comté de Chicoutimi, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil exécutif.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Québec, le 3 février 1944.

Le Sous-ministre des Affaires Municipales,
5515-o ÉMILE MORIN.

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Québec, le 27 janvier 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de Grande-Baie, dans le comté de Chicoutimi, le sixième jour de décembre 1943, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions dudit conseil municipal de Grande-Baie, dans le comté de Chicoutimi, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Québec, le 3 février 1944.

Le Sous-ministre des Affaires Municipales,
5516-o ÉMILE MORIN.

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Québec, 3 février 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du canton La Minerve, dans le comté de Labelle, le troisième jour de janvier 1944, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du canton La Minerve, dans le comté de Labelle, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

It is ordered that the notices, by-laws, and resolutions of the said municipal council of the Township of Bagot, in the County of Chicoutimi, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

Quebec, February 3rd, 1944.

ÉMILE MORIN,
5515 Deputy Minister of Municipal Affairs.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, January 27th, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Whereas, by resolution passed by the municipal council of Grande-Baie, in the County of Chicoutimi, on the sixth day of December, 1943, it hath been shown to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws, and resolutions of the said municipal council of Grande-Baie, in the County of Chicoutimi, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

Quebec, February 3rd, 1944.

ÉMILE MORIN,
5516 Deputy Minister of Municipal Affairs.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec February 3rd, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Whereas, by resolution passed by the municipal council of the Township of La Minerve, in the County of Labelle, on the third day of January, 1944, it hath been shown to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws, and resolutions of the said municipal council of the Township of La Minerve, in the County of Labelle, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Québec, 4 février 1944.

Le Sous-ministre des Affaires Municipales,
5517-0 ÉMILE MORIN.

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Québec, le 27 janvier 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de Saint-Fulgence, dans le comté de Chicoutimi, le troisième jour de janvier 1944, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions dudit conseil municipal de Saint-Fulgence, dans le comté de Chicoutimi, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Québec, le 3 février 1944.

Le Sous-ministre des Affaires Municipales,
5518-0 ÉMILE MORIN.

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Québec, le 27 janvier 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de Ste-Rose de Watford, dans le comté de Dorchester, le troisième jour de janvier 1944, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de Ste-Rose de Watford, dans le comté de Dorchester, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Québec, 3 février 1944.

Le Sous-ministre des Affaires Municipales,
5519-0 ÉMILE MORIN.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

Quebec, February 4th, 1944.

5517 ÉMILE MORIN,
Deputy Minister of Municipal Affairs.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, January 27th, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Whereas, by resolution passed by the municipal council of Saint Fulgence, in the County of Chicoutimi, on the third day of January, 1944, it hath been shown to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws, and resolutions of the said municipal council of Saint Fulgence, in the County of Chicoutimi, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

Quebec, February 3rd, 1944.

5518 ÉMILE MORIN,
Deputy Minister of Municipal Affairs.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, January 27th, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Whereas, by resolution passed by the municipal council of Ste-Rose de Watford, in the County of Dorchester, on the third day of January, 1944, it hath been shown to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws, and resolutions of the said municipal council of Ste-Rose de Watford, in the County of Dorchester, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

Quebec, February 3rd, 1944.

5519 ÉMILE MORIN,
Deputy Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture
Industrie laitière

Department of Agriculture
Dairy Industry

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Ordonnance N° 1-E-42B

Order No. 1-E-42B

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mardi, le 8 février 1944, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,
à Montréal, à 10 hres a.m.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président,
Gilbert MacMillan, commissaire, Alphonse Sa-
voie, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller
juridique.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 2 de l'Ordonnance N° 1-E-42A,
publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 29
août 1942, est amendé en ajoutant à la région
désignée par ledit article les municipalités et
partie de municipalité suivantes, à savoir:
La Ville de Beaconsfield, la Ville de Baie d'Urfé,
la Ville de Ste-Anne de Bellevue, la Paroisse de
Notre-Dame de Liesse, et cette partie de la
Paroisse de St-Antoine de Longueuil, connue
sous le nom de Parc Ste-Hélène.

La présente ordonnance entrera en vigueur le
jour de sa publication dans la *Gazette officielle de*
Québec.

Le Secrétaire de ladite Commission est chargé
de publier la présente ordonnance dans le pro-
chain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

(Signé): MM. Dr. ÉMILE NADEAU, président,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Secrétaire.

5539-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 44-H-43A

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mardi, 8 février 1944, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,
à Montréal, à 10 hres a.m.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président,
Gilbert MacMillan, commissaire, Alphonse Sa-
voie, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller
juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'indus-
trie laitière dans la région de Noranda;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement,
vend ou livre du lait dans les limites de la région
de Noranda.

2. La région de Noranda comprend les muni-
cipalités de Ville de Noranda et de Rouyn et les
cantons Rouyn et Cadillac.

3. Tout marchand de lait doit payer directe-
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.20
net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous
nul ne peut, dans les limites de ladite région de

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Pro-
vince of Quebec.

Meeting of Tuesday, February 8th 1944, held
at the office of the Dairy Industry Commission,
in Montreal, at 10 o'clock a.m.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President,
Gilbert MacMillan, Commissioner, Alphonse
Savoie, Secretary, and Germain Beaulieu, Legal
Adviser.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Article 2 of Order No. 1-E-42A, published
in the *Quebec Official Gazette* of August 29th
1942, is amended by adding to the region defined
by the said article the following municipalities
and part of municipality, namely: town of Bea-
consfield, town of Baie d'Urfé, town of Ste-Anne
de Bellevue, Parish of Notre-Dame de Liesse,
and that part of the parish of St-Antoine de
Longueuil, known under the name of Parc
Ste-Hélène.

The present order comes into force on the date
of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary is charged with the publication
of the present order in the next issue of the
Quebec Official Gazette.

(Signed): Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
Secretary.

5539-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 44-H-43A

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Pro-
vince of Quebec.

Meeting of Tuesday, February 8, 1944, held
at the office of the Dairy Industry Commission,
in Montreal, at 10 o'clock a.m.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President,
Gilbert MacMillan, Commissioner, Alphonse
Savoie, Secretary, and Germain Beaulieu, Legal
Adviser.

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Noranda;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Noranda.

2. The region of Noranda includes the town
municipalities of Noranda and Rouyn and the
townships of Rouyn and Cadillac.

3. Any milk dealer must pay directly to his
producers-suppliers, for each hundred pounds
of milk which he receives from them, \$3.20 net
F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder
no person shall, within the limits of the region of

Noranda, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à sept sous la chopine et quatorze sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Noranda, offrir, vendre ou livrer du lait à un autre marchand de lait, à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à six sous la chopine et douze sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Noranda, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à 48c le gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à 5 gallons.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 44-H-43 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 31 décembre 1943 et entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

(Signé): MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
5541-o Secrétaire.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 16-H-43A

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 8 février 1944, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Gilbert MacMillan, commissaire, Alphonse Savoie, secrétaire, Germain Beaulieu, conseiller juridique et Oscar Boisvert, inspecteur général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Joliette:

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Joliette.

2. La région de Joliette comprend la cité de Joliette et une lisière de terrain d'un mille en profondeur contigue à la cité de Joliette et comprise dans les municipalités de Saint-Charles Borromée et du village Saint-Pierre.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.65 la ferme du producteur ou \$2.75 la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Joliette, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine, onze sous la pinte et quarante-quatre sous le gallon.

5. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à trente-deux sous le gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à cinq gallons.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 16-H-43 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 11 décembre 1943, et entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Noranda, offer, sell or deliver milk at prices inferior to seven cents a pint and fourteen cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Noranda, offer, sell or deliver milk to another milk dealer, to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to six cents a pint and twelve cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Noranda, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to 48c. a gallon, provided the quantity sold is not inferior to 5 gallons.

The present order cancels order No. 44-H-43 published in the *Quebec Official Gazette* of December 31st, 1943, and shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

(Signed): Messrs. DR. ÉMILE NADEAU, President,
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
5541-o Secretary.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 16-H-43A

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, February 8, 1944, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, president, Gilbert MacMillan, commissioner, Alphonse Savoie, secretary, Germain Beaulieu, legal adviser, and Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Joliette;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Joliette.

2. The region of Joliette includes the city of Joliette and a strip of land of a mile deep bordering on the city of Joliette and forming part of the municipalities of Saint Charles Borromée and village Saint Pierre.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$2.65 farm of producer or \$2.75 business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Joliette, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint, eleven cents a quart and forty-four cents a gallon.

5. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk, at a price inferior to thirty-two cents a gallon, provided the quantity sold is not inferior to five gallons.

The present order cancels Order No. 16-H-43 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* for December 11th 1943, and shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

(Signé): MM. Dr. ÉMILE NADEAU, président,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,

Le secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Approuvée par la Commission des Prix et du
Commerce en Temps de Guerre.

5540-o

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

(Signed): Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, president,
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,

The Secretary, Dairy Industry Commission.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade
Board.

5540-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 55-H-43A

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 8 février 1944, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,
à Montréal, à 10 heures a.m.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président,
Gilbert MacMillan, commissaire, Alphonse Savoie,
secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller
juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie
laitière dans la région de Val d'Or;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Val d'Or.

2. La région de Val d'Or comprend la municipalité
de la ville de Val d'Or, celle de la ville de
Bourlamaque, et les territoires compris dans les
cantons de Bourlamaque, Dubuisson, Fournière,
Malartic et Pascal.

3. Tout marchand de lait doit payer directement
à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci \$2.90
net F.A.B. la ferme du producteur.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous,
nul ne peut, dans les limites de ladite région de
Val d'Or, offrir, vendre ou livrer du lait à des
prix inférieurs à sept sous la chopine et quatorze
sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région
de Val d'Or, offrir, vendre ou livrer du lait à un
autre marchand de lait, à une épicerie, à un restaurant,
à un hôtel, à un marchand ou à tout
autre établissement de commerce à des prix inférieurs
à six sous et demi la chopine et treize sous
la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région
de Val d'Or, offrir, vendre ou livrer du lait en
bidon à un prix inférieur à 48c. le gallon, pourvu
que la quantité vendue ne soit pas inférieure à
5 gallons.

La présente ordonnance annule l'ordonnance
N° 55-H-43 publiée dans la *Gazette officielle de Québec*
en date du 31 décembre 1943, et entrera en
vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette
officielle de Québec*.

(Signé): MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,

5542-o Secrétaire.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 55-H-43A

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Tuesday, February 8th, 1944, held
at the office of the Dairy Industry Commission,
in Montreal, at 10 o'clock a.m.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President,
Gilbert MacMillan, Commissioner, Alphonse Savoie,
Secretary, and Germain Beaulieu, Legal
Adviser.

Considering the conditions of the dairy industry
within the region of Val d'Or;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Val d'Or.

2. The region of Val d'Or includes the town
municipality of Val d'Or, that of Bourlamaque,
and the territory included in the townships of
Bourlamaque, Dubuisson, Fournière, Malartic
and Pascal.

3. Any milk dealer must pay directly to his
producers-suppliers, for each hundred pounds of
milk which he receives from them, \$2.90 net
F.O.B. farm of producer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder,
no person shall, within the limits of said region of
Val d'Or, offer, sell or deliver milk at prices
inferior to seven cents a pint and fourteen cents
a quart.

5. No person shall, within the limits of said
region of Val d'Or, offer, sell or deliver milk to
another milk dealer, to a grocery, a restaurant,
a hotel, a dealer or to any other business establishment,
at a price inferior to six and a half cents
a pint and thirteen cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said
region of Val d'Or, offer, sell or deliver milk in
bulk at a price inferior to 48c. a gallon, provided
the quantity sold is not inferior to 5 gallons.

The present order cancels Order No. 55-H-43
published in the *Quebec Official Gazette* dated
December 31, 1943, and shall come into force
on the date of its publication in the *Quebec
Official Gazette*.

(Signed) Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,

5542-o Secretary.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 369-43

Québec, le 2 février 1944.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de l'Anse-du-Gros-Cap-aux-Os, comté de Gaspé-sud, à celle du Cap-aux-Os, dans le même comté.

5467-5-2-o

No. 369-43

Quebec, February 2, 1944.

Application is made to annex the school municipality of l'Anse-du-Gros-Cap-aux-Os, county of Gaspé-South, to that of Cap-aux-Os, in the same county.

5467-5-2

Département des Terres & Forêts

Department of Lands & Forests

AVIS

Cadastre Officiel de la Paroisse de Beauport, Division d'Enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 535-1 est annulé et que le lot 528-1 est amendé conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre.

Québec, le 28 janvier 1944.

Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

5523-o

AVIS

Les lots 1537 à 1643, 1661 à 1691, 1705 à 1710, 1739 à 1761, 1782 à 1812, 1943 à 1952 (rues), 1958 à 1961 (rues), 1968, 1969, 1971, 1972, 1977 à 1979 (rues) et partie des lots 1957, 1962, 1965, 1966 et 1970 (rues) étant parties du lot 228 du Bloc 41 du cadastre officiel de la Ville de Rouyn, division d'enregistrement de Témiscamingue, sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre.

Québec, le 21 janvier 1944.

Le sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

5524-o

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of Beauport, Registration Division of Québec.

Notice is hereby given that lot 535-1 is cancelled and lot 528-1 is amended in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch.

Québec, 28th January, 1944.

AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

5523-o

NOTICE

Lots 1537 to 1643, 1661 to 1691, 1705 to 1710, 1739 to 1761, 1782 to 1812, 1943 to 1952 (streets), 1958 to 1961 (streets), 1968, 1969, 1971, 1972, 1977 to 1979 (streets), and part of lots 1957, 1962, 1965, 1966 and 1970 (streets), being parts of parcel 228 Block 41 of the official cadastre of the Town of Rouyn, Registration division of Témiscamingue, are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch.

Québec, 21st January, 1944.

AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

5524-o

ERRATUM

ERRATUM

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ LAC
SAINT-JEAN-OUEST

Dans l'avis de vente pour taxes de cette municipalité publié dans la *Gazette officielle de Québec*, des 22 et 29 janvier 1944, aux pages 282 et 424, à la municipalité scolaire de Notre-Dame de la Doré, veuillez lire: "Achille Langevin" au lieu de "Caisse Populaire".

5550-o

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
LAKE ST. JOHN-WEST

In the notice of sale for taxes of the said municipality published in the *Quebec Official Gazette*, of the 22nd and 29th of January, 1944, on pages 282 and 424, in the School Municipality of Notre-Dame de la Doré, please read: "Achille Langevin" instead of "Caisse Populaire".

5550

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 14 janvier 1944.

M. Joseph Dufresne, secrétaire-trésorier de la municipalité de St-Michel, comté de Bellechasse:

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Québec, January 14, 1944.

Mr. Joseph Dufresne, secretary treasurer of the Municipality of St-Michel, county of Belle-

juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montmagny, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Jean Paré, agent d'affaires, Loge 712, International Association of Machinists, 6393 DeNormanville, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Joseph-Eugène Dussault, employé de la Compagnie Webster & Sons Limited, 745 rue St-Cyrille, Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. François Vinet, professeur au Centre d'Initiation artisanale de Matane, Matane, Qué.: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Rodolphe Beaucage, secrétaire-trésorier de la municipalité de Val Paradis, comté d'Abitibi: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 28 janvier 1944.

M. Jean-Baptiste Fortin, agent d'assurance, de Bagotville: adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire de Chicoutimi. 5545-o

chasse: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montmagny, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Jean Paré, business agent, Lodge 712, International Association of Machinists, 6393 De Normanville, Montreal: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Joseph Eugène Dussault, employee of Webster & Sons Limited, 745 St. Cyrille street, Quebec: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. François Vinet, professor of the "Centre d'Initiation artisanale de Matane", Matane, Que.: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Rimouski, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Rodolphe Beaucage, secretary treasurer of the Municipality of Val Paradis, county of Abitibi: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Abitibi, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, January 28, 1944.

Mr. Jean-Baptiste Fortin, insurance agent, of Bagotville: to be Peace Commissioner for the judicial district of Chicoutimi. 5545

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } ATTENDU que cer-
Assistant-procureur } tains propriétaires de
général. } biens-fonds situés dans la
paroisse de Sacré-Cœur de Jésus, comté de Saguenay, par leur requête ont demandé que le territoire qu'ils habitent en soit détaché et annexé à la municipalité du village de Sacré-Cœur de Jésus, comté de Saguenay;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies;

Attendu qu'il y a lieu de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 27 janvier 1944, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons que le territoire suivant, savoir:

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS certain own-
Deputy Attorney } ers of real estate situate
General } in the Parish of Sacré-Cœur
de Jésus, County of Saguenay, by their petition, have requested that the territory which they inhabit be detached therefrom and annexed to the Municipality of the Village of Sacré-Cœur de Jésus, County of Saguenay;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order bearing date January 27th, 1944, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare that the following territory, to wit:

Un territoire composé de deux étendues de terrain situées et décrites comme suit, à savoir:

1. Une étendue de terrain située dans le canton d'Albert, comprenant, en référence au cadastre officiel pour ledit canton, les lots de 13 à 18 inclusivement du rang II-Est, les lots 5, 6, 7 et les deux-tiers sud-est en largeur du lot 8 dans chacun des rangs Nord-Chemin-Albert et Sud-Chemin-Albert et dont les limites se décrivent comme suit: partant de l'intersection de la ligne séparative des cantons d'Albert et de Tadoussac avec la ligne séparant le rang II-Est du rang Nord-Chemin-Albert; de là, passant successivement par les lignes suivantes: ladite ligne séparant le rang II-Est du rang Nord-Chemin-Albert, la ligne séparative des lots 4 et 5 dans chacun des rangs Nord-Chemin-Albert et Sud-Chemin-Albert, la ligne séparant le rang Sud-Chemin-Albert du rang II-Saguenay, une ligne séparant le tiers nord-ouest des deux tiers sud-est du lot 8 dans chacun des rangs Sud-Chemin-Albert et Nord-Chemin-Albert, la ligne séparant le rang Nord-Chemin-Albert du rang II-Est, la ligne séparative des lots 12 et 13 du rang II-Est, la ligne séparative des rangs II-Est et III-Est et la ligne séparative des cantons d'Albert et de Tadoussac jusqu'au point de départ.

2. Une étendue de terrain située en partie dans le canton d'Albert et en partie dans le canton de Tadoussac, comprenant en référence au cadastre officiel pour lesdits cantons: dans le canton d'Albert, les lots 20 et 21 du rang III-Saguenay; dans le canton de Tadoussac, les lots 651 et 652 correspondant aux lots primitifs 16 et 15 du rang Est-Chemin-Albert et les lots 683 et 684 correspondant aux lots primitifs 16 et 17 du rang Ouest-Chemin-Albert et dont les limites se décrivent comme suit: partant de l'intersection de la ligne séparative des lots 21 et 22 du rang III-Saguenay du canton Albert avec la ligne séparative des cantons d'Albert et de Tadoussac; de là, ladite ligne séparative des cantons d'Albert et de Tadoussac jusqu'au côté ouest du chemin Albert; de là, une ligne droite jusqu'au point d'intersection du côté est du chemin Albert avec la ligne séparative des lots 650 et 651; de là, passant successivement par les lignes suivantes: dans le canton de Tadoussac, ladite ligne séparative des lots 650 et 651, la ligne séparant le rang Est-Chemin-Albert du rang I-Ouest-Moulin-à-Baude, la ligne séparative des lots 652 et 653, la ligne séparative des lots 682 et 683, la ligne séparative des cantons d'Albert et de Tadoussac; dans le canton d'Albert, la ligne séparative des lots 19 et 20 du rang III-Saguenay et la ligne séparative des rangs II-Saguenay et III-Saguenay et la ligne séparative des lots 21 et 22 du rang III-Saguenay jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec les chemins ou parties d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, soit détaché de la municipalité de la paroisse de Sacré-Cœur de Jésus, et qu'il soit annexé à la municipalité du village de Sacré-Cœur de Jésus, comté de Saguenay, telle annexion devant compter du 1er janvier 1945, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

A territory composed of two tracts of land situate and described as follows, to wit:

1. A tract of land situate in the Township of Albert, comprising, with reference to the official cadastre for said township, lots 13 to 18 inclusively of Range II-East, lots 5, 6, 7 and the two thirds Southeast in width of lot 8 in each of the Ranges "Nord-Chemin-Albert" and "Sud-Chemin-Albert" and the limits whereof are described as follows:—starting from the intersection of the division line of the Townships of Albert and of Tadoussac with the line dividing the Range II-East from the Range "Nord-Chemin-Albert"; thence, passing successively by the following lines: the said line dividing the Range II-East from the Range "Nord-Chemin-Albert", the division line of lots 4 and 5 in each of the Ranges "Nord-Chemin-Albert" and "Sud-Chemin-Albert", the line dividing the Range "Sud-Chemin-Albert" from Range II-Saguenay, a line dividing the Northwest one third from the Southeast two thirds of lot 8 in each of Ranges "Sud-Chemin-Albert" and "Nord-Chemin-Albert", the line dividing Range "Nord-Chemin-Albert" from Range II-East, the division line of lots 12 and 13 of Range II-East, the division line of Ranges II-East and III-East, and the division line of the Townships of Albert and of Tadoussac, to the starting point.

2. A tract of land situate partly in the Township of Albert and partly in the Township of Tadoussac, comprising, with reference to the official cadastre for the said townships: in the Township of Albert, lots 20 and 21 of Range III-Saguenay; in the Township of Tadoussac, lots 651 and 652 corresponding to original lots 16 and 15 of Range "Est-Chemin-Albert" and lots 683 and 684 corresponding to original lots 16 and 17 of Range "Ouest-Chemin-Albert" and the limits whereof are described as follows: starting from the intersection of the division line of lots 21 and 22 of Range III-Saguenay of the Township of Albert with the division line of the Townships of Albert and of Tadoussac; thence, the said division line of the Townships of Albert and of Tadoussac to the West side of the "Chemin Albert"; thence a straight line to the point of intersection on the East side of the "Chemin Albert" with the division line of lots 650 and 651; thence, passing successively by the following lines: in the Township of Tadoussac, the said division line of lots 650 and 651, the line dividing the Range "Est-Chemin-Albert" from Range I—"Ouest-Moulin-à-Baude", the division line of lots 652 and 653, the division line of lots 682 and 683, the division line of the Townships of Albert and of Tadoussac; in the Township of Albert, the division line of lots 19 and 20 of Range III-Saguenay and the division line of Ranges II-Saguenay and III-Saguenay and the division line of lots 21 and 22 of Range III-Saguenay to the starting point; said territory, together with the roads or parts thereof comprised within the limits hereinabove described, be detached from the Municipality of the Parish of Sacré-Cœur de Jésus and be annexed to the Municipality of the Village of Sacré-Cœur de Jésus, County of Saguenay, such annexation to come into effect from and after the 1st of January, 1945, the whole in conformity with articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce premier jour de février en l'année mil neuf cent quarante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,

5536-o

JEAN BRUCHESI.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION

P. FRENETTE, } ASSISTANT-PROCEUREUR GÉNÉRAL SUPPLÉANT. } ATTENDU que conformément aux dispositions de l'article 2, chapitre 320 de la Loi du cadastre, S.R.Q. 1941, il a été préparé, sous la direction de l'Hon. Ministre des terres et forêts, un plan et un livre de renvoi du canton de Chazel, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi font maintenant partie des archives du bureau du Ministère des terres et forêts et qu'une copie exacte a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de l'Abitibi;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 27 janvier 1944 et portant le N° 246,

Nous annonçons le dépôt des plan et livre de renvoi officiels du canton de Chazel, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi; et,

Nous fixons à la date de la publication de la présente proclamation, le jour où les dispositions de l'article 2168 du Code civil seront en vigueur, relativement aux lots compris dans le canton de Chazel, et,

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité, conférée par le Code civil, à renouveler avec les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le canton de Chazel.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this first day of February, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-four, and the Eighth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING.

PROCLAMATION

P. FRENETTE, } ASSISTANT DEPUTY ATTORNEY GENERAL. } WHEREAS, pursuant to the provisions of section 2, chapter 320 of the Cadastre Act, R.S.Q., 1941, there has been prepared, under the direction of the Minister of Lands and Forests, a plan and book of reference of the Township of Chazel, in the Registration Division of Abitibi;

WHEREAS said plan and book of reference now remain of record in the office of the Department of Lands and Forests and an exact copy has been filed in the office of the Registration Division of Abitibi;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated January 27th, 1944, and bearing No. 246,

We give notice of the filing of the official plan and book of reference of the Township of Chazel, in the Registration Division of Abitibi; and,

We fix the date of the publication of the present proclamation, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code will come into force, respecting the lots comprised in the Township of Chazel, and,

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code, to renew within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right of a lot of land comprised in the Township of Chazel.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatrième jour de février en l'année mil neuf cent quarante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,

5546-o

JEAN BRUCHESI.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this fourth day of February, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-four, and the Eighth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

Vente—Loi de faillite

LA LOI DE FAILLITE

Canada, province de Québec, district d'Abitibi, Cour Supérieure, N° 222F (en faillite). Re: Julien Levasseur, Val d'Or, débiteur; et Charles P. Dumas, gérant, de la cité de Montréal, district de Montréal, syndic requérant.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de Monsieur Albert Grenier, Régistrare, rendu en date du 13ième jour de janvier 1944, sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Macamic, MERCREDI, le HUITIÈME jour de MARS 1944, à DIX heures de l'avant-midi, l'immeuble suivant, savoir:

Description

"Les lots connus et désignés sous les numéros Treize B (13B), Quatorze B (14B) et Quinze B (15B) du Bloc Neuf (9) du cadastre officiel de Macamic ainsi que les bâtisses et les dépendances y érigées."

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble. Cette vente sera faite en vertu de l'article 45 et ses sous-paragraphes de la loi de faillite, et conformément aux articles 716 à 719 C.P.C. pour la dite vente ainsi s'effectuer avec l'effet du décret.

Montréal, Québec, le 21 janvier, 1944.

Le syndic,

CHARLES P. DUMAS.

Bureau de:

The Canadian Credit Men's Trust Association
760 Carré Victoria, Ltd.,
Montréal, Qué. 5399-4-2-o

Sale—Bankruptcy Act

THE BANKRUPTCY ACT

Canada, Province of Québec, District of Abitibi, Superior Court, No. 222 F. (in bankruptcy) Re: Julien Levasseur, Val d'Or, Debtor; and Charles P. Dumas, Manager, of the City of Montreal, District of Montreal, Trustee-Petitioner.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of Mr. Albert Grenier, Registrar, rendered under date of January 13th, 1944, will be sold by public auction at the door of the Parish Church at Macamic, on WEDNESDAY, the EIGHTH day of MARCH, 1944, at TEN o'clock in the forenoon, the immovable herein-after designated:

Description

"The Lots known and designated as numbers Thirteen B (13B), Fourteen B (14B) and Fifteen B (15B) of Block Nine (9) on the official cadastre of Macamic, as well as the buildings and appurtenances thereon erected."

As the whole actually subsists, with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the aforesaid immovable. This sale will be made in virtue of article 45 and its sub-paragraphs of the Bankruptcy Act and pursuant to articles 716 to 719 of the C.C.P., so that the said sale shall thus have the effect of a sheriff's sale.

Montreal, Quebec, January 21st, 1944.

CHARLES P. DUMAS,
Trustee.

Office of:

The Canadian Credit Men's Trust Association
760 Victoria Square, Limited,
Montreal, Que. 5399-4-2-o

Vente par licitation

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, N° 46635.

Anatole Gaucher, agent de la Cité de Québec, demandeur; vs Luc Gaucher, commis-comptable de la Cité de Québec, & Dame Cecilia Larose, de la Cité de Québec, veuve de feu Marcel Gaucher, ci-devant du même lieu, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs Harold Gaucher et Lawrence Gaucher, défendeurs.

ACTE DE VENTE PAR LICITATION

Avis est donné qu'en vertu de deux jugements de la Cour Supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, dont l'un rendu ce (12e) douzième jour d'octobre 1943, et l'autre rendu ce (20e) vingtième jour d'octobre 1943, dans une

Sale by Licitaton

Canada, Province of Québec, District of Québec, In the Superior Court, No. 46635.

Anatole Gaucher, agent of the City of Québec, plaintiff; vs Luc Gaucher, clerk accountant of the City of Québec, & Dame Cecilia Larose, of the City of Québec, widow of late Marcel Gaucher, formerly of the same place, es-quality, guardian of her children under age, Harold Gaucher and Lawrence Gaucher, defendants.

SALE BY AUCTION

Notice is hereby given, that in virtue of two judgments of the Superior Court, sitting at Québec, in the district of Québec, October the twelfth (12th) 1943, and October the twentieth (20th) 1943 in a case wherein Anatole Gaucher,

cause dans laquelle Anatole Gaucher, agent de la Cité de Québec, est demandeur; vs Luc Gaucher, commis-comptable de la Cité de Québec et Dame Cecilia Larose de la cité de Québec, veuve de feu Marcel Gaucher ci-devant du même lieu en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, Harold Gaucher et Lawrence Gaucher, défendeurs, la licitation de deux immeubles avec leurs meubles et ameublements tels que ci-dessous désignés est ordonnée comme suit, savoir:

1. "Un immeuble situé au numéro civique cinquante-six (56) de la rue Ste-Ursule, en la paroisse de Notre-Dame de la Cité de Québec, connu et désigné comme étant le lot numéro 2675, deux mille six cent soixante-quinze aux cadastre et livre de renvoi officiels pour le quartier St-Louis de la Cité de Québec, la maison dessus érigée portant le numéro civique (56) cinquante-six, de ladite rue Ste-Ursule, ès-dite Cité de Québec, et ensemble, en bloc, et, en même temps, tous les meubles et ameublements qui s'y trouvent et qui sont, au surplus, désignés dans le rapport du praticien en cette cause, comme étant les biens de la succession de feu L. A. Gaucher, ci-devant négociant de la Cité de Québec."

2. "Un immeuble situé à la fois sur la rue Ste-Angèle et sur la rue Dauphine, en la paroisse Notre-Dame de la Cité de Québec, connu et désigné comme étant le lot (3) trois, subdivision de 2755, deux mille sept cent cinquante-cinq, aux cadastre et livre de renvoi officiels, pour le quartier St-Louis de la Cité de Québec, la maison dessus érigée portant les numéros civiques (40) quarante de ladite rue Ste-Angèle et (6) six de la rue Dauphine, ès-dite Cité de Québec, et ensemble, en bloc, et en même temps, tous les meubles et ameublements qui s'y trouvent et qui sont au surplus désignés dans le rapport du praticien en cette cause, comme étant les biens de ladite succession dudit feu L. A. Gaucher, ci-devant négociant de la Cité de Québec."

Les immeubles, les meubles et les ameublements ci-dessus désignés seront mis aux enchères publiques et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le SAMEDI (26e) VINGT-SIXIÈME jour de FÉVRIER 1944, sous l'autorité du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Québec, à (10.30) DIX heures et (30) TRENTE minutes de l'avant-midi au greffe de ladite Cour au Palais de Justice, de la Cité de Québec, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour Supérieure; et toutes oppositions à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire aux dites licitations devront être déposées au greffe du Protonotaire de ladite Cour Supérieure de Québec, au moins (12) douze jours avant le jour fixé, comme susdit, pour les ventes et adjudications, et toutes oppositions à fin de conserver devront être déposées dans les (6) six jours après adjudications; et à défaut par les parties intéressées de déposer leurs dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

Québec, le 19 janvier 1944.

Les procureurs du demandeur,
GASTON ESNOUF & FRANÇOIS VEILLEUX.

5376-3-2-o

agent of the City of Quebec, is plaintiff; vs Luc Gaucher, clerk accountant of the City of Quebec, and Dame Cecilia Larose of the City of Quebec, widow of late Marcel Gaucher of the same place, es-quality guardian of her children under age, Harold Gaucher and Lawrence Gaucher, defendants, are ordered the licitations of the immovables, pieces of furnitures and furnishings mentioned below as follows, to wit:

1. "An immovable situated on Ste-Ursule street, in the Parish of Notre-Dame in the City of Quebec, known and designated under lot number, 2675, two thousand six hundred and seventy-five, at the cadastral and official book of references for the St-Louis section of Quebec, the house thereon erected bearing the civic number (56) fifty-six of the said Ste-Ursule street of the said City of Quebec, and, at the same time, together, and in a lump, the pieces of furnitures and the furnishings, that are in the above house, and besides, that are mentioned in the Practitioner's report, in this case, as being the personal property of the heirs of the inheritance of late L. A. Gaucher, formerly merchant of the City of Quebec."

2. "An immovable situated on both Ste-Angèle and Dauphine streets, in the Parish of Notre-Dame in the City of Quebec, known and designated under lot number 3, three, subdivision of lot, 2755, two thousand seven hundred and fifty-five at the cadastral and official book of references for the St-Louis section of Quebec, the house thereon erected bearing the civic numbers (40) forty of the said Ste-Angèle street, and (6) six of the said Dauphine street of the said City of Quebec, and, at the same time, together, and in a lump, the pieces of furnitures and the furnishings, that are in the above house, and besides, that are mentioned in the Practitioner's report, in this case, as being the personal property of the heirs of the inheritance of late L. A. Gaucher, formerly merchant of the City of Quebec."

The above designated immovables, pieces of furnitures and furnishings will be put up for public auctions and adjudged to the highest and last bidders on SATURDAY the (26) TWENTY-SIXTH day of FEBRUARY, 1944, under the authority of the Prothonotary of the Superior Court's office, at TEN THIRTY, in the forenoon, in the Court house of the City of Quebec, subject to the charges, clauses and conditions, indicated in the list of charges placed with the Prothonotary clerk of the said Court, and all oppositions to annul, to charge or to object to the said sales by auction, must be filed with the clerk of the Prothonotary of the said Superior Court of Quebec at least (12) twelve days before the days mentioned above for the sales and auctions and all oppositions to retaining must be filed within (6) six days of the said sales; and in default of the interested parties to file the said oppositions in the delays prescribed by the present notice, they will be foreclosed from the right to do so.

Québec, 19th January 1944.

GASTON ESNOUF & FRANÇOIS VEILLEUX,
Attorneys for plaintiff.

5376-3-2-o

Vente pour taxes municipales

Province de Québec — District de Chicoutimi

MUNICIPALITÉ DU CANTON TACHÉ

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-huit janvier 1944, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation municipale du canton Taché (Saint-Nazaire) avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle publique de Saint-Nazaire, le PREMIER MARS 1944, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes municipales consolidées et toutes les taxes municipales non consolidées, moins celles de l'année 1944, auront été payées avant le moment de la vente.

1. René Fradette.—Le lot numéro 35, rang 2, sauf les droits de "Saguenay Transmission Company Limited", tels que décrits dans un acte enregistré sous le numéro 44.770.

2. Euclide Tremblay.—Les subdivisions numéros 132 et 161 du lot numéro 45, rang 3.

3. Henri Gobeil.—Les lots numéros 7, 8 et 9, rang 5.

4. Mme Vve Henri Fortin.—a) Le lot numéro 20, rang 5;

b) Partie du lot numéro 20, rang 4, comprise dans les bornes suivantes: au nord, au résidu dudit lot, au sud au chemin public; à l'ouest au lot 21 et à l'est au lot 19.

5. Arthur Pelletier.—La demie sud des lots numéros 39 et 40, rang 5.

6. Adélar Brassard.—a) La demie est du lot numéro 41, rang 5.

b) Partie du lot numéro 43, rang 5, bornée au nord et à l'ouest au résidu dudit lot numéro 43, propriété de Ferdina Gauthier, au sud au chemin public et à l'est à la partie dudit lot numéro 43 qui appartient à J.-P. Martel.

7. Edmond Néron.—Le lot numéro 31, rang 4.

Tous les lots ou parties de lots mentionnés ci-dessus forment partie du cadastre officiel du canton Taché. Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et avec toutes servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Nazaire, ce 31^{ème} jour de janvier 1944.

Le secrétaire-trésorier,

5450-5-2-o

J.-A. TREMBLAY.

Sale for Municipal Taxes

Province of Quebec — District of Chicoutimi

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP TACHÉ

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the twenty-eighth of January, 1944, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act, (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the municipal corporation of the Township Taché (Saint-Nazaire) with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction in the public hall of Saint-Nazaire, on the FIRST day of MARCH, 1944, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale those immovables whereon all payments due for consolidated municipal taxes and all non-consolidated municipal taxes, save those for the year 1944, shall have been paid before the sale.

1. René Fradette.—Lot number 35, range 2, save the rights of the Saguenay Transmission Company Limited, as described in a deed registered under number 44,770.

2. Euclide Tremblay.—Subdivisions numbers 132 and 161 of lot number 45, range 3.

3. Henri Gobeil.—Lots numbers 7, 8 and 9, range 5.

4. Mrs. Wid. Henri Fortin.—a) Lot number 20, range 5;

b) Part of lot number 20, range 4, comprised within the following boundaries: on the north, by the residue of said lot, on the south by the public road; on the west by lot 21 and on the east by lot 19.

5. Arthur Pelletier.—The south half of lots numbers 39 and 40, range 5.

6. Adélar Brassard.—a) The east half of lot number 41, range 5.

b) Part of lot number 43, range 5, bounded on the north and west by the residue of said lot number 43, the property of Ferdina Gauthier, on the south by the public road and on the east by the part of said lot number 43 belonging to J. P. Martel.

7. Edmond Néron.—Lot number 31, range 4.

All the lots or parts of lots mentioned above form part of the official cadastre for the Township Taché. They will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes which may affect them.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Nazaire, this 31st day of January, 1944.

J. A. TREMBLAY,

Secretary Treasurer.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { J. GASTON CHATEL, 222318 } demandeur; vs LES HÉRITIERS DE FEU PAUL TURGEON, défendeurs.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { J. GASTON CHATEL, 222318 } plaintiff; vs THE HEIRS OF THE LATE PAUL TURGEON, defendants.

1. Le lot numéro trois de la subdivision officielle du lot numéro vingt et un, (21-3) aux plan et livre de renvois officiels de la paroisse de la Pointe Claire, Comté de Jacques Cartier, mesurant soixante-quinze pieds de largeur par deux cent vingt-cinq pieds dans la ligne est et cent quatre-vingt-quatre pieds dans la ligne ouest, le tout mesure anglaise, et plus ou moins, faisant une superficie de 15186 pieds et ayant front au chemin public.

2. Le lot numéro trois A, de la même subdivision officielle du lot numéro vingt et un (N° 21-3A) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe Claire, Comté de Jacques Cartier, situé entre le chemin public et le lac St-Louis, mesurant vingt-six pieds dans la ligne est, vingt-deux pieds dans la ligne ouest, sur une longueur de soixante-quinze pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

3. Le lot numéro cent vingt-quatre de la subdivision officielle du lot numéro vingt et un (21-124) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe Claire.

4. Une lisière mesurant douze pieds et six pouces de largeur par deux cent quatre-vingt-trois pieds de profondeur dans la ligne de division ouest, et deux cent quatre-vingt-onze pieds et six pouces dans la ligne de division est, formant partie du lot numéro cent vingt-trois de la subdivision officielle du lot numéro vingt et un (21-123) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe Claire, bornée cette partie en front par l'ancien chemin public ou bord du lac, en arrière par le lot numéro 21-120, du côté ouest par le lot N° 21-124 et du côté est par le résidu du dit lot N° 21-123.

5. Une partie du lot numéro deux A de la subdivision du lot numéro vingt et un (21-2-A) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe Claire, mesurant trente-deux pieds et six pouces de largeur par la profondeur dudit lot, bornée en front par l'ancien chemin du bord du lac, en arrière par le lac St-Louis, à l'ouest par le lot numéro 21-3-a et du côté est par le résidu du dit lot 21-2-a le tout avec les bâtisses dessus construites et droits ou servitudes existant en faveur des dits lots et tel que le tout se trouve présentement.

Pour être vendus "en bloc" à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRE FÉVRIER prochain à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$773 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Louis Cousineau, daté le 10 janvier 1944.

Bureau du shérif,
Montréal, 19 janvier 1944.
[Première publication, 22 janvier 1944]

Le shérif,
L.-P. CAISSE.
5374-3-2-o

1. Lot number three of the official subdivision of lot number twenty-one (21-3) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Pointe Claire, county of Jacques Cartier, measuring seventy-five feet in width by two hundred and twenty-five feet in the East line and one hundred and eighty-four feet in the West line, the whole English measure and more or less, containing an area of 15186 feet and fronting on the public road.

2. Lot number three A, of same official subdivision of lot number twenty-one (No. 21-3A) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Pointe Claire, county of Jacques Cartier, situate between the public road and Lake St. Louis, measuring twenty-six feet in the East line, twenty-two feet in the West line, by a length of seventy-five feet, English measure and more or less.

3. Lot number one hundred and twenty-four of the official subdivision of lot number twenty-one (21-124) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Pointe Claire.

4. A strip of land measuring twelve feet and six inches in width by two hundred and eighty-three feet in depth, in the West division line, and two hundred and ninety-one feet and six inches in the East division line, forming part of lot number one hundred and twenty-three of the official subdivision of lot number twenty-one (21-123) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Pointe Claire, said part bounded in front by the former public road, on the edge of the Lake, in rear by lot number 21-120, on the West side by lot No. 21-124 and on the East side by the residue of said lot No. 21-123.

5. Part of lot number two A of the subdivision of lot number twenty-one (21-2-A) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Pointe Claire, measuring thirty-two feet and six inches in width by the depth of said lot, bounded in front by the former road on the edge of the Lake, in rear by Lake St. Louis, on the West by lot number 21-3-a, and on the East side by the residue of said lot 21-2-a—the whole with buildings thereon erected and rights and servitudes existing in favor of the said lots and as the whole presently subsists.

To be sold "en bloc" at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-FOURTH of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$773 will be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Justice Louis Cousineau, dated the 10th of January, 1944.

Sheriff's Office,
Montreal, January 19th, 1944.
[First publication, January 22nd, 1944]

L. P. CAISSE,
Sheriff.
5374-3-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } L A CITÉ DE QUÉBEC;
N° 1094/41 } contre RÉBECCA
GUAY, de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, veuve de Édouard Hunt, à savoir:

La subdivision N° 68 (soixante-huit) du lot N° 34 (trente-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la Cité de Québec, étant un terrain vague situé sur le côté ouest de la rue Joffre, mesurant environ 25 pieds de front sur 77 pieds de profondeur, plus ou moins, circonstances et dépendances.

QUÉBEC

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC;
No. 1094/41 } against RÉBECCA
GUAY, of Our City of Quebec, in Our District of Quebec, widow of Édouard Hunt, to wit:

Subdivision No. 68 (sixty-eight) of lot No. 34 (thirty-four) of the official cadastre for the Parish of Notre-Dame de Québec, banlieue, now Montcalm ward of the City of Quebec, being a vacant lot of land situate on the West side of Joffre street, measuring about 25 feet in front by 77 feet in depth, more or less—circumstances and dependencies.

Pour être vendue à mon bureau, en la Cité de Québec, le DIX-SEPTIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 9 février 1944. 5532-6-2-o
[Première publication, 12 février 1944]
[Deuxième publication, 26 février 1944]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Richelieu.
Canada, } HECTOR ALLY, ou
Province de Québec, } vrier, demeurant et
N° 10326 } résidant à Pierreville, district de Richelieu, demandeur; vs SAMUEL GILL, cultivateur, résidant et demeurant à St-Thomas de Pierreville, district de Richelieu, défendeur.

1. Les lots de terre sis et situés en la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, en la concession du Chenal Tardif, connus et désignés au cadastre de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville comme étant les lots numéros deux cent cinquante-huit, quatre cent vingt-six, quatre cent vingt-sept et quatre cent vingt-huit (Nos. 258, 426, 427, 428) et la moitié nord-ouest du front à la profondeur du lot N° quatre cent trente-trois dudit cadastre ($\frac{1}{2}$ N.O. 433); cette moitié mesurant un arpent et demi de largeur par quinze arpents de profondeur, plus ou moins, tenant d'un bout à Charles Mercure, de l'autre bout à Alonzo Gill, d'un côté à Paul Comtois et de l'autre côté à Édouard Verville.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Thomas de Pierreville, MARDI, le QUATORZIÈME jour du mois de MARS prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Le Shérif,
MICHEL SAINT-GERMAIN.
Bureau du Shérif,
Sorel, le 1er février 1944. 5533-6-2-o
[Première publication, le 12 février 1944]

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the SEVENTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office,
Quebec, February 9th, 1944. 5532-6-2
[First publication, February 12th, 1944]
[Second publication, February 26th, 1944]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Richelieu.
Canada, } HECTOR ALLY,
Province of Québec, } workman, living
No. 10326 } and residing at Pierreville, District of Richelieu, plaintiff; vs SAMUEL GILL, farmer, residing and living at St-Thomas de Pierreville, district of Richelieu, defendant.

1. Those lots of land being and situate in the Parish of Saint-Thomas de Pierreville, in the "Chenal Tardif" concession, known and designated on the cadastre for the Parish of Saint-Thomas de Pierreville, as being lots numbers two hundred and fifty-eight, four hundred and twenty-six, four hundred and twenty-seven and four hundred and twenty-eight (Nos. 258, 426, 427, 428) and the Northwest half from front to depth of lot number four hundred and thirty-three of said cadastre (N.W. $\frac{1}{4}$ 433); said half measuring one and one half arpent in width by fifteen arpents in depth, more or less, bounded at one end by Charles Mercure, at the other end by Alonzo Gill, on one side by Paul Comtois and on the other side by Édouard Verville.

To be sold at the parochial church door of St-Thomas de Pierreville, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of the month of MARCH next, at ONE o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sheriff's Office,
Sorel, February 1st, 1944. 5533-6-2
[First publication, February 12th, 1944]

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des Barbiers de Rouyn et de Noranda lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 560, du 11 mars 1942, et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les villes de Rouyn et Noranda et le canton de Rouyn:

1.—Le paragraphe "a" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"VI.—*Durée du travail*:—a.—La semaine de travail est de cinquante-deux (52) heures réparties quotidiennement entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m., à l'exception des jours de paye de la compagnie Noranda Mine, (soit les 10 et 25 de chaque mois, ou le lendemain, si ces jours tombent un dimanche, un jour de fête ou un lundi) où le travail se continue jusqu'à 9.00 heures du soir.

Le samedi et la veille des fêtes chômées ainsi que les trois (3) jours précédant la fête de Noël et la veille du 1er de l'an, le travail se conti-

Department of Labour

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Barbers of Rouyn and Noranda has presented to him a request to modify, in the following manner, the decree number 560, of March 11, 1942, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the towns of Rouyn and Noranda and the township of Rouyn:

1.—Subsection "a" of section VI is replaced by the following:

"VI.—*Duration of labour*:—a.—The work week shall consist of fifty-two (52) hours distributed daily between 8.00 a.m. and 6.00 p.m., except on pay days of the Noranda Mine Company (the 10th and 25th of each month, or on the day following, when such days fall on a Sunday, a holiday or a Monday) when work shall cease at 9.00 p.m.

On Saturday and holiday eves and on those three (3) days preceding Christmas and New Year's Day, work shall cease at 10.00 p.m. with

nuera jusqu'à 10.00 heures p.m. avec interruption d'une (1) heure pour les repas du midi et du soir."

2.—Le paragraphe "c" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"c.—Lorsqu'il n'y a pas eu de demi-congé pour les raisons énumérées au paragraphe précédent, ou pour toute autre raison, tout employé a droit à un congé hebdomadaire de sept (7) heures consécutives, pourvu qu'il n'y ait pas une fête chômée pendant la semaine."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 12 février, 1944. 5549-0

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Cité de Sherbrooke,

Et, D'AUTRE PART:

L'Association des Policiers-Pompiers de Sherbrooke, inc.,
pour l'employeur et les salariés des fonctions visées, suivant les conditions ci-après:

I.—*Jurisdiction*:—La présente convention s'applique et s'étend à la cité de Sherbrooke et à ses employés des services de la police municipale et de la protection contre les incendies mentionnés ci-après.

II.—*Salaires minima*:—Les taux de salaires suivants seront payés, chaque semaine, aux employés ci-après énumérés:

a. Lieutenant.....	\$ 34.00
b. Sergent.....	33.00
c. Caporal.....	32.50
d. Constables-pompiers—1ère année...	26.00
Constables-pompiers—2ème année...	28.00
Constables-pompiers—3ème année...	29.00
Constables-pompiers—4ème année...	30.00
Constables-pompiers—5ème année...	31.00
e. Peintre.....	34.00
f. Chef-mécanicien.....	33.00
g. Inspecteur de bornes-fontaines.....	31.00
h. Inspecteur de la prévention des incendies.....	32.50
i. Ouvrier-pompier.....	26.00
j. Motocycliste.....	32.00

Le pourcentage de chaque grade d'officiers existant à l'heure actuelle pourra être augmenté mais non diminué.

III.—*Heures de travail*:—Les heures de travail seront réparties de la façon suivante:

Les constables-pompiers seront divisés en deux équipes, une de jour et une de nuit.

Les heures de travail de l'équipe de jour seront de 7.00 a.m. à 6.00 p.m.

Les heures de travail de l'équipe de nuit seront de 6.00 p.m. à 7.00 a.m.

a one-hour interruption for the noon and evening meals."

2.—Subsection "c" of section VI is replaced by the following:

"c.—When there has been no half-holiday for reasons enumerated in the preceding subsection, or for any other reason, every employee shall be entitled to a weekly holiday of seven (7) consecutive hours, provided there be no legal holiday during the week."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 12, 1944. 5549-0

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties hereinafter mentioned have presented to him a request to render obligatory the collective agreement entered into between:

ON THE OTHER PART:

The City of Sherbrooke,

And, ON THE OTHER PART:

"L'Association des Policiers-Pompiers de Sherbrooke, inc.",
for the employer and the employees of the offices and occupations concerned, according to the following conditions:

I.—*Jurisdiction*:—The present agreement applies and extends to the City of Sherbrooke and to its employees of the municipal police and fire departments, as hereinafter mentioned.

II.—*Minimum wages*:—The following rates of wages shall be paid, each week, to the employees hereunder enumerated:

a.—Lieutenant.....	\$34.00
b.—Sergeant.....	33.00
c.—Corporal.....	32.50
d.—Constables-firemen—1st year.....	26.00
" " 2nd year.....	28.00
" " 3rd year.....	29.00
" " 4th year.....	30.00
" " 5th year.....	31.00
e.—Painter.....	34.00
f.—Chief-mechanic.....	33.00
g.—Hydrant inspector.....	31.00
h.—Fire prevention inspector.....	32.50
i.—Labourer-fireman.....	26.00
j.—Motorcycle driver.....	32.00

The actual percentage for each rank of officers may be increased but shall not be reduced.

III.—*Hours of work*:—The hours of work shall be distributed as follows:

Constables-firemen shall be divided in two shifts, one day-shift and one night-shift.

The hours of work for the day-shift shall be distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m.

The hours of work for the night-shift shall be distributed between 6.00 p.m. and 7.00 a.m.

Les heures ci-dessus pourront être modifiées par le Directeur en ce qui concerne les hommes de faction et de radio-patrouille.

Les constables-pompiers auront droit à un jour de repos hebdomadaire.

L'alternation des équipes se fera à toutes les deux semaines: le dimanche de 7.00 a.m. à 7.00 a.m. le lundi.

Les heures supplémentaires où les constables-pompiers seront appelés à travailler seront rémunérées à raison de \$0.60 par heure.

IV.—Congé pour maladie:—Les employés des Services de la police municipale et de la protection contre les incendies, auront droit à 7 jours d'absence de leur travail pour cause de maladie chaque année, avec droit à leur salaire. Les 7 jours d'absence pour maladie ou ceux de ces jours qui n'auront pas été pris, s'accumuleront d'année en année. En cas d'accidents de travail, les jours de maladie n'affecteront pas le nombre de jours d'absence pour cause de maladie ci-dessus prévus. Le Directeur pourra, quand il le jugera à propos, exiger un certificat de médecin.

V.—Uniformes et équipement:—En sus de son salaire, chaque homme en uniforme recevra de la cité de Sherbrooke:

a.—Tous les ans:—Un uniforme (deux pantalons); un képi; deux paires de gants blancs; une paire de gants gris; une paire de mitaines en cuir doublé; deux cravates; trois chemises; une paire de chaussures en cuir; une paire de caoutchoucs;

b.—Tous les trois ans:—Un paletot de drap demi-saison; un paletot d'hiver.

c.—Tous les cinq ans:—Un casque de fourrure.

d.—Lorsque l'uniforme et les autres pièces de vêtement sont renouvelés, ils demeurent la propriété de l'employé. Les hommes congédiés ou qui quitteront le service devront retourner leur uniforme et équipement.

e.—Lorsque l'uniforme et les autres pièces de vêtement sont détériorés en service ils seront remplacés par la cité de Sherbrooke.

f.—Le constable-motocycliste recevra tous les ans un uniforme complet de motocycliste, et un uniforme de policier tous les deux ans.

Les uniformes et pièces de vêtement d'été devront être fournis autant que possible avant le premier juin, ceux d'automne avant le premier octobre et ceux d'hiver avant le premier novembre.

EMPLOYÉS DU SECRÉTARIAT

VI.—Salaires minima:—Les taux de salaires suivants seront payés chaque semaine aux employés ci-après énumérés:

<i>a.</i> —Secrétaire du poste.....	\$32.50
<i>b.</i> —Secrétaire-adjoint.....	29.00

VII.—Heures de travail:—De 8.00 a.m. à 5.30 p.m., sauf le samedi où les heures de travail seront de 8.00 a.m. à midi. Ces employés seront disponibles si on a besoin d'eux; cependant, un employé du secrétariat devra être de faction chaque samedi après-midi, s'il en est requis par le Directeur.

Jours chômés: le dimanche et les jours fériés, mais ils devront communiquer avec le directeur ou l'officier en devoir, à 8 heures le matin de chacun de ces jours.

VIII.—Équipement:—Tous les ans, les employés du secrétariat recevront de la cité de Sherbrooke: deux chemises; deux cravates; un uniforme de bureau.

The hours hereabove mentioned may be modified by the Director in the case of men on duty or on the radio-patrol.

Constables-firemen shall be entitled to one weekly day of rest.

Change in shifts shall take place every two weeks: On Sunday, from 7.00 a.m. to 7.00 a.m. on Monday.

Overtime work performed by constables-firemen shall be paid at the rate of \$0.60 per hour.

IV.—Days off due to illness:—The employees of the municipal police and fire departments shall be entitled to sick leave of seven (7) days with pay, every year. These 7 days or fraction thereof, which shall not be taken, shall accumulate from year to year. In case of accident while at work, the days of illness shall not affect the duration of the sick leave provided above. The Director may, if deemed advisable, require a doctor's certificate.

V.—Uniforms and equipment:—Every man in uniform shall receive from the City of Sherbrooke, in excess of his salary:

a.—Every year:—A uniform (two pairs of pants); one kepi; two pairs of white gloves; one pair of gray gloves; one pair of lined leather mitten; two ties; three shirts; one pair of leather shoes; one pair of rubbers;

b.—Every three years:—A between-season cloth overcoat; a winter overcoat;

c.—Every five years:—One fur cap.

d.—Uniforms and other garments, when renewed, remain the property of the employee. Men discharged or leaving the service shall return their uniform and equipment.

e.—Should uniforms and other garments wear out while men are in service, they shall be replaced at the cost of the City of Sherbrooke.

f.—The constable driving a motorcycle shall receive, every year, a complete uniform for driving, and a constable uniform every two years.

Summer uniforms and garments shall, if possible, be supplied before June 1st; the autumn uniforms and garments, before October 1st, and the winter uniforms and garments, before November 1st.

SECRETARY'S OFFICE EMPLOYEES

VI.—Minimum salary:—The following minimum salaries shall be paid to the employees hereinafter mentioned:

<i>a.</i> —Secretary of the station.....	\$32.50
<i>b.</i> —Assistant-secretary.....	29.00

VII.—Hours of work:—From 8.00 a.m. to 5.30 p.m., except on Saturday when working hours shall be between 8.00 a.m. and 12.00 noon; these employees shall be available when needed. However, an employee of the secretary's office shall be on duty every Saturday afternoon when the Director so requires.

Holidays: Sunday and observed holidays. However, on such holidays, they shall communicate with the director, or the officer in charge, at 8.00 a.m.

VIII.—Equipment:—Every year, the employees of the secretary's office shall receive, from the City of Sherbrooke, two shirts, two ties and an office uniform.

EMPLOYÉS DE LA SÛRETÉ

IX.—*Salaires minima*:—Les taux de salaires suivants seront payés chaque semaine aux employés ci-après énumérés:

a.—Sergent-détective.....	\$34.00
b.—Caporal-détective.....	33.00
c.—Détective.....	32.00
d.—Photographe.....	26.00
e.—Préposé aux empreintes digitales.....	33.00

X.—*Heures de travail*:—Les employés de la sûreté doivent être disponibles à toutes les heures du jour et de la nuit.

Jours chômés: le dimanche et les jours fériés.

XI.—*Équipement*:—a.—*Tous les ans*:—Un complet civil; deux chapeaux civils; deux chemises; deux cravates; une paire de chaussures; une paire de gants légers (kid); une paire de gants de cuir doublé;

b.—*Tous les trois ans*:—Un paletot demi-saison; un paletot d'hiver.

EMPLOYÉS AU TÉLÉPHONE ET À LA RADIO

XII.—*Salaires minima*:—Les taux de salaires suivants seront payés chaque semaine aux employés ci-après énumérés:

a.—Premier téléphoniste ou radiotéléphoniste.....	\$27.00
b.—Téléphoniste ou radiotéléphoniste.....	26.00

XIII.—*Heures de travail*:—Les employés au téléphone et à la radio seront en service huit heures par jour.

XIV.—*Équipement*:—Ces employés recevront de la cité de Sherbrooke, tous les ans, deux chemises, deux cravates, un uniforme de bureau.

XV.—*Congé*:—Une semaine de congé (vacances) payée sera accordée à tous les employés qui auront été en service une année.

XVI.—*Durée du décret*:—Le décret entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur jusqu'au premier janvier 1945; il se renouvellera automatiquement d'année en année, à moins que l'une des parties n'ait avisé l'autre, au moins soixante jours à l'avance, de son intention d'y mettre fin.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 12 février 1944. 5535-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des métiers de la construction de Joliette, établi en exécution du décret numéro 1407, du 3 avril, 1940, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 434, du 9 février, 1944, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1944 au 28 février 1945; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

DETECTIVE POLICE DEPARTMENT EMPLOYEES

IX.—*Minimum salaries*:—The following minimum salaries shall be paid, each week, to the employees hereinafter mentioned:

a.—Sergeant-detective.....	\$34.00
b.—Corporal-detective.....	33.00
c.—Detective.....	32.00
d.—Photographer.....	26.00
e.—Fingerprint expert.....	33.00

X.—*Hours of work*:—The employees of the detective police department shall be available at all hours of the day or night.

Holidays: Sundays and observed holidays.

XI.—*Equipment*:—a.—*Every year*:—A plain suit of clothes; two plain hats; two shirts; two ties; one pair of shoes; one pair of kid gloves; one pair of lined leather gloves.

b.—*Every three years*:—One between-season overcoat; one winter overcoat.

TELEPHONE AND RADIO EMPLOYEES

XII.—*Minimum salaries*:—The following minimum wages shall be paid to the employees hereinafter enumerated:

a.—Chief operator.....	\$27.00
b.—Operator.....	26.00

XIII.—*Hours of work*:—Telephone and radio employees shall work eight hours per day.

XIV.—*Equipment*:—Every year, the City of Sherbrooke shall give to these employees: two shirts, two ties, one office uniform.

XV.—*Holidays*:—A vacation of one week, with pay, shall be given to the employees with one year of service.

XVI.—*Duration of the decree*:—The decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force until January 1, 1945; it shall renew itself automatically, from year to year, unless one of the parties hereto notify the other, at least sixty days in advance, of its intention to have it repealed.

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 12, 1944. 5535-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trade Joint Committee of Joliette, formed under decree number 1407, of April 3, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 434, of February 9, 1944, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from March 1, 1944 to February 28, 1945; it shall be laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1407 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires qu'ils versent à leurs employés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis au décret numéro 1407 doivent également payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$18.00 par semaine (salaire minimum fixé par décret).

c) Les salariés régis par le décret numéro 1407 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les nom, prénoms et adresses de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, les heures de travail, l'argent perçu au cours de chaque semaine et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire et les faire parvenir lui-même audit comité.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1944 et 31 mars 1945.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des métiers de la construction de Joliette, pour la période comprise entre le 1er mars 1944 et le 28 février 1945.

LE COMITÉ CONJOINT DES MÉTIERS DE LA
CONSTRUCTION DE JOLIETTE
Siège social: Joliette, Qué.

État des recettes et des déboursés probables pour
la période comprise entre le 1er mars 1944 et
le 28 février 1945.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$ 5,000.00
Salariés.....	5,000.00
Salariés permanents.....	1,200.00
Artisans.....	2,000.00
Honoraires d'exams.....	1,400.00
Recettes diverses.....	400.00

\$15,000.00

a) The professional employers governed by the decree number 1407 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by decree number 1407 shall also pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established for the journeyman, namely \$18.00 per week (minimum wage rate fixed by the decree).

c) The employees governed by the decree number 1407 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which shall be mentioned the name in full and address of all the employees in his employ, their competency, the hours of labour, the money collected during any one week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that these reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and send same himself to the said Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is exigible.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour, a quarterly report of its financial activities on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1944, and March 31, 1945.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trade Joint Committee of Joliette, for the period between March 1, 1944 and February 28, 1945.

THE BUILDING TRADE JOINT COMMITTEE OF
JOLIETTE
Corporate seat: Joliette, Que.

Estimate of the receipts and disbursements for
the period comprised between March 1, 1944
and February 28, 1945.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers.....	\$ 5,000.00
Employees.....	5,000.00
Permanent employees.....	1,200.00
Artisans.....	2,000.00
Examination fees.....	1,400.00
Various receipts.....	400.00

\$15,000.00

<i>Dépenses:</i>	
Salaire du secrétaire.....	\$ 500.00
Frais de déplacement du président et des membres.....	2,600.00
Jetons de présence.....	1,560.00
Inspecteurs: Salaires et frais de déplacement.....	4,500.00
Loyer du bureau et téléphone.....	200.00
Frais légaux.....	1,200.00
Vérification des livres.....	300.00
Papeterie et impression.....	1,400.00
Dépenses de voyage, ameublement et divers.....	1,700.00
Taxes d'affaires et d'eau.....	200.00
Frais d'examen.....	700.00
Échange sur chèque et administration de banque.....	80.00
Timbres et enregistrement.....	60.00
	\$ 15,000.00

<i>Expenses:</i>	
Salary of the secretary.....	\$ 500.00
Travelling expenses of chairman and members.....	2,600.00
Meeting expenses.....	1,560.00
Inspectors: Salaries and travelling expenses.....	4,500.00
Office rent and telephone.....	200.00
Legal charges.....	1,200.00
Audition of books.....	300.00
Stationery and printing.....	1,400.00
Travelling expenses, equipment and miscellaneous.....	1,700.00
Business and water taxes.....	200.00
Examination expenses.....	700.00
Exchange on cheque and bank charges.....	80.00
Stamps and registration.....	60.00
	\$ 15,000.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 12 février 1944. 5548-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 12, 1944. 5548-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 2025, du 24 juillet 1935 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 433 du 9 février 1944, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 15 février 1944, au 15 février 1945; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret verseront au Comité Paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par le décret devront verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité Paritaire mettra à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel devra voir à ce que ces formules soient remplies et retournées au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel devra percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel devra être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité aura le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le jugera à propos.

Le rapport accompagné des cotisations devra être adressé au comité paritaire le ou avant le

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the Province of Quebec, established under decree number 2025, of July 24, 1935, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 433, of February 9, 1944, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the following method and rate:

1. Levy

The period of levy shall extend from February 15th, 1944, to February 15th, 1945, and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the parity committee a sum equivalent to one-half of one per cent ($\frac{1}{2}$ of 1%) of the fixed wages and of the percentages paid to their employees.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the parity committee a sum equivalent to one-half of one per cent ($\frac{1}{2}$ of 1%) of their fixed wages and percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have those forms filled in and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee shall have the right to exact a sworn report every time it deems such an action to be advisable.

The report, together with the levies, shall be sent to the Parity Committee on or before the

mercredi suivant la fin de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire présentera un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1944.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du comité conjoint de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 15 février 1944 et le 15 février 1945.

LE COMITÉ CONJOINT DE LA CHAPELLERIE POUR DAMES ET ENFANTS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC Montréal, P.Q.

État des recettes et déboursés pour la période comprise entre le 15 février, 1944, et le 15 février, 1945.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels: ($\frac{1}{2}$ de 1%).....	\$ 5,500.00
Cotisations des salariés: ($\frac{1}{2}$ de 1%).....	5,500.00
	<u>\$ 11,000.00</u>

Dépenses:

Loyer, téléphone, électricité.....	\$ 755.00
Taxes d'eau et d'affaires.....	55.00
Salaires de l'inspecteur et de l'inspecteur adjoint.....	2,600.00
Dépenses générales et autres des inspecteurs.....	715.00
Salaires au bureau.....	2,200.00
Salaire du secrétaire.....	856.00
Frais d'administration.....	3,200.00
Honoraires du vérificateur.....	144.00
Dépenses du bureau, timbres, papeterie, impressions, dépenses générales, etc.....	250.00
Frais légaux.....	100.00
Ameublement.....	50.00
Dépenses diverses imprévues.....	75.00
	<u>\$ 11,000.00</u>

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 12 février, 1944. 5547-o

Wednesday following the date of expiration of the period for which the report is requirable.

3. Financial report

To comply with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st, 1944.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the period between February 15th, 1944 and February 15th, 1945, is hereto annexed.

JOINT COMMITTEE OF THE MILLINERY AND WOMEN'S AND CHILDREN'S HEADWEAR INDUSTRY, FOR THE PROVINCE OF QUEBEC Montreal, P.Q.

Estimate of receipts and disbursements for the period between February 15th, 1944, and February 15th, 1945.

Receipts:

Levy upon professional employers ($\frac{1}{2}$ of 1%).....	\$ 5,500.00
Levy upon the employees ($\frac{1}{2}$ of 1%).....	5,500.00
	<u>\$ 11,000.00</u>

Disbursements:

Rent, Telephone, Light services.....	\$ 755.00
Water and business taxes.....	55.00
Inspector's and Deputy-Inspector's wages.....	2,600.00
Inspectors' general and other expenses.....	715.00
Office salaries.....	2,200.00
Secretary's wages.....	856.00
Administration remuneration.....	3,200.00
Auditor's fees.....	144.00
Office expenses, stamps, stationery, printing, general expenses, etc.....	250.00
Legal fees.....	100.00
Furniture.....	50.00
Miscellaneous expenses unforeseen.....	75.00
	<u>\$ 11,000.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 12, 1944. 5547-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 6

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Camirand vs Roadnight..... 559

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

- 353—Concernant la modification des périodes de prohibition quant à la chasse de la loutre, le vison, la martre, le pékan, le loup-cervier et le chat sauvage..... 545
- 354—Concernant les prix des permis pour le commerce des fourrures dans la Province..... 545
- 398—Industrie et métiers de la construction dans l'Île de Montréal..... 546

Index of the Quebec Official Gazette, No. 6

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Camirand vs Roadnight..... 559

ORDERS IN COUNCIL:

- 353—Concerning the amendment of the close seasons as regards the hunting of otter, mink, marten, fisher, lynx and raccoon..... 545
- 354—Concerning the prices of licenses for the fur trade in the Province..... 545
- 398—Construction industry and trades in the Island of Montreal..... 546

AVIS AUX INTÉRESSÉS:	533	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	533
AVIS DIVERS:		MISCELLANEOUS NOTICES:	
Association des Commis de Lac Mégantic	561	Association des Commis de Lac Mégantic	561
Pills sanctionnés	559	Bills sanctioned	559
Hôpital Bourg	559	Hôpital Bourg	559
Hôpital Laval	560	Hôpital Laval	560
J.-B. Laliberté Inc.	559	J.-B. Laliberté Inc.	559
La Compagnie d'Assurances Alliance-Canadienne—The Canadian Alliance Insurance Company	560	The Canadian Alliance Insurance Company—La Compagnie d'Assurances Alliance Canadienne	560
BUREAUX-CHEF:		CHIEF-OFFICES:	
H. J. McAdie Company Ltd.	561	H. J. McAdie Company Ltd.	561
Laval Realities Co.	561	Laval Realities Co.	561
Le Concours Hippique de Montréal Ltée—The Montreal Horse Show Ltd.	562	The Montreal Horse Show Ltd.—Le Concours Hippique de Montréal Ltée	562
Thomas Duhamel, Limitée	561	Thomas Duhamel, Limitée	561
CHARTES—ABANDON DE:		✓ CHARTERS—SURRENDER OF:	
Calumet Mines Limited	562	Calumet Mines Limited	562
Eugène Bois Limitée—(Eugène Bois Limited)	563	(Eugène Bois Limited)—Eugène Bois Limited	563
Glenwool Products Limited	562	Glenwool Products Limited	562
L'Immeuble Ploermel, Limitée — The Ploermel Realty, Limited	563	The Ploermel Realty, Limited—L'Immeuble Ploermel, Limitée	563
Montrose Realty Company Limited	562	Montrose Realty Company Limited	562
COMMISSION DU SERVICE CIVIL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC:		CIVIL SERVICE COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC:	
Prolongation des règlements temporaires	563	Prolongation of the temporary regulations	563
DEMANDES À LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Belleau, Dame M. Hilda <i>et al.</i>	565	Belleau, Dame M. Hilda <i>et al.</i>	565
Caisse de Remboursement	566	Caisse de Remboursement	566
Commission des Écoles Catholiques des Trois-Rivières	564	Three Rivers Catholic School Commission	564
Lacoursière, Augustin-J.	565	Lacoursière, Augustin-J.	565
Mont-Royal, ville de	566	Mount Royal, town of	566
Québec, cité de	565	Quebec, city of	565
DÉPARTEMENTS—Avis des:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AFFAIRES MUNICIPALES:		MUNICIPAL AFFAIRS:	
Bagot, canton de	566	Bagot, township of	566
Grande-Baie, munic. de	567	Grande-Baie, munic. of	567
La Minerve, canton de	567	La Minerve, township of	567
Saint-Fulgence, munic. de	568	Saint-Fulgence, munic. of	568
Ste-Rose de Watford, munic. de	568	Ste-Rose de Watford, munic. of	568
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
Industrie laitière:		Dairy Industry:	
Ordonnance N° 1-E-42B—Montréal	569	Order No. 1-E-42B—Montreal	695
Ordonnance N° 16-H-43A—Joliette	570	Order No. 16-H-43A—Joliette	570
Ordonnance N° 44-H-43A—Noranda	569	Order No. 44-H-43A—Noranda	569
Ordonnance N° 55-H-43A—Val d'Or	571	Order No. 55-H-43A—Val d'Or	571
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FORESTS:	
Beauport, paroisse de	572	Beauport, parish of	572
Rouyn, ville de	572	Rouyn, town of	572
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Cap-aux-Os, munic. scolaire	572	Cap-aux-Os, school munic.	572
TRAVAIL:		LABOUR:	
Barbiers de Rouyn et de Noranda	580	Barbers of Rouyn and Noranda	580
Chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec	585	Millinery and women's and children's headwear industry for the Province of Quebec	585
L'Association des Policiers-Pompiers de Sherbrooke, Inc.	581	L'Association des Policiers-Pompiers de Sherbrooke, Inc.	581
Métiers de la construction de Joliette	583	Building trades of Joliette	583

ERRATUM:

Lac St-Jean-Ouest, munic. du comté. 572

LETTRES PATENTES:

Associated Steel and Metals Corporation Limited. 534
 C. Barber Cartage Limited. 543
 C. E. Montminy, Ltée—C. E. Montminy Ltd. 535
 Charles J. Lewis Ltd. 535
 Club de Yacht de Sillery. 535
 Colcourt Mines Limited. 536
 Compagnie Nationale d'Outils et de Machineries, Limitée—National Fine Tools and Machinery Company, Limited. 537
 Conserverie Dorion, Limitée—Dorion Preserving Limited. 537
 Consolidated Concessions Incorporated. 538
 Craftmills Novelty Limited. 544
 Excel Cotton Products Co. 538
 Henry L. Hanson Co. of Canada Ltd. 544
 H. J. McAdie Company Ltd. 539
 Kinsmen Boyssclubs of Montreal Inc. 539
 L'Association des Propriétaires de la Cité de Rivière-du-Loup. 540
 Le Comité des Chemins d'hiver de Nicolet. 540
 Le Fonds de Pension des Employés du Syndicat de Québec Ltée. 541
 L'Orientation Nouvelle (Inc.). 541
 Orpheum Theatres Limited. 542
 Palmers Salon Ltd. 542
 Summerlea Golf & Country Club Inc. 543

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Pan-America Banana Producers Association Limited. 544

NOMINATIONS:

Diverses. 572

PROCLAMATIONS:

Chazel, canton de. 575
 Sacré-Cœur de Jésus, paroisse de. 573

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Levasseur, Julien. 576

VENTE PAR LICITATION:

Gaucher vs Gaucher *et al.* 576

VENTE POUR TAXES:

Taché, canton de. 578

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Montréal:

Chatel vs Héritiers Paul Turgeon. 578

Québec:

Cité de Québec vs Guay. 579

Richelieu:

Ally vs Gill. 580

5553-o

ERRATUM:

Lake St. John-West, munic. of the county 572

LETTERS PATENT:

Associated Steel and Metals Corporation Limited. 534
 C. Barber Cartage Limited. 543
 C. E. Montminy Ltd—C. E. Montminy, Ltée. 535
 Charles J. Lewis Ltd. 535
 Club de Yacht de Sillery. 535
 Colcourt Mines Limited. 536
 National Fine Tools and Machinery Company, Limited—Compagnie Nationale d'Outils et de Machineries, Limitée. 537
 Dorion Preserving Limited—Conserverie Dorion, Limitée. 537
 Consolidated Concessions Incorporated. 538
 Craftmills Novelty Limited. 544
 Excel Cotton Products Co. 538
 Henry L. Hanson Co. of Canada Ltd. 544
 H. J. McAdie Company Ltd. 539
 Kinsmen Boysclubs of Montreal Inc. 539
 L'Association des Propriétaires de la Cité de Rivière-du-Loup. 540
 Le Comité des Chemins d'hiver de Nicolet. 540
 Le Fonds de Pension des Employés du Syndicat de Québec Ltée. 541
 L'Orientation Nouvelle (Inc.). 541
 Orpheum Theatres Limited. 542
 Palmers Salon Ltd. 542
 Summerlea Golf & Country Club Inc. 543

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Pan-America Banana Producers Association Limited. 544

APPOINTMENTS:

Miscellaneous. 572

PROCLAMATIONS:

Chazel, township of. 575
 Sacré-Cœur de Jésus, parish of. 573

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Levasseur, Julien. 576

SALE BY LICITATION:

Gaucher vs Gaucher *et al.* 576

SALE FOR TAXES:

Taché, township of. 578

SHERIFFS' SALES:

Montreal:

Chatel vs Heirs of Paul Turgeon. 578

Quebec:

City of Quebec vs Guay. 579

Richelieu:

Ally vs Gill. 580

5553-o